

**Yolande Cohen  
(1981)**

sous la direction de Yolande Cohen

# Femmes et politique

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole  
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec  
et collaboratrice bénévole

Courriel : [mailto: mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"  
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,  
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.  
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

SOUS LA DIRECTION DE YOLANDE COHEN,

**Femmes et politique.** Montréal : Les Édition du Jour, 1981, 229 pp.



Courriels : [cohen.yolande@uqam.ca](mailto:cohen.yolande@uqam.ca). ou [yjcohen@wanadoo.fr](mailto:yjcohen@wanadoo.fr).

[Le 26 mars 2007, Madame Cohen nous accordait sa permission de diffuser, dans  
Les Classiques des sciences sociales, toutes ses publications.]

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

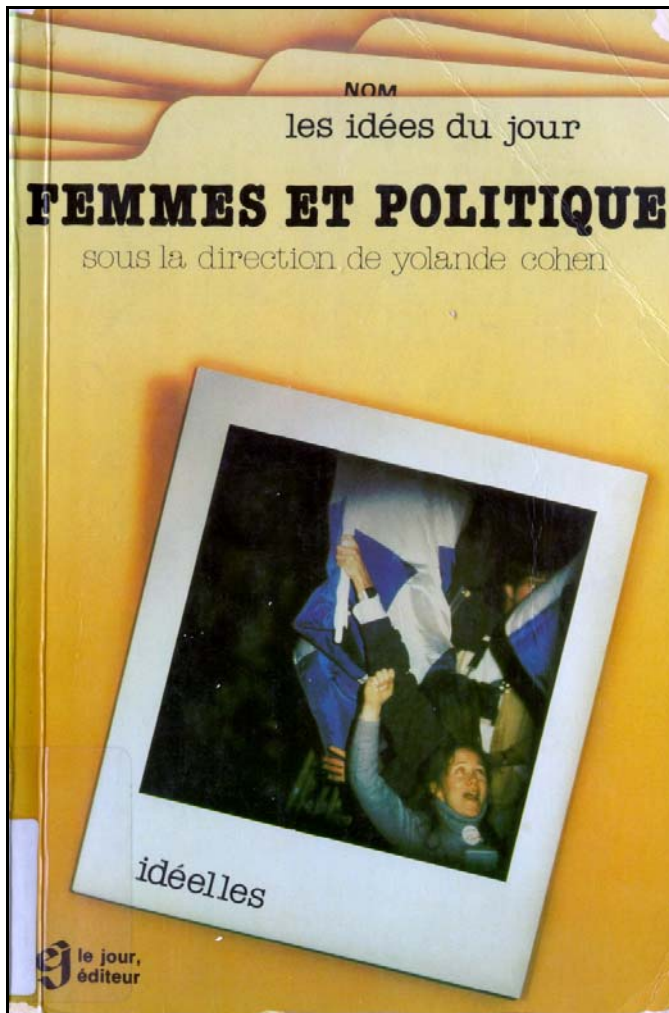
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour  
Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 19 décembre, 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



**Yolande Cohen *et al.***  
**(1981)**



# FEMMES ET POLITIQUE

Sous la direction de Yolande Cohen

*Textes de :*

Yolande COHEN  
Renée DANDURAND et Evelyne TARDY  
Nadia FAHMY-EID  
Pauline FAHMY-POMERLEAU  
Danielle LAFONTAINE  
Nicole LAURIN-FRENETTE  
Angela MILES  
Dorothy SMITH  
Andrée YANACOPOULO

*Avec la participation de* Nicole BROSSARD

*Édition, révision et adaptation :* Yolande COHEN et Andrée YANACOPOULO.

*Yolande COHEN* est professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

*Renée DANDURAND* enseigne au département d'anthropologie de l'Université de Montréal.

*Evelyne TARDY* est sociologue du travail et professeur substitut au département de sciences politiques de l'Université de Montréal.

*Nadia FAHMY-EID* est professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

*Pauline FAHMY-POMERLEAU* est professeur au département de psychologie de l'Université Laval à Québec.

*Danielle LAFONTAINE* est professeur au département des sciences humaines de l'Université du Québec à Rimouski.

*Nicole LAURIN-FRENETTE* est professeur au département de sociologie de l'Université de Montréal.

*Angela MILES* est chargée de cours au département de sciences politiques du York University.

*Dorothy SMITH* est professeur au département de sociologie de l'Ontario Institute for Studies in Education in Toronto.

*Andrée YANACOPOULO* est professeur au département de psychologie du CEGEP Saint-Laurent. Elle est aussi co-fondatrice du Regroupement des femmes québécoises.

## Quatrième de couverture

Le rôle politique des femmes suscite une foule de questions.

Plus que jamais, tout comme les femmes elles-mêmes, les gouvernements, la presse et la population s'interrogent :

- à quelle conscience politique les femmes ont-elles accédé ?
- à quel type de société aspirent-elles ?
- à quels modèles historiques se réfèrent-elles ?
- quelle influence la presse féminine exerce-t-elle ?

Ancré dans la réalité que nous vivons, ce livre présente les réflexions de dix femmes témoins – politicologues, sociologues, anthropologues, psychologues, historiennes – sur la politisation des femmes.

Le lecteur sait que le pouvoir doit désormais compter avec les femmes ; il trouvera ici réponse à ses questions et matière à réflexion.

Un document d'une grande actualité et d'une remarquable objectivité, qui passionnera tous ceux et toutes celles qui s'intéressent à l'avenir politique du Québec.

# Table des matières

## Préface – Yolande Cohen

## Chapitre premier : Les Yvettes : l'explosion d'une politique

Notes et fragments d'urgence, (pp. 15-19 de l'édition papier.)

**Nicole Brossard**

Le phénomène des Yvettes à travers quelques quotidiens, (pp. 21-54 de l'édition papier)

**Renée Dandurand et Évelyne Tardy**

## Chapitre deuxième : Femmes, militance et politique

Sous le signe de l'ambiguïté, (pp. 57-66 de l'édition papier.)

**Andrée Yanacopoulo**

Le féminisme, parole authentique et autonome des femmes, (pp. 67-78 de l'édition papier.)

**Angela Miles**

## Chapitre troisième : Aux sources de la pratique politique des femmes : l'éducation et l'orientation des filles

Égalité et dépendance ou l'impossible aspiration des adolescentes, (pp. 81-100 de l'édition papier.)

**Pauline Fahmy-Pomerleau**

La presse féminine au Québec (1890-1920), (pp. 101-115 de l'édition papier.)

**Nadia Fahmy-Eid**

## Chapitre quatrième : Méthodes de recherche et modes d'action

La recherche scientifique et la cause des femmes, (pp. 119-137 de l'édition papier.)

**Danielle Lafontaine**

Le parti pris des femmes, (pp. 139-144 de l'édition papier.)

**Dorothy E. Smith**



[Chapitre cinquième](#) : Femmes et pouvoirs

[Féminisme et anarchisme](#), (pp. 147-191 de l'édition papier.)

**Nicole Laurin-Frenette**

[Réflexions désordonnant les femmes du pouvoir](#), (pp. 193-227 de l'édition papier.)

**Yolande Cohen**

## En guise de préface

[Retour à la table des matières](#)

Ce recueil d'articles est issu d'une journée de réflexion que nous avons eue pendant le Congrès des sociétés savantes à l'UQAM en juin 1980<sup>1</sup>. Cette journée est elle-même née d'un désir secret que j'avais, depuis au moins trois ans, de réunir quelques-unes des femmes qui travaillaient et étaient actives dans l'avancement de la « cause » des femmes. Je n'en étais pas à ma première tentative quand je décidais, un peu aveuglément, d'organiser cette journée. Trois fois au moins avant, j'ai participé à des collectifs ou comités organisateurs de colloques sur, pour et par des femmes. Les résultats, plus ou moins concluants, de ces expériences m'ont conduite à imaginer ma propre formule de rencontres. Il s'agirait non plus d'un grand forum où tout et rien serait abordé, mais d'une journée d'étude et de réflexion. Il me semblait de plus en plus urgent d'abandonner les attitudes d'auto-conscience, souvent nécessaires mais néanmoins démagogiques, des débuts, pour approfondir certains points sur lesquels nous butions. Ainsi, les attitudes ambivalentes des femmes et même des diverses tendances du mouvement féministe, étaient éludées dans une phraséologie où la redondance l'emportait sur l'analyse. Les chercheuses, accusées de faire carrière sur le dos du mouvement des femmes en en faisant une profession, se culpabilisaient et n'osaient pas avancer d'hypothèses et encore moins de critiques. Le même complexe que les chercheurs taxés d'ouvriérisme parce qu'ils travaillaient sur la classe ouvrière, commençait à se faire jour dans ces manifestations. Je pense ici surtout au colloque « Les femmes et la recherche au Québec » (Montréal, mai 1979). La journée du dimanche était prévue pour réaliser cette jonction entre les chercheuses et les militantes ; ce fut une interminable suite de litanies dénonçant les chercheuses comme coupables de s'accaparer le « mouvement » pour l'encadrer. D. Lafontaine fait justice à ces problèmes dans son article. Je n'approfondirai donc pas cet aspect de la question<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Je dois à Phil Ehrensaft mes remerciements. Responsable du Congrès de Sociologie, il m'a donné non seulement la possibilité de tenir cette journée selon mes désirs – ce que ses collègues de Sciences Politiques et d'Histoire n'ont pas osé faire –, mais il m'a encouragée par de multiples manières, à l'organiser à ma façon.

<sup>2</sup> J'ai par ailleurs écrit une critique du colloque « Les femmes et la classe ouvrière » tenu à Paris en décembre 1978 qui lui, souffrait encore plus nettement du double syndrome de la culpabilité, féministe et ouvrière. Le sujet s'y prêtait admirablement. (Actes du Colloque, Paris, Maspéro.)

Ce qui me semble important par ailleurs, c'est l'échange que nous pouvons effectuer entre les pratiques militantes des femmes à travers l'histoire, les problèmes que nous nous posons aujourd'hui dans l'agencement de nos vies et de nos luttes, et les questionnements nouveaux qui peuvent surgir de l'articulation des deux. Il est indéniable que c'est l'explosion d'un mouvement de libération des femmes qui a permis à la recherche « scientifique » de faire avancer les connaissances sur les femmes et leur place dans le monde. Mais il me semble aujourd'hui que nous sommes à une autre étape : en l'absence d'un mouvement social d'envergure, il revient aux chercheuses de développer de façon adéquate et nuancée les champs d'une intervention progressiste ou subversive des femmes. D. Smith en fait le constat ; A. Miles ouvre.

C'est dans cet esprit que j'ai voulu cette journée. Douze participantes se sont partagé avec le public le temps de parole. Je ne sais si nous avons évité les écueils que je dénonce, cependant j'en retiens une impression d'échange intense et de volonté de clarification. La conjoncture particulière du Québec en juin 80 contribua à rendre notre questionnement sur l'ambivalence des pratiques culturelles, sociales et politiques des femmes<sup>1</sup> particulièrement actuel. Le phénomène des Yvettes, vieux seulement de quelques semaines, a été le point de référence implicite des débats. R. Dandurand et E. Tardy en parlent spécifiquement. Chacune des participantes à la rencontre donnera son avis. On retrouve quelques-unes de ces réflexions dans les articles de ce recueil (D. Lafontaine, A. Yanacopoulo, N. Laurin-Frenette, Y. Cohen). L'événement venait à point nommé confirmer nos intuitions. Je ne pense pas que nos réflexions, beaucoup trop impressionnistes encore, épuisent ou même expliquent les problèmes que cet événement révèle. Tout au plus y verrai-je un signe des temps que les féministes auraient tort de ne pas analyser attentivement. J'ai voulu ce recueil comme l'amorce possible de cette réflexion.

Les textes sont groupés autour de ce qui a semblé être le point à éclaircir : quelle politique veulent les femmes ? Chacun des textes présents ici est soucieux sinon de définir une politique, du moins de dessiner un lieu politique au féminin. Que ce soit à partir d'expériences dans une militance (Yanacopoulo, Miles), d'enquêtes empiriques et critiques (Pomerleau, Eid) ou de vision de l'histoire (Smith, Lafontaine, Laurin-Frenette, Cohen) tous ces textes posent la question de l'avenir du mouvement féministe dans des termes qui forcent à la réflexion. Différents aussi bien dans leurs hypothèses que dans leur démarche, ces textes me semblent illustrer la grande richesse de la réflexion actuelle dans le mouvement féministe. Ils invitent à la déconstruction des modèles établis et ouvrent – du moins je l'espère – la voie à une créativité productive d'autres valeurs et non pas d'autres

---

<sup>1</sup> C'est le titre que j'ai donné à la rencontre. Les participantes étaient alors invitées à soumettre toute réflexion pouvant s'y rattacher (dans mes invitations, environ une cinquantaine de personnes furent contactées), j'ai tenté d'équilibrer au mieux les disciplines – sociologie, histoire, science politique, littérature, anthropologie – et les origines de militantisme.

normes. C'est cette très grande ouverture aussi bien des champs d'investigation que des possibles solutions qui m'a le plus enthousiasmée, tant durant notre rencontre, que dans la préparation de ce recueil.

Yolande COHEN  
Montréal, le 15 janvier 1981

Je tiens à remercier Viviane Sirois, Hélène Lévesque, Pauline Léveillé et Anne Le Gal de leur constante coopération et de leur aide précieuse.

## Chapitre premier

### Les Yvettes : l'explosion d'une politique

[Retour à la table des matières](#)

À défaut d'une analyse définitive sur le phénomène des Yvettes – sans doute précoce vu la proximité de l'événement – ces deux textes abordent et commentent à leur façon les problèmes qu'il soulève.

Le bref article de Nicole Brossard, paru dans *Le Devoir* peu après la manifestation du Forum, est un point de vue « à chaud » \*. Au contraire, le texte de R. Dandurand et d'E. Tardy tente d'extraire d'une revue de presse certaines significations de cette manifestation. On trouvera dans la suite du recueil d'autres points de vue.

---

\* Ce texte, consacré à l'Écrivain et le Politique, est paru dans le supplément littéraire du Devoir, le 19 avril 1980.

## Notes et fragments d'urgence

Nicole Brossard

### [Retour à la table des matières](#)

L'ombre de ses ailes (celles de l'ange du foyer) obscurcissait ma page. Dès que je reprenais la plume pour parler d'un roman écrit par un homme célèbre, elle se glissait derrière moi : « Ma chère, vous êtes une jeune femme. Vous écrirez à propos d'un livre écrit par un homme. Soyez compréhensive, soyez tendre, trompez, adulez ; usez de tous les artifices, de toutes les ruses de votre sexe. Ne laissez jamais deviner que vous avez une idée à vous. Et surtout, soyez pure. » Je me tournai vers elle et je la saisis à la gorge ... Tuer l'ange du foyer, ça fait partie des tâches de la femme écrivain. »

Virginia Woolf, *Trois Guinées*

1. Ainsi, après cinq ans de féminisme actif au Québec, voyons-nous brutalement surgir un aspect de la réalité que nous soupçonnions, mais que nous parvenions mal à cerner et à analyser. Je veux parler ici du rôle important que les femmes ont toujours joué dans la réalité politique des peuples et des collectivités. Ce rôle (qu'il ait été réactionnaire ou révolutionnaire) a rarement été rendu visible – on nous l'a d'ailleurs fait croire inexistant –, car tout comme dans l'ordre de la vie privée, les femmes exécutent toujours un rôle qui n'entre pas dans la mémoire historique. Ce rôle est cependant bien inscrit dans la mémoire du grand ordinateur symbolique qui motive, conditionne et renouvelle en grande partie les actes quotidiens que nous posons : gestes de survie, gestes de conquêtes.

Jusqu'ici, nous avons compris, évalué et combattu les manipulations sexuelle, économique et culturelle, car elles étaient manifestes. Mais, jamais encore, dans ma courte existence, je n'avais *de visu* pu mesurer l'usage *politique* que les hommes et les partis font des femmes, et cela bien au-delà du bénévolat.

Bien sûr, je disais « la vie privée est politique » comme une certitude intérieure, mais jamais je n'aurais pu imaginer la rapidité avec laquelle un parti politique professant des valeurs traditionnelles et par voie de fait, flattant les femmes du bord de l'utérus, pouvait s'assurer leur énergie et leur complicité.

2. Voici quelques paroles d'un ingénieur brésilien (qui reconnaissait avoir d'autres intérêts que ceux de sa profession) à propos du Chili. Ces propos sont extraits du livre *Les Femmes et leurs maîtres*<sup>1</sup>.

« Une fois que nous avons vu marcher les femmes chiliennes, nous avons su que les jours d'Allende étaient comptés »

« Nous avons appris aux Chiliens à utiliser leurs femmes contre les marxistes. »

« Les femmes constituent l'arme la plus efficace en politique ... Elles ont du temps (*sic*) ; elles sont douées d'une grande capacité émotionnelle et elles se mobilisent rapidement. »

3. Partout où il y a de l'utérus à flatter, c'est-à-dire, chaque fois que des femmes peuvent redorer le blason de leur maternité réelle ou potentielle – comme si la maternité était l'unique preuve de leur existence –, elles résistent rarement à cette séduction qui légitimise publiquement et politiquement leur « féminité ». Non seulement les mères patriarcales ne résistent pas à cette séduction, mais au contraire, elles en tirent *une force* telle qu'elles sont alors, par miracle d'encadrement, capables de *sortir dans la rue*. Au moment même où elles pourraient envahir la rue en leur nom et intérêts, elles disent tout haut leur prière masochiste. M<sup>me</sup> Ryan n'a-t-elle pas dit que le Canada méritait qu'on souffre et qu'on peine pour le conserver ? Vieux fond de souffrance catholique et voici encore une fois la Très Sainte Mère en train de baiser la main du Très Saint Père, de Mussolini, de Franco, de Duplessis, du Frère André et de Claude Ryan. Éros malade, Éros macabre versus Éros multinational/marketing/disco qu'entretenait Pierre Elliot Trudeau, style Trilatérale<sup>2</sup> à laquelle il ne lui est pas nécessaire d'appartenir mais à laquelle Claude Ryan appartient.

Valeurs de droite et mise en marché aux techniques modernes ont réussi à nous montrer l'iceberg au complet, soit le réservoir et le potentiel réactionnaire sur lequel nous sommes assises et assis. Ce n'est pas parce que depuis vingt ans, nous avons sculpté des formes modernes dans la matière historique du Québec que ce dernier est pour autant exempt de la morbidité exemplaire qui en faisait le Canada français.

4. J'avais, bien sûr, reconnu et identifié l'inquiétude du Parti Québécois à l'égard d'une possible intervention féministe à l'occasion du référendum. Madeleine de Verchères et les activités les plus récentes de Lise Payette étaient des indices annonciateurs d'une éventuelle récupération de ce qu'aurait pu être une alternative féministe. Le Parti Québécois a tenté une première séduction en

---

<sup>1</sup> *Les Femmes et leurs maîtres*, Maria A. Macciocchi, séminaire Paris VIII, Vincennes, Christian Bourgois, Éditeur, 1979.

<sup>2</sup> *La Démocratie ingouvernable*, Pierre Vallières, Québec-Amérique, 1979. Voir aussi le documentaire réalisé par Radio-Canada pour l'émission Télé-Mag.

regroupant des « personnalités féminines ». Lise Payette, aussi naïve qu'une féministe qui reconnaît en chaque femme autre chose qu'un ange au foyer, a mis le feu aux poudres et nous aura ainsi permis d'évaluer « l'étrange phénomène » qui fait que beaucoup de femmes ressemblent à s'y méprendre à des Yvettes.

5. « Nous prenons pour acquis que les politiciens n'ont aucun sens de l'honneur. Nous essayons de lire entre les lignes de leurs discours et de leurs déclarations. Le scandale, ce n'est pas tant qu'ils mentent, mais qu'ils le fassent avec une telle indifférence, une telle ténacité, et qu'ils s'attendent toujours à ce qu'on les croie. Nous avons l'habitude du mépris inséparable du mensonge politique, Adrienne Rich, *Les Femmes et le sens de l'honneur*.
6. De l'actualité politique, je tire deux conclusions : la droite utilise les femmes contre la gauche (au sens large du terme) et contre les féministes ; la gauche utilise les femmes contre les féministes. Alors que la droite cultive jusqu'à la caricature la différence entre les sexes, utilisant « la nature » comme argument de preuve afin de maintenir les femmes dans la servitude des hommes, la gauche, elle, tend à nier la différence entre les sexes pour mieux *englober* dans ses projets, l'énergie, l'émotion et l'intelligence des femmes. D'un côté, cela donne des femmes « féminines » terrorisées qui n'ouvrent pas la bouche sinon pour proclamer que c'est la loi de Dieu qui les veut ainsi et qu'elles sont nées pour « un p'tit pain », de l'autre côté, des femmes qui ont « un courage d'homme » et qui ouvrent la bouche au nom d'une révolution qui bien sûr les concerne, mais qui, l'histoire en a fait preuve jusqu'à aujourd'hui, ne tient pas compte de leurs intérêts, de leurs projets, et de leur jouissance.

On comprendra peut-être ici pourquoi le féminisme, qui n'est pas né au XX<sup>e</sup> siècle, n'a jamais pu, comme les mouvements syndicaliste, socialiste ou nationaliste l'ont fait, s'assurer d'une génération à l'autre une continuité historique. On le comprend d'autant mieux que pour que se brise la chaîne des servilités, il faut une *bonne raison* que « l'amour » ne saurait raturer. Mystère du grand ordinateur symbolique ! Les femmes ont pourtant toute la raison du monde de se transmettre un sens de la dignité.

7. Entre la droite et la gauche, on pourrait croire au *vide*. Bien au contraire, il y a là quelque chose qui remplit la vie de la plupart des citoyens et des citoyennes (et ce tout particulièrement en Amérique), c'est-à-dire l'inodore veau d'argent, qui d'une multinationale à une autre, se transforme en parfait bonheur de consommation, de libération sexuelle et de progrès technologique « libérateurs ». Le vide remplit la vie des gens. Qui va remplir le vide qui remplit la vie des hommes qui voient *systématiquement* les femmes de leur énergie ? Peut-être David Rockefeller, fondateur de la Trilatérale, connaît-il la réponse.
8. Donc j'écris.



« Je parle dans la perspective d'un pacte politique avec d'autres femmes. Touchez-moi. La vie privée est politique ... Je refuse d'écrire pour expier la bêtise collective. » (L'écrivain dans la *Nef des sorcières*, 1976).

Du poétique au politique, un seul et même engagement : cultiver la vie. S'identifier. Regarder le miroir jusqu'à ce qu'il renvoie une image *intégrale*, jusqu'à ce qu'il devienne fenêtre, ouverture sur l'espace du réel et de l'imaginaire. Aussi longtemps que la réalité.

Du poétique au politique, un seul mobile : agrandir l'espace de plaisir jusqu'à s'en faire un hologramme, une histoire, un projet qui dépend de moi collective, d'elles, d'elle, où la jouissance appelle l'intelligence.

Et la pensée veille alors en chaque mouvement du corps pour ne pas épuiser son *genre*, sur la page, à comprendre ce qui vient de se passer, ce qui va encore m'arriver plus loin sur cette même page, qui n'aura de suite que seulement ardente au féminin.

19 avril 1980

## Le phénomène des Yvettes à travers quelques quotidiens

Renée Dandurand  
et  
Évelyne Tardy

[Retour à la table des matières](#)

« Guy pratique les sports : la natation, le tennis, la boxe, le plongeon. Son ambition est de devenir champion et de remporter beaucoup de trophées. Yvette, sa petite sœur, est joyeuse et gentille. Elle trouve toujours le moyen de faire plaisir à ses parents. Hier à l'heure du repas, elle a tranché le pain, versé l'eau chaude sur le thé... Après le déjeuner, c'est avec plaisir qu'elle a essuyé la vaisselle et balayé le tapis. Yvette est une petite fille bien obligeante. »<sup>1</sup>

### Introduction

Le 6 mars 1980, Lise Payette, ministre d'État à la condition féminine du gouvernement du Québec, lisait aux journalistes qu'elle avait invités, cet extrait d'un manuel de l'école primaire publique. Puis elle le commentait en ces termes : « Mais je vous informe que le temps d'« Yvette » est terminé. » Le but premier de sa conférence de presse était cependant, après quatre ans de pouvoir, de faire le bilan des apports de son gouvernement au dossier « femmes ». Ce bilan s'avérait « satisfaisant » (politique d'ensemble de la condition féminine, égalité à l'emploi des femmes salariées de la fonction publique, dépôt d'un projet de réforme du Code civil, etc.) mais « incomplet », notamment au chapitre de la planification des naissances, des avortements thérapeutiques (où « la résistance des mentalités vient avant tout du corps médical », *Journal de Montréal*, 7 mars 1980) ; Lise Payette évoquait la possibilité de la distribution gratuite de moyens de contraception, mesure qui devait d'abord être précédée de l'introduction dans les écoles de cours d'éducation sexuelle. Bref, un bilan, mais aussi des projets qui, dans la population, aussi bien que dans le Parti québécois lui-même, ne recevaient pas une approbation unanime !

---

<sup>1</sup> *Jouons ensemble*, Montréal, Granger Frères, p. 92, cité par Lise DUNNIGAN, *Analyse des stéréotypes masculins et féminins dans les manuels scolaires du Québec*, Québec, Conseil du statut de la femme, 1976.

Le 9 mars, à Montréal, Lise Payette se présentait devant une salle de partisans enthousiastes. Faisant référence au sondage CROP-Radio-Canada publié le 7, elle dira : « Deux groupes auraient refusé la liberté du Québec : les anglophones et les femmes. » C'est alors qu'elle demandera à ces dernières de « sortir de leur prison de peur ». L'extrait du manuel de lecture concernant la petite « Yvette » fut relu, puis à une question de la salle portant sur Claude Ryan, chef du Parti Libéral du Québec (P.L.Q.) et leader des forces du « Non » au référendum, Lise Payette répondit : « C'est justement le genre d'homme que je hais... des « Yvettes », oui, il va vouloir qu'il y en ait plein le Québec... il est marié avec une « Yvette ». »

C'était, on s'en doute bien, une gaffe politique et elle émanait d'un membre influent du Regroupement national pour le Oui au référendum. Mais ce n'était pas la première attaque personnelle ni le premier « coup bas » de nos mœurs politiques. Et pourtant, les choses n'en restèrent pas là. Pourquoi ? Poser cette question, c'est s'interroger sur la genèse du « phénomène des Yvettes », phénomène qui ne prend d'abord son sens que situé dans le contexte socio-politique du référendum sur la question de la souveraineté-association <sup>1</sup>.

Ce contexte est celui de l'un des plus importants affrontements politiques qu'aient connu les Québécoises et les Québécois ; cet affrontement, opposant en deux camps d'égale importance numérique les tenants de projets de société fort différents, divisait jusqu'aux familles, brisant de vieilles amitiés. Toutefois, au début de mars, ceux qui s'opposaient à une réorganisation profonde des institutions, telle que proposée par la question référendaire, paraissaient en perte de vitesse. Les données d'un sondage publié le 16 mars le confirmèrent, en indiquant que les intentions de vote favorisaient dorénavant le « Oui » à la question référendaire (par 47 % contre 44 %) <sup>2</sup>.

Il s'écoula néanmoins trois semaines entre la « gaffe » de Lise Payette et « la première manifestation populaire du comité du « Non » pour la campagne référendaire », (*La Presse*, 28 mars), où chaque femme s'affubla d'un macaron au nom d'« Yvette ». Le mot eut un beau succès. Une semaine plus tard une deuxième assemblée, qu'on baptisa assemblée des « Yvettes », tenue cette fois à Montréal, devait réunir 14 000 personnes ! C'est ainsi que l'allusion de Lise Payette à la petite « Yvette » du manuel scolaire et la comparaison avec Madeleine Ryan, en vinrent à s'instituer comme gaffe, puis comme « bourde monumentale » et que se développa le « phénomène des Yvettes ». Les « Yvettes » s'affichèrent à Québec, à Montréal, et finalement un peu partout tout au long de la campagne référendaire.

---

<sup>1</sup> On sait que la question référendaire portait non pas sur l'indépendance du Québec, mais sur le mandat de négocier une souveraineté surtout politique assortie d'une association économique avec le reste du Canada.

<sup>2</sup> Pour une revue rapide des principaux faits qui ont marqué le phénomène des « Yvettes », nous référons le lecteur au tableau chronologique reproduit en annexe : il présente les résultats des divers sondages d'intention de vote ainsi que les événements, selon qu'ils émergent du Regroupement pour le « Oui » ou du Comité national pour le « Non ».

S'agissait-il, comme il a été dit, de femmes d'âge « plutôt mûr » provenant des couches moyennes et aisées de la population, dont plusieurs étaient militantes au P.L.Q.<sup>1</sup> ?

On peut le penser en effet, puisque les prises de position des mouvements de femmes à l'occasion du référendum, ne menaient pas à une telle exploitation du terme « Yvette ». Les principales associations féminines (F.F.Q., Cercles des Fermières, A.F.E.A.S., Ligue des Femmes du Québec), n'ont pris position officiellement ni pour l'une, ni pour l'autre option dans la campagne référendaire, mais ces groupes ont demandé à leurs membres « de s'informer, de s'impliquer et surtout d'aller voter... » (*La Presse*, 10 mai). Les groupes dits « autonomes<sup>2</sup> », qui habituellement se tiennent à l'écart de tout parti politique traditionnel, se sont pour la plupart ralliés à une position commune en faveur du « Oui », position exposée par Nicole Lacelle dans *Le Devoir* du 25 avril : « il s'agit d'un « Oui » qui signifie « se servir du P.Q. pour au moins freiner les ambitions de la droite (décelée chez les forces du « Non » sur nous ». À notre connaissance, seules quelques dissidentes du R.F.Q.<sup>3</sup> ont recommandé l'annulation du bulletin de vote aux femmes de leur formation.

Pour notre part, nous nous sommes intéressées à l'action des media dans la genèse et le déroulement historique de l'affaire des « Yvettes ». En particulier, nous avons choisi de nous arrêter à *l'analyse des interprétations* qui ont été mises de l'avant par les *journalistes des quotidiens*, qui ne jouent pas qu'un rôle de *reflet* des réalités de la scène publique mais qui, par leur contribution, sont souvent des *agents* actifs du déroulement historique<sup>4</sup>. Pour les fins de notre analyse, nous avons constitué un corpus d'articles portant sur les Yvettes, corpus composé de quelque quatre-vingts reportages et entrevues et d'une vingtaine d'articles d'opinion de journalistes. Les interprétations de ces journalistes seront comparées à six articles d'opinion de commentatrices extérieures, ainsi qu'à plus de quatre-vingts lettres de lectrices et lecteurs parues dans les rubriques qui leur sont consacrées par la plupart des journaux<sup>5</sup>. Les quotidiens examinés sont les suivants : huit journaux

<sup>1</sup> C'est là une description des Yvettes de Québec présentée dans le *Devoir*, 31 mars 1980. À l'automne 1979, le P.L.Q. comptait 96 000 militantes, soit 47 % de ses forces militantes. Plus de la moitié de ces femmes se disaient ménagères (données officielles fournies par le P.L.Q.).

<sup>2</sup> Selon *le Devoir* du 25 avril, le texte de Nicole Lacelle est endossé par les groupes suivants : le Centre de documentation féministe, le Comité de lutte pour l'avortement libre et gratuit, les Éditions de la Pleine Lune, les Éditions du Remue-ménage, la Librairie des Femmes d'ici, des Luttés et des rires de femmes, les Presses de la santé de Montréal, le Théâtre des cuisines, le Théâtre expérimental des femmes et la Vie en rose.

<sup>3</sup> Regroupement des Femmes du Québec : voir dans le même recueil, l'article d'Andrée Yanacopulo.

<sup>4</sup> C'est en ce sens que Max WEBER incluait les journalistes dans la classification des « politiques ».

<sup>5</sup> Nous sommes conscientes que les lettres de lecteurs ne constituent pas une expression de l'ensemble de l'opinion publique sur une question donnée : les lecteurs qui écrivent sont généralement issus des couches plus scolarisées de la population ; d'autre part, les journaux ont

francophones du Québec : *la Presse, le Devoir, le Journal de Montréal, le Soleil, le Journal de Québec, le Quotidien, la Tribune, le Nouvelliste*, et deux des plus importants journaux anglophones de l'Est du Canada : *The Gazette* et *Globe and Mail*.

Nous avons dégagé cinq interprétations majeures du phénomène, qui émergeaient des articles d'opinion des journalistes, à savoir :

1. le phénomène des Yvettes est une *réaction collective à une insulte aux femmes au foyer* ;
2. c'est l'expression d'un *ressac anti-féministe* ;
3. c'est une *manipulation des femmes par les partis traditionnels* ;
4. c'est une mobilisation *spontanée* des femmes ;
5. c'est une *mobilisation politique des femmes organisée par des militantes libérales*.

Bien que nous ayons cherché à illustrer l'ensemble des interprétations qui apparaissent ci-dessus, nous avons accordé une attention particulière à l'émergence et au développement de cet ensemble d'interprétations, de ce modèle qui semble avoir survécu, quelques mois après le référendum, à savoir que le phénomène des Yvettes fut la *réaction spontanée de ménagères irritées par le mouvement féministe*.

L'examen détaillé des huit journaux analysés permet d'établir que les trois premières interprétations identifiées étaient en germe dans les premiers textes consacrés à la « gaffe » de Lise Payette sur l'« Yvette » du manuel scolaire. En outre cet examen révèle que, parmi les journalistes, il en est une, Lise Bissonnette, éditorialiste du quotidien *le Devoir*, qui a joué un rôle important dans la genèse et le développement de la plus tenace de ces interprétations : l'idée d'un *back-lash* anti-féministe. L'éditorial du 11 mars signé par cette journaliste, a contribué à magnifier la « gaffe » de Lise Payette, et a proposé des arguments qui ont servi les efforts de mobilisation engagés par les organisatrices du Parti libéral, en particulier à la suite du sondage du 16 mars <sup>1</sup>.

De plus, l'interprétation de la manifestation du Forum formulée par cette éditorialiste du *Devoir* a, pour ainsi dire, donné le ton aux interprétations apportées par plusieurs de ses collègues masculins. Des reportages, quelques articles d'opinion et la majorité des lettres de lectrices et lecteurs ne partageront pas les

---

toute discrétion de choisir les lettres qu'ils désirent publier. Mais à défaut d'une enquête, ce matériel nous a paru un indicateur intéressant d'une certaine opinion publique.

<sup>1</sup> Cf. l'interprétation développée par Evelyne TARDY dans « Les Femmes et la campagne référendaire », *Un pays incertain, Réflexions sur le Québec post-référendaire*, Montréal, Éd. Québec-Amérique, 1980.

interprétations avancées par les journalistes ; c'est l'objet des pages suivantes que de le démontrer.

Nous avons réparti les textes consacrés au phénomène des Yvettes selon trois temps principaux correspondant chacun à une étape dans l'évolution du « mouvement des Yvettes ». Ces trois étapes sont : d'abord la déclaration de Lise Payette identifiant Madeleine Ryan comme une « Yvette », ensuite le 30 mars, la première manifestation des « Yvettes », au Château Frontenac de Québec avec la participation de 1 700 femmes, et enfin, la « soirée au Forum » où vinrent 14 000 femmes de diverses régions du Québec.

### **La « gaffe » de Lise Payette et la réplique de Lise Bissonnette**

Au cours de la période entre le 9 mars 1980 (date de la déclaration de Lise Payette) et le 29 mars 1980 (la veille du brunch de Québec), nous avons recensé deux éditoriaux de Lise Bissonnette (l'un directement relié à la « gaffe » et l'autre portant sur les sondages et l'utilisation des femmes par les partis politiques), quelques reportages sur la déclaration de Lise Payette, et une bonne douzaine de lettres de lectrices et de lecteurs reprenant l'événement ou commentant la version qu'en avait donnée Lise Bissonnette dans son premier éditorial.

Voyons ce que disait, et ce que laissait entendre l'éditorial, que certains dénoncent comme ayant été le détonateur de toute cette affaire.

« Ayons le courage de sortir ensemble de notre prison de peur », avait dit Lise Payette. « Jolies paroles, accent moral, élan de belle venue », commentera Lise Bissonnette qui ajoutera : « Par là où passe M<sup>me</sup> Payette pour conduire les femmes à ses fins politiques, nulle Québécoise ne devrait accepter d'aller. » En effet, en s'en prenant à « Madeleine Ryan à travers son mari », madame Payette n'est-elle pas, selon Lise Bissonnette, « prête à descendre jusqu'aux tréfonds du sexisme pour le Oui ? »

Puis, Lise Bissonnette compare Lise Payette à Madeleine Ryan. De Lise Payette elle ne retient que le portrait que lui a fait sa carrière d'animatrice à la radio et à la télévision, passant sous silence son activité politique et en particulier sa carrière de ministre. Elle compare le passé de l'animatrice Lise Payette, qui « interviewait tout ce qu'on lui servait sous sa caméra pour soutirer des secrets intimes », au passé de Madeleine Ryan, fait de bénévolat, d'implication dans le monde de l'éducation ou de participation à des organismes internationaux comme Commission pontificale Justice et Paix.

Lise Bissonnette prétendra, qu'à travers Madeleine Ryan, Lise Payette a insulté « toutes les femmes qu'elle a charge de défendre ». De ce fait, Lise Payette aurait

ramené les femmes « bien loin en arrière, bien plus loin que les manuels scolaires sexistes ».

Elle conclura par cette phrase d'une ambiguïté extrême, compte tenu du contexte pré-référendaire : Il vaut mieux pour les Yvettes et les autres, continuer d'avoir « peur » selon la définition de M<sup>me</sup> Payette, que d'avoir le genre de « courage » dont elle donne si froidement l'exemple. » C'est pourquoi il faudrait « dire non à ce courage-là » (titre de l'éditorial).

Plusieurs journalistes firent, au cours des quelques jours qui suivirent, les commentaires suivants : dans le quotidien *The Gazette*, Lewis Harris qualifia cet éditorial de cinglant « *scathing editorial* », 13 mars 1980) et Graham Fraser affirma qu'il était accablant « *devastating editorial* », 15 mars 1980). Dans *le Journal de Québec*, on fit remarquer que : « M<sup>me</sup> Payette a été rabrouée vertement en éditorial comme il fut rarement donné de le voir » (13 mars 1980, texte non signé).

Il est fascinant de découvrir dans cet éditorial, en germe tout au moins, les principales interprétations du « phénomène des Yvettes » qui seront par la suite utilisées abondamment.

On trouve dans le titre même de l'éditorial, une équation qu'utiliseront de nombreuses(eux) militantes(ants) du Parti libéral : dire non à Lise Payette, c'est dire non au référendum ; dire non au référendum, c'est dire non à Lise Payette. Cette équation a-t-elle été vraiment posée par Lise Bissonnette ? L'ambiguïté de ses propos permet d'en débattre, mais l'équation n'en demeure pas moins aux yeux des lectrices et lecteurs qui, par la suite, écriront au quotidien *le Devoir*.

Du point de vue de Lise Bissonnette, les paroles de Lise Payette constituent un « coup bas » donné à une femme impliquée socialement, et qui de plus est une femme au foyer ayant élevé « ses cinq enfants comme des milliers et des milliers de femmes » : à travers cette insulte, c'est l'ensemble des femmes qui sont insultées.

Ainsi, sous la plume de Lise Bissonnette, *une insulte personnelle devient une insulte collective*. Cette extrapolation deviendra par la suite l'une des interprétations les plus largement avancées par les journalistes pour expliquer les différentes manifestations des femmes à Québec, au Forum et ailleurs en province.

L'éditorial fournit en outre deux simplifications qui seront utilisées par certaines militantes du Parti libéral. En effet, pour les fins de comparaison avec Madeleine Ryan, Lise Payette n'est (pour Lise Bissonnette) qu'une simple animatrice de radio et de télévision. Par contre pour les fins de dénonciation de ses propos, Lise Payette est la Ministre responsable de la condition féminine qui « adule le féminisme » et qui fait preuve de sexisme en liant « une femme à la

personnalité de son mari comme cela ne se fait plus depuis les balbutiements du féminisme. »

Cette première *allusion au féminisme* sera formulée plus clairement par Lise Bissonnette dans son éditorial du 9 avril 1980. Néanmoins, déjà deux lettres de lectrices y font allusion : celle de Madeleine St-Jacques-Roberge et Lucile Jacques-Rinfret (*la Presse*, 2 avril 1980), qui prétendent que « le Ministre Lise Payette vient de faire faire à la condition féminine un grand pas en arrière » et celle de Marcelle Germain-Samson (*le Devoir*, 18 mars 1980). Cette dernière lettre, adressée à Lise Bissonnette, la félicite en ces termes : « Le féminisme québécois vit un moment « historique ». Enfin une femme de tête ose dénoncer la monstrueuse trahison qu'une femme... de taille a commise envers une femme de cœur. Vive le féminisme démystifié et exorcisé ! »

Cependant, la plupart des lettres de lectrices et de lecteurs, dont la majorité paraît au *Devoir*, visent plutôt, soit à dénoncer l'éditorial et ses ambiguïtés, soit au contraire, à renforcer les arguments de type « insulte à Madeleine Ryan qui rejaillit sur toutes les femmes. »

Parmi celles qui renforcent les propos de l'insulte on trouve, entre autres, celles de militantes libérales : « Une insulte personnelle » par M.-J. Godbout, ex vice-présidente du Parti libéral du Québec (*le Devoir*, 17 mars 1980), reprise sous le titre : « Haro sur le Ministre » (*la Presse*, 25 mars 1980), et « M<sup>me</sup> Payette dépasse largement la mesure » (*le Quotidien*, 22 mars 1980) par l'Association libérale du Comté de Jonquière, « M<sup>me</sup> Payette dépasse les bornes » par Aline St-Armand (*le Quotidien*, 22 mars 1980).

D'autres lettres par contre, souvent adressées directement à l'éditorialiste du *Devoir*, dénoncent plus ou moins explicitement l'ambiguïté de l'éditorial de Lise Bissonnette. C'est ainsi qu'Eudoxie D.-Cloutier, tout en reprochant à Lise Payette d'être « un peu méprisante envers tout ce qui n'est pas « féministe », soutient cependant que « les femmes doivent voter « Oui » (*le Devoir*, 18 mars 1980). Quant à Paul Lemaire (*le Devoir*, 18 mars 1980), c'est clairement qu'il dénonce sa réaction à Lise Bissonnette en lui disant : « Comme vous y allez fort ! Pour une malheureuse petite phrase... » Il critique également « la comparaison entre M<sup>me</sup> Payette et M<sup>me</sup> Ryan, pour exalter celle-ci », comparaison qu'il trouve « non seulement boiteuse », mais « sexiste ».

Si la petite phrase de Lise Payette n'est pas passée inaperçue, il en va de même de l'éditorial de Lise Bissonnette, puisqu'à l'Assemblée Nationale on y fit allusion et lors des manifestations des Yvettes, plusieurs journalistes s'y référèrent.



## Le brunch de Québec

Le 30 mars à Québec, au Château Frontenac, 1 700 femmes « d'âge plutôt mûr » (*le Devoir*, 31 mars 1980) regroupées par des organisatrices du Parti libéral du Québec, ont entendu durant quelques heures, une dizaine d'oratrices vedettes venues leur expliquer pourquoi il était impérieux de « ... faire retentir leur Non aux quatre coins de la province » (*le Devoir*, 31 mars 1980).

Contrairement à l'épisode de la « gaffe » et plus tard à la manifestation du Forum, le « brunch des Yvettes » n'a pas donné lieu à des éditoriaux ou à des articles d'opinions. Cependant, presque tous les titres des reportages mettaient l'accent sur le mot « Yvette ». L'idée d'utiliser le stéréotype dénoncé par Lise Payette prendra réellement forme à ce moment-là. Chaque participante à cette manifestation se voyait d'ailleurs affublée d'un petit macaron portant le nom d'« Yvette » dès son entrée au Château Frontenac.

La réunion de Québec, à travers l'ensemble des reportages, est présentée essentiellement, jusqu'au 5 avril, comme une assemblée de femmes libérales pour le « Non » et organisée par des militantes libérales et fédéralistes (*le Devoir*, *The Globe and Mail*, *le Soleil*, *la Presse*, *le Journal de Québec*, du 31 mars 1980). On parle même dans la *Presse* du 28 mars 1980, de « première manifestation populaire du comité du Non pour la campagne référendaire ». Dans l'ensemble des reportages, on peut également remarquer que l'on met très peu l'accent sur Lise Payette, rappelant d'une façon très brève la « gaffe » commise. Ainsi, le journaliste Claude-V. Marsolais, dans *la Presse* du 31 mars 1980, commence son reportage en disant que « le ministre de la Condition féminine, M<sup>me</sup> Lise Payette, doit peut-être regretter aujourd'hui d'avoir ironisé sur le dos de la femme du chef de l'opposition officielle, M<sup>me</sup> Madeleine Ryan, en la traitant d'« Yvette ». *Le Devoir* parle d'« impair » et de « gaffe », « impair » que les libéraux et autres partenaires du Non semblent avoir décidé d'utiliser au maximum en retournant cette gaffe politique contre son auteur » (*le Devoir*, 31 mars 1980). Et *le Soleil* du 31 mars 1980 précise qu'il « aura fallu un seul mot de M<sup>me</sup> Lise Payette pour réveiller le camp fédéraliste et amorcer la bataille référendaire dans la région de Québec : Yvette ! » Dans *le Journal de Québec* du 31 mars 1980, Daniel Brosseau fera remarquer que même si « l'avis de convocation parlait d'un regroupement spontané de femmes de tous les partis ..., le manque d'indices à cet égard a fait que la réunion ressemblait plutôt à une réunion libérale fédérale-provinciale... »

Par contre, dès le 5 avril, à l'annonce qu'au moins 12 000 Yvettes envahiront le Forum, le ton de certains journalistes change. On ne parle plus d'« ironie » mais d'« insulte ». On met beaucoup moins l'accent sur l'allégeance politique des Yvettes que sur l'insulte dont elles ont été l'objet. C'est ainsi que l'on peut lire dans *la Presse* du 5 avril 1980 sous la plume de Pierre Bellemarre : « Choquées,

insultées, indignées même, plusieurs « Yvettes » avaient déjà décidé de s'unir, notamment derrière M<sup>me</sup> Ryan, afin de donner une bonne leçon à M<sup>me</sup> Payette. » Cette interprétation, qui rappelle l'éditorial de Lise Bissonnette dans *le Devoir* du 11 mars 1980, sera officialisée au Forum et deviendra l'une des principales interprétations du phénomène.

Le brunch de Québec ne suscita durant la semaine qui suivit que trois lettres de lectrices et lecteurs : M<sup>me</sup> Vesta W. Jobidon dans *le Soleil* du 3 avril 1980, dira : « J'ai été choquée par le faux pas de M<sup>me</sup> Payette... », Mais elle ajoute : « Ne commençons donc pas à nous chicaner pour un Oui ou pour un Non. » Line Charbonneau, dans *le Soleil* du 8 avril 1980, reprochera à madame Kevin Drummond, présente au brunch de Québec, de s'être cachée « en arrière des prénom et nom d'un homme », et Pierre Chartier, dans une lettre au *Devoir* (5 avril 1980), critiquera ce journal de donner tant d'importance à cette manifestation.

### **La manifestation du Forum et l'éditorial de Lise Bissonnette, « L'Appel aux femmes »**

La manifestation du Forum a regroupé 14 000 femmes environ. Ce fut « la plus importante manifestation politique de la campagne référendaire où le ministre péquiste Lise Payette était conspuée à plusieurs reprises par cette foule fédéraliste », dira Pierre-Paul Gagné qui était présent ce soir-là (*la Presse*, 8 avril 1980).

Néanmoins, ce « grand happening » des Yvettes en faveur du Non (selon l'expression de Maurice Girard dans *le Soleil* du 8 avril 1980 et un titre de la *Gazette* du 9 avril 1980) étonna par son degré d'organisation et par la rapidité fulgurante avec laquelle il avait été monté (comme on le dit dans *The Globe and Mail* du 9 avril 1980 : « *it was organized with impressive speed* »).

Cette assemblée ne fut pas uniquement perçue sous l'angle d'une foule fédéraliste. Certaines journalistes, comme Michèle Tremblay dans son reportage du 8 avril dans *le Journal de Québec*, y ont vu « la consécration de cette vague de fond qui a réussi à faire sortir de leur cuisine des milliers de citoyennes dont le titre le plus spécifique dont elles ont pu bénéficier par le passé était celui de membres de la majorité silencieuse. »

Selon d'autres, comme Maurice Girard dans *le Soleil* du 8 avril 1980, « il s'agit en quelque sorte d'un mouvement de protestation aux propos tenus par le ministre responsable de la condition féminine », mais « les discours avaient sensiblement la même saveur partisane et reprenaient les thèmes fédéralistes connus.

Ces deux interprétations (foule fédéraliste et protestation de ménagères) sont présentées dans la plupart des reportages des journaux francophones et anglophones. « *More than 12 000 federalist « Yvette » jammed the Montréal*

*Forum last night at \$4 a head to unofficially launch the referendum campaign with a resounding no.* » C'est par ces mots que Jennifer Robinson commencera son reportage dans *The Gazette* du 8 avril 1980. Par contre, quand on analyse la plupart des éditoriaux ou articles d'opinion sur cette manifestation, on remarque que plusieurs journalistes, dont Lise Bissonnette du *Devoir*, l'ont interprétée non seulement comme une protestation de ménagères fédéralistes, mais également, sinon surtout, comme une réaction collective de *ménagères irritées par le discours féministe des récentes années*.

Cette interprétation sera présente chez L. Ian Macdonald dans *The Gazette* (9 avril 1980) puis chez l'éditorialiste de ce quotidien (25 avril 1980), chez Marc Laurendeau dans *la Presse* (9 avril 1980) et Claude Bruneau dans *le Nouvelliste* (9 avril 1980), chez Marcel Adam dans *la Presse* (10 avril 1980) et Bertrand Tremblay du *Quotidien* (10 avril 1980) et, bien entendu, chez Lise Bissonnette dans *le Devoir*.

Cette interprétation (nous l'avons déjà signalé) était déjà en germe dans le premier éditorial de Lise Bissonnette publié un mois auparavant. Or, une telle interprétation ne paraît pas refléter la réalité du moins si l'on en croit Jennifer Stoddart et Jacqueline Lamotte qui, après avoir analysé les textes des discours du Forum, affirment que ces discours n'étaient nullement antiféministes, le mot « féministe » n'étant finalement apparu qu'une seule fois dans la soirée au cours de laquelle vingt vedettes libérales avaient pris la parole<sup>1</sup>. Mais c'était là l'interprétation de Lise Bissonnette qui, présente au Forum le 7 avril, a sans doute inspiré certains de ses collègues journalistes, ainsi que le démontre l'énoncé suivant paru dans *The Gazette* (9 avril 1980) :

*Lise Bissonnette, who may have set the chain of events in motion with a scalding editorial in le Devoir, stood at centre ice and observed that there may also have been a quality of backlash against the pronouncements of militant feminists.*

Marc Laurendeau, également présent au Forum, verra lui aussi dans cette manifestation des Yvettes « l'expression d'un très fort ressac ». Il a écrit, dans *la Presse* du 9 avril 1980<sup>2</sup> :

« À force de discuter sur place avec plusieurs participantes, j'ai cru qu'il était possible à un des rares spécimens masculins sur les lieux de saisir le sens de cette incroyable manifestation... des milliers de femmes, depuis plusieurs années, sont irritées, outrées même parfois, par la manière dont le mouvement féministe et même certaines séries d'émissions de Radio-Canada s'efforcent de libérer les femmes mais en dénigrant leur rôle actuel. »

<sup>1</sup> « Les Yvettes ou : Comment un parti politique traditionnel se sert encore une fois des femmes », miméo, Communication à l'I.C.R.A.F., novembre 1980.

<sup>2</sup> « L'incroyable soirée des Yvettes : expression d'un très fort ressac », tel est le titre de cet article qui développe presque uniquement les interprétations de l'insulte et de l'anti-féminisme.

Dans *le Nouvelliste* du 9 avril 1980, Claude Bruneau dira, pour sa part :

« Ces femmes voulaient contester à leur manière les propos souvent méprisants, ou condescendants qu'on a tenus à l'égard des mères de famille et des femmes au foyer... C'est quinze ans d'une philosophie insufflée à petite dose que cette dernière goutte a fait rejeter. »

Le 10 avril, dans *la Presse*, Marcel Adam parlera lui aussi de la frustration de milliers de ménagères québécoises qui en ont assez de voir leur rôle dévalorisé » et il interprétera l'intervention de Lise Payette (« la passionaria du féminisme », selon sa formule) comme une « intervention féministe du genre de celles qu'on entend souvent depuis une décennie. »

Quant à Bertrand Tremblay du *Quotidien* (10 avril 1980), rappelant l'éditorial du 11 mars de Lise Bissonnette qui « corrigeait sévèrement Madame Payette », il reprendra à son compte l'explication « fort lucide » que Lise Bissonnette avait livrée dans *le Devoir* du 9 avril 1980.

Mais quelle est donc cette interprétation présentée par Lise Bissonnette dans *le Devoir* du 9 avril, à laquelle certains se réfèrent et à laquelle d'autres paraissent faire écho sans s'y référer ?

Dans son éditorial, intitulé « L'Appel aux femmes », Lise Bissonnette commence par contester l'interprétation selon laquelle le Parti libéral « organisateur et bénéficiaire de cette immense manifestation, proche de la fête populaire », soutient « que le mouvement est politique et que les femmes sont d'abord venues apporter un appui massif au Non ». Il paraît, selon l'auteur, « plus vraisemblable que l'événement ait *d'abord une signification sociale* » (nous soulignons). Et la signification sociale que Lise Bissonnette voit dans cet événement, c'est que des « milliers de femmes... ne se sont pas reconnues dans le discours de « libération », et ont même eu l'impression qu'on les méprisait et les ridiculisait, en traitant leur vie quotidienne comme une indistincte grisaille dont il fallait à tout prix sortir sous peine de ne pas exister »... « Féministe à laquelle souriaient la fortune et la gloire, M<sup>me</sup> Payette... devient aujourd'hui une cible, et à travers elle d'autres porte-parole dont on croit, à tort ou à raison, qu'elles ont monopolisé « l'expression des femmes »... Les mouvements féministes... doivent s'imposer un temps de réflexion », ajoute-t-elle.

Ensuite, elle décrira « ce hiatus entre la foule et les femmes qui parlaient » ce soir-là, hiatus qui sera largement souligné dans les lettres de lecteurs, comme nous le verrons plus loin. Elle terminera son éditorial en déplorant que les femmes « se retrouvent dans un piège, encore une fois aux prises avec des cadres, des modèles, des « interdits » et soulevées contre elles-mêmes en plus d'être données en spectacle. » En somme, ce que retient l'éditorialiste du *Devoir*, c'est qu'il s'agit d'une manifestation à saveur anti-féministe, qui a été manipulée et récupérée par le

Parti libéral. Le Parti québécois ayant, quant à lui, « ouvert le premier cette trappe ».

Cette interprétation, reprise par plusieurs de ses collègues masculins, ne sera pas endossée par tous les journalistes. En effet, Lysiane Gagnon, présente elle aussi au Forum, s'objectera à une telle interprétation (*la Presse*, 10 avril 1980). « Une fois de plus, écrit-elle, nous nageons dans les stéréotypes et dans les pires... Les barrières qu'on tente avec une ardeur suspecte de dresser entre les femmes du « Oui » et du « Non » à partir de leur vécu féminin sont des barrières artificielles. Les femmes du Parti libéral... s'inscrivent dans le courant majoritaire du féminisme modéré, comme d'ailleurs M<sup>me</sup> Payette. » « On a voulu faire passer le gouvernement Lévesque pour un gouvernement trop féministe », dit-elle. Et elle s'interroge : « Féministes, René Lévesque, Jacques Parizeau, Jacques-Yvan Morin ? » Elle fera remarquer : « Les féministes vraiment radicales, il y a belle lurette qu'elles ont tourné le dos au P.Q. »

Pour Lysiane Gagnon, il ne s'agit nullement d'une manifestation anti-féministe. Pour elle, les femmes libérales sont venues « une fois de plus au secours de leurs hommes » et elles l'ont fait d'une façon « géniale ». Elle prévoit d'ailleurs « qu'elles retourneront bientôt dans l'ombre où se tiennent, toujours prêtes à servir, les femmes des partis politiques. »

Elle rejoint en cela le point de vue de Marcel Pépin du *Soleil* (9 avril 1980) qui précise que « malgré le caractère dit spontané de la grosse manifestation du Forum de Montréal, il ne faudrait pas être dupe au point de croire que les traditionnels organisateurs politiques n'y sont pour rien. » Celui-ci déplore qu'« après avoir investi autant d'énergie à se réunir, les femmes fédéralistes se contentent de répéter machinalement la propagande libérale officielle. »

Ces voix « discordantes » sont très peu nombreuses, aussi nous sommes-nous demandées si cette interprétation *d'un ressac anti-féministe* était présente dans les nombreuses lettres de lectrices et de lecteurs publiées du 10 avril au 20 mai 1980.

Sur une soixantaine de lettres qui y font référence, trois seulement interprètent le mouvement des Yvettes comme un ressac anti-féministe.

Ainsi, Jeanne Painchaud dans *le Soleil* du 17 avril 1980 dira : « Nous sommes... fatiguées et saturées de tous ces discours d'ultra féministes. » Dans *la Presse* du 21 avril 1980, Monique Thibault prétendra que les Yvettes « ont à ses yeux le grand mérite d'avoir exprimé ... une réaction de *backlash* au mouvement féministe » et Claire Bolduc dans *le Quotidien* du 8 mai 1980 avancera que sa mère et elle sont des Yvettes qui n'accepteraient pas qu'on vienne « leur en montrer sur la libération de la femme ».

Par contre, l'interprétation voulant que la manifestation des Yvettes soit une réaction spontanée à l'insulte faite aux femmes au foyer, trouve plus de reconnaissance chez les lectrices. Quand aux autres lettres répertoriées, elles expriment, soit des allégeances à l'une ou l'autre des options référendaires, soit des commentaires sur les discours offerts durant ces assemblées, soit encore, des dénonciations de manipulation des femmes par les partis politiques.

C'est d'ailleurs cette dernière interprétation (dénonciation de la manipulation) qu'avancent six articles d'opinion présentés dans *le Devoir* par des intellectuelles <sup>1</sup>. Ces commentatrices, qui analysent les événements d'un point de vue féministe, mettent toutes l'accent sur la *manipulation des femmes par les partis politiques* (troisième interprétation). Elles ont repris ce thème sous diverses facettes dans *le Devoir*. Simone Landry dénonce le fait « d'utiliser l'aliénation spécifique des femmes en la renforçant pour les amener à prendre position pour le statu quo politique au Québec » (14 avril 1980). « Être capable, dans les discours politiques, de faire vibrer « l'instinct maternel » en faisant mine de s'adresser à notre intelligence... [C'est] faire le jeu de nos maîtres, nos maris », estime Jacqueline Hogue-Leboeuf (10 avril 1980). « La droite et souvent la gauche se sont servi des femmes et des immigrants pour nous laisser tomber quand la job est faite », rappelle Nicole Lacelle (25 avril 1980). Lauraine Gratton avance que « P.Q. et P.L.Q. [font] une utilisation démagogique d'un mécontentement social et du mouvement de revendication des femmes en général. Cela à des fins politiques partisans » (9 mai 1980). Jennifer Stoddart dénonce enfin « les deux modèles (Madeleine de Verchères et Yvette) que les partis ont offerts aux femmes ». Dans la perspective de la plupart de ces femmes, il s'agit d'une entreprise de récupération du mouvement des femmes contre laquelle il faut résister, entre autres, en ne mêlant pas les questions de politique traditionnelle et celles de condition féminine (Jacqueline Hogue-Leboeuf et Simone Landry <sup>2</sup>). Cette dimension, nous l'avons vu, n'était pas absente des interprétations des journalistes, mais elle n'y était certes pas développée avec la même vigueur. Nous avons dénombré, pendant la même période, neuf lettres de lecteurs ou de lectrices qui vont dans le sens de cette même interprétation. Trois commentatrices (Simone Landry, Jacqueline Hogue-Leboeuf et Yolande Cohen), insistent sur la vigilance à exercer pour que les femmes ne soient pas divisées entre elles ; trois lettres de lecteurs ou de lectrices développent le même argument.

Parmi les autres interprétations considérées comme importantes dans les articles des journalistes, l'argument que Lise Payette et/ou le P.Q. ont exprimé un certain *mépris à l'endroit des ménagères*, est repris par trois commentatrices (Nicole Lacelle, Yolande Cohen, Lauraine Gratton) et cinq lectrices partagent également ce point de vue.

---

<sup>1</sup> Ces femmes sont presque toutes professionnelles ou professeurs de niveau supérieur.

<sup>2</sup> Cinq lecteurs ou lectrices confirment cette position dans des lettres aux journaux.

Enfin, d'autres opinions que celles qui ont été majoritairement avancées par les journalistes sont présentes : Jacqueline Hogue-Leboeuf et Lauraine Gratton *dénoncent* ouvertement ces « *Yvettes du samedi* » ou ces « *Yvettes déguisées* » que sont les oratrices et femmes de carrière des assemblées des Yvettes et il s'agit de l'un des thèmes les plus abordés par les lecteurs et lectrices : neuf personnes l'ont développé. En dernier lieu, deux commentatrices seulement (Yolande Cohen et Jennifer Stoddart) manifestent un certain optimisme qui va dans le sens d'une reconnaissance du rôle des *femmes comme agents politiques actifs* : malgré les tentatives de récupération ou de manipulation des partis politiques, les femmes ne sont « pas dupes des partis..., elles savent bien où sont leurs intérêts et... manifestent une volonté... de participer à la discussion politique » (Jennifer Stoddart, 19 mai 1980). En cela, trois lettres de lecteurs et de lectrices expriment une opinion semblable.

Si ce ne sont pas les commentatrices extérieures ni les lectrices des journaux qui ont accrédité la thèse d'un ressac antiféministe, on est en droit de se demander si ce ne sont pas les militantes libérales elles-mêmes qui ont utilisé cet argument. Cela ne semble pas être le cas. Elles ont plutôt pris prétexte d'une déclaration de Lise Payette pour attaquer, dans la tradition des luttes partisans, l'une des porte-parole du parti adverse, mais elles ne s'en sont pas prises au féminisme pour autant. D'ailleurs Madeleine Ryan, fin avril, à Sept-Îles, le dira bien : « Ce qui nous réunit, ce n'est pas une petite taloche comme celle que nous avons reçue il y a quelques semaines : c'est le référendum qui nous réunit et nous offre l'occasion de nous regrouper autour d'une option » (propos rapportés dans *la Presse*, 28 avril 1980).

Pas plus que Madeleine Ryan elle-même, dont les propos, si l'on en juge par ce qu'en ont rapporté les journaux, n'ont constitué une attaque contre le féminisme ou les féministes, les conférencières du Forum, n'ont abondé dans ce sens comme l'ont démontré Jennifer Stoddart et Jacqueline Lamotte.

Même si la plupart des journalistes des principaux quotidiens ont reconnu que derrière la manifestation des Yvettes il y avait l'organisation du Parti libéral, quels motifs sous-tendaient l'interprétation par plusieurs, d'un ressac contre les féministes ? Les propos de Marc Laurendeau, rapportés plus haut, qui concluent à « une rancœur... accumulée à l'égard du mouvement féministe », révèlent-ils ces motifs ? Autrement dit, cette « *rancœur* » à l'égard des féministes ne se serait-elle pas accumulée ailleurs que chez les Yvettes ?

La question vaut d'être posée quand on prend en compte d'autres événements, postérieurs au référendum, telle, par exemple, l'émission télévisée présentée sur les ondes de Radio-Canada le 19 août 1980, avec un grand renfort publicitaire, sur le thème suivant : « Réflexions à partir du phénomène des Yvettes. » Cette émission a été vertement dénoncée par Lysiane Gagnon (*la Presse*, 23 août 1980) ; selon cette journaliste, ceci « n'a pu que renforcer les pires préjugés ». Le message

pouvait être interprété comme une attaque contre le féminisme. Les responsables de cette émission, en raison du découpage particulier des enregistrements d'entrevues avec des femmes identifiées comme féministes, ont (volontairement ou non) réussi à présenter les féministes comme solidaires du lesbianisme, de la vogue de l'insémination artificielle, du rejet des enfants, voire même comme les responsables, indirectement, de la baisse de la natalité, de la hausse du chômage, du mépris des femmes au foyer, et ainsi de suite. Comme le faisait remarquer Lysiane Gagnon, cette émission de Radio-Canada s'inscrivait dans « un courant de pensée assez populaire ces temps-ci... L'affaire des Yvettes serait, dit-on, la réaction spontanée des femmes « ordinaires » irritées par le « mépris » des féministes à leur endroit. » C'est là la thèse avancée par Lise Bissonnette, et c'est cette thèse qu'elle reprit au cours de l'émission de Radio-Canada, mettant les féministes en garde « contre le fossé qui s'érige entre les mouvements féministes les plus actifs et les femmes de la base » (propos cités par Renée Rowan dans *le Devoir* du 19 août 1980).

Ce sont donc certains journalistes, dans l'ensemble des hommes, et dont plusieurs ont pris couvert derrière les éditoriaux d'une femme, Lise Bissonnette, qui ont accrédité la thèse voulant que Lise Payette ait *insulté toutes les femmes au foyer*, voulant que la réaction à cette insulte ait été *spontanée et inspirée par une opposition aux féministes*, et que c'était là la principale lecture que l'on pouvait faire du « phénomène des Yvettes ».

Avant de tirer nos conclusions sur ces multiples interprétations du phénomène des Yvettes et de tenter d'en mesurer les effets, nous reprendrons d'abord très brièvement les interprétations de l'analyse des quotidiens et nous rappellerons les positions des principaux groupes politiques face à ce mouvement.

Le phénomène des Yvettes, on l'a constaté, a donné lieu à diverses interprétations chez les *journalistes* de la presse quotidienne québécoise. C'est la « gaffe » de Lise Payette qui fut d'abord commentée par l'éditorialiste Lise Bissonnette (*le Devoir* 11 mars 1980), comme une manifestation de *mépris*, une *insulte* envers toutes les *femmes au foyer* et ce, à travers l'attaque à Madeleine Ryan. Y était également souligné le paradoxe que cette insulte ait été proférée par une *sympathisante du féminisme*. D'autre part, la mise en garde d'une *manipulation des femmes* par les deux clans de l'enjeu référendaire était explicitement formulée dans le deuxième éditorial de Lise Bissonnette (*le Devoir*, 13 mars 1980). Les trois premiers types d'interprétations que nous avons dégagés sont donc en germe dans ces deux éditoriaux. Comme nous l'avons indiqué, et quelques lettres en témoignent, ces deux éditoriaux ont pu jouer sur la mobilisation des militantes du P.L.Q. après le 20 mars, cette action étant par ailleurs conjuguée avec d'autres facteurs, tel le sondage du 16 mars.

Assez curieusement, les reportages sur le brunch de Québec ne reprennent ni l'idée de la manipulation par les partis politiques, ni celle d'une insulte proférée par



une sympathisante du féminisme. Bien sûr, les journalistes rapportent que Lise Payette a « ironisé », s'est « moqué » et que cette réunion est une « réplique » à l'impair. Mais il ressort nettement des écrits des quotidiens sur le brunch de Québec qu'il s'agit d'une *mobilisation politique de femmes, organisée par des militantes libérales*.

Toutefois, dès qu'on entrevoit l'ampleur que prendra la réunion du Forum, l'interprétation de l'insulte refait surface : à notre connaissance, depuis la mi-mars, elle n'avait été avancée par aucun journaliste. Donc, après la manifestation du Forum, les interprétations de *l'insulte faite aux femmes au foyer, en réaction aux mouvements féministes* sont explicitement formulées par la plupart des journalistes d'opinion, et là-dessus il semble que l'opinion de Lise Bissonnette ait eu une influence importante. Bien sûr, les journalistes avançaient aussi généralement d'autres interprétations : soit celle d'une *manipulation des femmes par les partis traditionnels*, soit celle d'une *mobilisation spontanée* des femmes, soulignant parfois le travail des militantes du P.L.Q. Mais c'est le P.L.Q., bien plus que ses militantes qui sera dorénavant considéré comme le principal organisateur (et bénéficiaire) des ralliements des Yvettes. Ainsi, après la manifestation du Forum, la cinquième interprétation ne reçoit plus que quelques adhésions. En effet, Lysiane Gagnon et Marcel Pépin demeurent parmi les rares journalistes qui considèrent que l'insulte de Lise Payette a été certes le premier déclencheur ; mais, selon eux, le phénomène des Yvettes doit encore être considéré *comme une mobilisation de femmes organisée par des militantes libérales* qui ont exploité « génialement » la « gaffe » de Lise Payette.

Par ailleurs, nous avons vu que les articles d'opinion et les lettres de lectrices et de lecteurs ont peu appuyé les interprétations de *l'insulte* et de *l'anti-féminisme* ; c'est l'interprétation de la *manipulation par les partis* qui reçoit davantage leur adhésion.

Il nous paraît opportun de faire ici quelques commentaires en ce qui touche l'aspect politique des interprétations retenues par les journalistes. Ces derniers ont qualifié de *sociales* ou de *sociologiques* les interprétations touchant à l'insulte et à l'anti-féminisme, par opposition aux autres, qui ont été considérées *comme politiques* : on a pu dire que chaque interprétation appelait ainsi à une solidarité « féminine » ou « politique ». En réalité, les interprétations qui invoquaient une réaction spontanée ou une manipulation des femmes touchent certes au politique mais expriment des situations où les femmes ne sont pas considérées comme des *agents politiques actifs* qui puissent se mobiliser, de façon rationnelle, autour d'intérêts objectifs plus globaux que ceux qui s'arrêtent à la sphère domestique. Ces interprétations reprennent les stéréotypes courants sur les comportements politiques des femmes, à savoir qu'elles participent moins que l'ensemble des

hommes au débat politique, s'y intéressent moins et, surtout, restent très discrètes et votent de façon conservatrice <sup>1</sup>.

Quelles interprétations les *groupes politiques* ont-ils données du phénomène des Yvettes après la manifestation du Forum ? Le Comité national pour le Non et le Regroupement national pour le Oui semblent soutenir tantôt l'une, tantôt l'autre interprétation, à l'exception toutefois du ressac anti-féministe. Et bien qu'ils aient montré beaucoup de prudence face à ce « terrain miné » de la condition féminine, bien qu'ils aient manifesté un certain malaise face à ces ralliements, annonçant à tour de rôle la fin des Yvettes, ils ont dû tout de même prendre position : même si elles ne sont pas toujours explicites, leurs interprétations apparaissent en filigrane de leurs stratégies.

Le clan du « Non », P.L.Q. en tête, semble avoir judicieusement dosé <sup>2</sup> l'utilisation du stéréotype Yvette qui sous-tend l'interprétation d'une réaction spontanée à l'insulte : ainsi, une assemblée (par exemple à Sherbrooke) n'en fait pratiquement pas mention alors qu'une autre, par la suite, s'en réclame de plus belle (à St-Georges-de-Beauce, Madeleine Ryan est couronnée Yvette I<sup>re</sup>). Tout se passe comme si tantôt on se servait du stéréotype Yvette pour maintenir la mobilisation par l'appel à une solidarité féminine (*réaction à l'insulte*), tantôt on alimentait la solidarité politique en affirmant que ces réunions étaient celles de citoyennes pour le Non ou pour un Canada uni (*mobilisation politique des femmes*).

Le clan du « Oui » (le P.Q.), a défendu une position délicate et a présenté plusieurs interprétations : dénonçant la solidarité des Yvettes comme une entreprise de « ghettoïsation » des femmes, mais félicitant celles-ci de s'être *mobilisées politiquement*, décrivant la *manipulation des femmes* par les forces du Non et attribuant une signification plus « sociologique » que politique au phénomène. Ces discours ambivalents étaient prudents, car la marge était serrée : il ne fallait ni « mépriser les ménagères » ni, non plus, accepter leur mobilisation politique contre la solidarité nationale prônée par le P.Q. (surtout si cette opposition au P.Q. était faite au nom d'une solidarité féminine).

En conclusion de notre analyse du phénomène des Yvettes, nous croyons pouvoir dire que le modèle d'*interprétation* qui semble s'imposer, soit celui d'une *réaction spontanée de ménagères face au mépris des féministes à leur endroit*, ne peut être retenu comme l'explication fondamentale. De toute évidence, à part quelques journalistes, une telle interprétation n'a pas été reconnue comme fondamentale par les principaux acteurs sociaux qui ont joué un rôle dans cette

<sup>1</sup> Ce n'était pas le propos de cet article de dénoncer de tels stéréotypes et nous renvoyons le lecteur à un article d'Evelyne Tardy sur « les Femmes et la campagne référendaire », *op. cit.*

<sup>2</sup> « Est-ce par crainte de « l'effet boomerang » ou parce que quelques femmes qui comptent dans le parti n'avaient guère le goût d'exploiter ce filon ? » C'est ce qu'a suggéré Lysiane Gagnon dans *la Presse* (17 avril 1980).

affaire : cette interprétation n'est pas retenue non plus par certains journalistes (dont Lysiane Gagnon et Marcel Pépin) ni par de nombreuses autres personnes qui, à travers articles et lettres, ont exprimé leur opinion dans les quotidiens ; cette interprétation n'est pas mentionnée non plus par plusieurs porte-parole des groupes politiques en cause ni par les Yvettes elles-mêmes, dans leurs assemblées publiques.

Il nous semble plus juste de concevoir ce phénomène de la façon suivante : les « Yvettes », ces femmes qu'on a voulu nous faire voir comme représentatives de la majorité des Québécoises, se sont mobilisées *d'abord dans un mouvement de solidarité politique* et, *secondairement, dans un mouvement de solidarité féminine*, et cela s'applique autant à la chronologie des événements qu'au poids des facteurs qui expliquent le mouvement.

Si, tout de même, l'interprétation des Yvettes en termes d'un ressac anti-féministe nous est imposée comme l'explication prédominante du phénomène, il faut en mesurer les conséquences, en particulier pour le mouvement des femmes. Et nous croyons qu'il faudra, face au phénomène des Yvettes et à ses retombées, en plus de réfléchir sur la cohésion du mouvement des femmes, comme l'a recommandé Lise Bissonnette, tenir une double position : d'abord exercer une vigilance face à tous ceux qui tentent de faire croire que le mouvement des femmes est divisé et en perte de vitesse et ainsi refuser des discours tel celui de *l'antiféminisme* qu'on a tenté d'imposer à l'opinion publique ; en second lieu, ne pas se laisser convaincre que les Québécoises n'ont rien gagné dans cette affaire, qu'elles n'ont été qu'utilisées et ainsi refuser le seul discours de la *récupération* : les femmes ont en effet participé plus nombreuses et actives que jamais au débat politique et, sur le plan de l'organisation, des militantes ont démontré un nouveau savoir-faire qu'elles pourront (ou devront) encore mettre en œuvre. Car, comme l'écrivait Marcel Pépin : « On conçoit mal (qu'un tel mouvement) s'estompe au lendemain du vote » (*le Soleil*, 9 avril 1980). Ce serait faire une mauvaise évaluation de la conscience politique des Québécoises que de croire qu'elles seraient déjà retournées à leur « cuisine ».

**ANNEXE**  
**Le phénomène des Yvettes : Chronologie sommaire des événements**  
**(6 mars – 20 mai 1980)**

<b>SONDAGES</b>	<b>Comité national des Québécois pour le NON</b>	<b>Regroupement national des Québécois pour le OUI</b>
		<b>6 mars ;</b> Québec, L. Payette présente Yvette du manuel de 2 <sup>e</sup> année : « le temps d'Yvette est terminé. »
<b>7 mars : Crop (%)</b>		<b>9 mars</b> Montréal, le Plateau – 750 personnes (majorité de femmes) – Oratrice : Lise Payette – <i>Thèmes</i> :
<b>Oui</b> <b>Non</b> <b>sod *</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Courage de sortir de la peur</li> <li>• 2 groupes refusent liberté du Québec : anglophones &amp; femmes (C. Ryan) « c'est justement le genre d'homme que je hais... des Yvettes, oui, il va vouloir qu'il y en ait plein le Québec... il est marié avec une Yvette »</li> </ul>
H.      46      49      5		<b>12 mars :</b> Québec, Assemblée nationale L. Payette s'excuse mais sans se rétracter et fait son discours référendaire.
F.      36      56      8		
T.      41      52      7		
<b>16 mars : IQOP (%)</b>		
<b>Oui</b> <b>Non</b> <b>sod</b>		
H.      51      45      4		
F.      43      43      14		
T.      47      44      9		
* Sans opinion déclarée		

**SONDAGES**

**NON**

**OUI**

**18 mars :** Ste-Anne-de-Bellevue : Madeleine Ryan devant 100 personnes (3<sup>e</sup> âge) « Appelez-moi Yvette car je suis une Yvette qui prend soin de sa famille (qui a fait) le choix de rester à la maison. »

**20 mars :**

*Assemblée nationale*

Th. Lavoie-Roux dénonce approche de L. Payette vs femmes.

**21 mars :**

Monique Bégin annonce qu'elle entend doubler le montant alloué aux crédits impôts/enfants.

**21 mars :** À Québec : Andrée Richard conçoit l'idée d'un brunch des Yvettes.

**18 mars :**

L. Payette à Montréal et R. Lévesque à Québec recueillent appui de 6 000 adhérentes du Oui.

**25 mars :**

*Budget Parizeau*

- reconnaît statut de salarié de la femme collaboratrice du mari
- accorde allocation de logement aux personnes âgées à faible revenu
- affectation de \$32.5 millions à nouveaux services de garderie, resserrement de l'aide sociale (- \$115 millions)
- mais n'accorde *pas* d'autres points (attendus selon la rumeur) : dont allocation de disponibilité pour femmes au foyer.

**30 mars :**

Brunch des Yvettes

- Château Frontenac
- 1700 femmes « d'âge plutôt mûr », « fières de leur condition »
- 6 \$ le billet
- *Organisation :* épouse d'un permanent du P.L.Q. à Québec
- *Oratrices :* M<sup>mes</sup> M. Ryan, Lamontagne-Bégin, Chaput-Rolland, L.-Roux, Tisseyre-Casgrain, M<sup>me</sup> tout le-monde
- Télégrammes d'appui de Québécoises
- *Thèmes des discours :*

**SONDAGES**

**NON**

**OUI**

- intolérance passée des P.m. du Québec vs femmes
- se priver de l'ensemble du potentiel canadien
- Canada : une réussite - grand pays
- Canada : mérite qu'on souffre et peine pour le conserver.

**7 avril :**

Montréal, le Forum

Assemblée des Yvettes

- 14 000 à 15 000 femmes
- \$4 le billet
- Organisation : Louise Robic, Diane Fortin et 10 militantes
- Oratrices : M<sup>me</sup> Ryan, Bégin, Firestone, L.-Roux, Chaput-Roland, Lapointe, Casgrain, Rousseau, Sauvé, Tisseyre, Allard et autres
- Télégrammes : 103 dont plusieurs de l'Ontario
- *Thèmes des discours :*
  - laisser un pays intact
  - ne pas perdre nos richesses, nos libertés, notre passeport, notre paysage, nos traditions.

**9 avril :**

Montréal, poste CKVL

« Les Yvettes n'avaient pas besoin de M<sup>me</sup> Payette... elles sont d'abord des Canadiennes enthousiastes et des fédéralistes qui avaient déjà l'intention de voter « Non » au référendum. »

M<sup>mes</sup> Ryan, Tisseyre, Casgrain.

**9 avril :**

L. Harel déplore qu'on ne pardonne pas les erreurs des femmes et que s'instaure une division femmes au travail et au foyer

10 avril :

Hull, Université du Québec

L. Harel prévoit la disparition des Yvettes et compare celles-ci aux Québécoises qui avaient signé une pétition contre le droit de vote, fin des années 30

- T. Casgrain, R. Lapointe : pas des Yvettes
- M. Tisseyre, S.C.-Roland : pas des féministes.

**10 avril :**

H. Pelletier-Baillargeon

- Yvette = une protestation de femmes au foyer qui se sentent dévalorisées
- appel au sens de responsabilités des femmes.

**SONDAGES**

**NON**

**OUI**

**11 avril :**

- R. Lévesque accuse partisans du Non d'avoir créé *ghetto* avec les Yvettes - Pas question de brigade féminine pour Oui.

**13 avril :**

Ryan présenté comme « l'amant de toutes les Yvettes de la province »

Entre le 14 avril et le 20 mai : les organisateurs du P. L.Q. prévoient 50 assemblées des Yvettes en province pouvant rassembler 50 000 femmes : 2 organisatrices à plein temps y seraient affectées : Val-d'Or, Amos, Berthier, Hull, Chicoutimi, Joliette, Victoriaville, Thedford, Baie-Comeau, Roberval, Sept-Îles, Bonaventure, Trois-Rivières, Drummondville.

(Entre 30/3 et 5/5 : 42 760 femmes ont assisté à des assemblées du Non, selon le Q.G. du Non.)

**15 avril :**

Sous-sol église comté Dorion, 1 000 personnes invitées par téléphone

M<sup>me</sup> Payette :

- « Ça fait 25 ans que je dis aux femmes de participer. »

**16 avril :**

- trêve jusqu'au 20 mai.

Conférence de presse : Lise Payette présente les festivités du 25, félicite les 14 000 femmes qui se sont rendues au Forum : « Elles se sont exprimées politiquement. »

17 avril :

*Le Devoir* : « Pour Lise Payette l'incident est clos. »

**20 avril : IQOP (%)**

	Oui	Non	sod
H.	48	38	14
F.	34	44	22
T.	41	41	18

**21 avril :**

Assemblée de Sherbrooke,

- manège militaire
- 5 000 femmes
- Oratrices : M<sup>mes</sup> Ryan, Casgrain, etc.
- Pas de mention des Yvettes.

**SONDAGES**

**NON**

**OUI**

**22 avril :**

Victoriaville,

- 800 femmes
- Chaput-Roland : « en m'insultant ce sont les femmes du Québec qu'on insulte ».

**22 avril :**

Salon de la Femme

- Kiosque « référendum » : 2 hommes (Marois & Forget).

**23 avril :**

Université Laval : 500 personnes convoquées par le regroupement des femmes de l'U.L.

L. Payette : distinguer causes du Québec et des femmes – les Yvettes : femmes utilisées par organisations politiques.

**24 avril :**

Séminaire St-Augustin

Louise Beaudoin.

**25 avril :**

Salon de la Femme

Corinne Côté-Lévesque

- l'égalité dans les faits, ça prend souvent du temps

Place Desjardins, 40<sup>e</sup> anniversaire de l'obtention du droit de vote aux femmes

- 15 000 personnes qui scandent des Oui

– organisation : Comité des Québécoises pour le Oui.

– oratrices(teurs) : Hélène Pelletier Baillargeon, Madeleine Parent, Thérèse Baron, Camille Laurin, Lise Payette, René Lévesque.

– *Thèmes :*

- historique, de lutte des femmes pour le droit de vote

- déplore le peu de femmes élues à l'Assemblée nationale

- rappel du projet de loi de révision du code civil.

**25 avril :**

Montréal, Cegep du Vieux-Montréal

Fête de M<sup>me</sup> Casgrain : 40<sup>e</sup> anniversaire de l'obtention du droit de vote pour les femmes

- 1 000 personnes sur invitation (dont quelques-unes avec macaron du Oui)

– Organisation : le comité des amies de T. Casgrain

– Oratrices : M<sup>mes</sup> Casgrain, Sauvé, Bégin, Lavoie-Roux, Colas, Chaput-Roland. Présence de C. Ryan, Jean Marchand, Maurice Lamontagne, etc.

– *Thèmes :*

- rappel des années de lutte pour l'obtention du droit de vote
- rester féminine
- ne pas laisser les utopies rétrécir les frontières du Canada.

**27 avril :**

Roberval

- 900 femmes

– M<sup>mes</sup> Casgrain, Lavoie-Roux, Beauchamp-Niquet

- Chanson des Yvettes.

**Avril : CROP (%)**

	Oui	Non	sod
H.	47	44	9
F.	41	44	15
T.	44	44	12



**SONDAGES**

**NON**

**OUI**

**28 avril :**

- Loretteville  
 – 600 personnes  
 – C. Ryan : « On dirait que l'instinct de la femme est entré chez nous. »

**28 avril :**

- Conférence de presse reg. des Québécoises pour le Oui  
 – les Yvettes – phénomène sociologique

**30 avril :**

- Comté Lac-St-Jean  
 – 350 femmes.

**30 avril :**

- La Pocatière  
 – 350 femmes  
 – Témoignage de 15 Yvettes

**4 mai :**

- St-Georges-de-Beauce  
 – 500 femmes  
 – M<sup>me</sup> Ryan couronnée Yvette I<sup>re</sup>

**8 mai :**

- Jonquière  
 – 800 femmes  
 – Pas de mention des Yvettes.

**9 mai : CROP (%)**

	Oui	Non	sod
H.	43	42	15
F.	36	49	15
T.	40	46	15

**10 mai :**

- Le Soleil* : entrevue M<sup>me</sup> Payette  
 • rencontré 16 000 femmes pendant campagne  
 • le phénomène des Yvettes est fini.

**10 mai :**

- Shawinigan – Lise Payette  
 • l'affaire des Yvettes : un malentendu.

**11 mai : IQOP (%)**

	Oui	Non	sod
H.	42	39	19
F.	32	41	27
T.	37	40	23

**11 mai :**

- Arthabaska  
 – 450 personnes  
 – M<sup>me</sup> Ryan

**11 mai :**

- L. Payette déclare au *Soleil* :  
 « Ces femmes-là auraient de toute façon voté « Non ». »

**14 mai :**

- St-Eustache  
 – 600 femmes

**SONDAGES**

**NON**

**OUI**

– M<sup>me</sup> Ryan se dit fière d'avoir été couronnée Yvette I<sup>re</sup>. « Notre candidat c'est le Canada. »

**15 mai : McGILL (%)**

	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>sod</b>
H.	41	47	12
F.	34	51	15
T.	37	49	14

**18 mai : IQOP (%)**

	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>sod</b>
H.	46	33	21
F.	35	41	24
T.	40	37	23

**RÉFÉRENDUM (%)**

**NON**

**59,4**

**OUI**

**40,6**

## **Chapitre deuxième**

### **Femmes, militance et politique**

[Retour à la table des matières](#)

Voici deux expériences récentes de militantes qui relatent leur engagement dans le militantisme féministe. Ces textes, l'un francophone d'Andrée Yanacopoulo, l'autre anglophone d'Angela Miles, qui ne prétendent nullement résumer la diversité du processus de politisation des femmes, tendent néanmoins à tirer certaines leçons et à développer des tendances possibles pour l'avenir du mouvement féministe.

## Sous le signe de l'ambiguïté

Andrée Yanacopoulo

[Retour à la table des matières](#)

Le dimanche 9 mars 1980, dans le cadre de la campagne référendaire, Madame Lise Payette, ministre d'État à la Condition féminine dans le gouvernement Lévesque, s'adresse à plus de 700 femmes réunies dans la salle du Plateau, à Montréal, et leur explique qu'elles se doivent de voter Oui au référendum. Tirant son argumentation de la matière même de ces manuels scolaires sexistes qui ont encore cours, elle évoque la société enchantresse qui nous attend si les femmes votent Oui : alors les petites Yvettes dociles et soumises seront les égales des petits Guys ambitieux et entreprenants. Mais en attendant, il ne faut pas s'étonner que Claude Ryan soit pour le Non : c'est qu'il est lui-même marié à une Yvette et veut « des Yvettes plein le Québec ».

La riposte ne se fait pas attendre. À Québec, un brunch impressionnant réunit les Yvettes fières de l'être. Le lundi 7 avril, au Forum de Montréal, 14 000 femmes crient à l'insulte et viennent apporter leur appui au Non.

Le phénomène des Yvettes prenait naissance (voir article d'Evelyne Tardy et Renée Dandurand). Mais que voulait-il dire ?

À travers tout le déchaînement de provocations, d'apostrophes et de répliques, une constante : chaque parole, chaque fait pouvait se comprendre selon plusieurs dimensions, avait des implications plurielles, obscures et contradictoires. Tel le cheval de Troie qui contient dans ses entrailles une multitude de soldats armés, chaque action, chaque parole était grosse d'intentions ou d'assertions de nature contraire. Et je comprenais, à mesure, de mieux en mieux mon malaise : j'étais confrontée à des événements ou mieux à un processus qui ravivait en moi toutes les expériences d'ambiguïté vécues à l'occasion de trois années de travail intense au sein du Regroupement des Femmes québécoises.

Je parle d'ambiguïté et non d'ambivalence. À mon sens, l'ambivalence naît de la coexistence d'éléments contraires mais pas forcément opposés : tout attachement intense comprend à la fois amour et haine, s'exprime par des comportements en général compréhensibles par référence au contenu ambivalent

qui les sous-tend. L'ambiguïté, elle, évoque une certaine confusion, voire une obscurité dues à l'équivocité et à la contradiction des éléments en présence.

## 1. Le Regroupement des Femmes québécoises

### Le projet

Un jour de décembre 1976 et après quelques contacts, quelques démarches, nous nous retrouvons trois femmes : Andrée Lavigne-Péloquin, Denise Lavigne et moi, décidées à solidariser et à conscientiser les femmes du Québec en les regroupant sur la base de notre lutte commune. Sans minimiser le travail déjà accompli par nos sœurs dans le passé et aujourd'hui, nous estimions que beaucoup d'énergie se perdait et que l'émiettement de nos actions nuisait à notre efficacité. Il fallait continuer à lutter au sein des groupes qui pouvaient nous abriter déjà, mais être capables de nous regrouper à un deuxième niveau, c'est-à-dire de participer, le moment voulu, à une action commune englobant toutes les femmes. Puisque nous sommes 52 % de la population, nous avons par le fait même une potentialité d'impact très grande ; c'est cette potentialité que, toutes ensemble, nous devons actualiser et structurer.

Nous fondons donc le Regroupement des Femmes québécoises. Le mouvement fonctionnera selon l'esprit même des changements que nous voulons induire. Nous voulons des structures horizontales, non hiérarchiques ; nous voulons remplacer le modèle bureaucratique, qui est un modèle mécanique, par un modèle cybernétique d'interdépendance et de *feedback* qui implique la circulation continue des informations et la remise en question des comportements adoptés<sup>1</sup>. Nous voulons nous autogérer et nous autofinancer. Nos actions doivent tenir compte de la conjoncture politique et des objectifs à long terme que nous nous fixons, soit la mise en place d'une société juste où les femmes seraient des citoyennes à part entière. Société à inventer, car vouloir de nouveaux rapports homme/femme implique et exige le changement total des structures sociales actuelles.

À moyen terme, nous voulons regrouper les femmes et les mobiliser dans un mouvement de masse. Dans l'immédiat, nous décidons d'établir notre force de pression en « négociant » le référendum, en essayant de faire de ce référent d'hommes un référent de femmes. Car il nous faut contrôler l'indépendance pour qu'elle se fasse en tenant compte de nos priorités à nous, les femmes ; il nous faut veiller à la qualité de l'indépendance. Et pour cela, les femmes doivent arrêter, avant l'indépendance, de coller des timbres pour le Parti québécois si elles ne veulent pas, après l'indépendance, être renvoyées à leurs casseroles.

---

<sup>1</sup> Voir Roger Caraudy, *l'Alternative – changer le monde et la vie*, Éditions du Jour, Montréal / Robert Laffont, Paris, 1972.

Nous avons mis sur pied notre première action. À l'occasion du 6<sup>e</sup> Congrès national du P.Q., les 27, 28 et 29 mai 1977, nous avons tenté de faire prendre conscience aux femmes qui militent au sein du P.Q. de l'écart existant entre ce qui était au programme péquiste lors de la campagne électorale de 1976, notamment en ce qui concerne la famille et l'éducation, et ce qui en a été retranché ou n'a pas l'air de vouloir être réalisé depuis que le P.Q. est au pouvoir, ou qui rend nulles les décisions annoncées. Ceci se fait par une lettre adressée à plus de 2 000 femmes, dont les déléguées au congrès. Ces mêmes femmes sont invitées à venir faire avec nous le bilan du congrès le 17 juin à 19 h.

Nous convoquons une conférence de presse le jeudi 12 mai 1977, à la Librairie des Femmes, faisant ainsi nos débuts dans le monde. Plus tard, lors du congrès des 2, 3 et 4 juin 1978, l'assemblée générale définit le R.F.Q. comme un mouvement politique de masse féministe, dont l'objectif premier est de lutter contre l'oppression spécifique des femmes ; mouvement autonome, car libre de toutes attaches autres que celles qu'il voudra bien se donner et assurant son autofinancement.

### **La dynamique**

Depuis, le mouvement a tenté de naître. Les difficultés ont été très grandes et sont venues aussi bien du comité de coordination, que de l'ensemble des femmes.

Le comité de coordination est la figure centrale de l'organigramme du R.F.Q. Il assure l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale, soit les actions à entreprendre, la formation ou la dissolution des comités *ad hoc* ; il coordonne les différentes activités des comités permanents et *ad hoc*.

Au sein de ce comité de coordination (11 à 13 membres) sont apparues des divergences autres qu'idéologiques. Peu à peu s'est fait un clivage entre celles qui, consacrant beaucoup de temps à leur lutte, veulent se mettre à l'œuvre et remplir les mandats confiés par l'assemblée générale, et celles qui, ayant ou voulant donner moins de temps, ne veulent pas se sentir bousculées, recherchent une harmonie dans leurs relations interpersonnelles et trouvent indispensable de commencer par développer la cohésion interne du groupe.

Ces divergences, qui ont amené la moitié du comité de coordination à démissionner, se ramènent à l'antagonisme groupe de travail contre groupe de croissance (voire groupe de conscience, dont les vertus me semblent plus thérapeutiques que vraiment idéologiques). Elles révèlent, par le fait même, l'ambiguïté de l'engagement de certaines dans la lutte féministe active.

Du côté des femmes en général, nous avons rencontré beaucoup d'enthousiasme. Nombreuses ont été les adhésions : plus de 500 en quelques mois, nombreuses ont été les femmes qui se sont inscrites pour travailler dans les divers

comités. Mais cet élan s'est vite révélé vide de toute participation effective et soutenue. Il a fallu se rendre à l'évidence : au lieu de recruter des compagnes de travail, nous avons attiré des femmes spectatrices et expectatrices.

Enfin, lors de L'assemblée annuelle générale du 26 janvier 1980, la discussion sur la plate-forme était à l'ordre du jour. Toutes les interventions verbales se réclament d'un féminisme radical ou révolutionnaire, sans d'ailleurs que les intervenantes jugent nécessaire de définir ces termes. Suit le vote sur un amendement visant à préciser justement les objectifs féministes du mouvement, à savoir que la lutte contre l'oppression spécifique des femmes doit se mener « sans distinction de classe, d'origine ethnique ni de race ». L'amendement est très majoritairement rejeté. Une assemblée spéciale tenue le 15 mars 1980 ne fait que confirmer mon évaluation, et je démissionne quelques jours plus tard en envoyant cette lettre :

« Montréal, le 24 mars 1980

Aux membres du comité de coordination du R.F.Q.

Je ne saurais plus longtemps faire partie d'un mouvement qui trahit à ce point sa plate-forme :

le R.F.Q. n'est *pas un mouvement féministe* : l'assemblée générale du 26 janvier 1980 a rejeté l'amendement visant à préciser que par « femmes » on entendait « sans distinction de classe sociale ni d'origine ethnique ni de race » ;

le R.F.Q. n'est *pas un mouvement politique de pression* : ne sont acceptées que les actions traditionnelles et non engagées politiquement ;

le R.F.Q. n'est *pas un mouvement de masse* : les actions, d'envergure n'intéressent pas, on leur préfère des actions ponctuelles et circonscrites ;

le R.F.Q. n'est *pas un mouvement autonome* : l'assemblée spéciale du 15 mars 1980 a fait la preuve de l'infiltration notable d'éléments d'allégeance péquiste beaucoup plus que féministe.

Je vous prie donc de considérer cette lettre comme une lettre de démission, immédiatement effective. Et je vous prie également de bien vouloir en adresser copie à toutes les membres lors de votre prochain envoi <sup>1</sup>. Je vous renverrai ma carte dès que j'aurai reçu ledit envoi.

Sororalement,

Andrée Yanacopoulo »

---

<sup>1</sup> Ce qui ne fut pas respecté.

## 2. La problématique de l'ambiguïté

L'impression générale qui se dégage de tout cela, c'est celle d'un illogisme certain. On semble viser deux, voire plusieurs buts opposés en même temps, comme si on donnait à droite pour reprendre à gauche. Il y a, à proprement parler, désir du non-désir, ambiguïté.

Comment comprendre cette ambiguïté ? Il faut pour cela répondre à trois questions.

À quel passé puisons-nous ? Femmes, nous avons vécu notre passé de Canadiennes françaises en épouses soumises, en mères fécondes, en femmes dévouées et sacrifiées. Il fallait survivre et nous l'avons réussi. Mais à quel prix ! Nous en avons gardé le besoin de sécurité matérielle, la peur du risque, l'apathie collective, la tendance à être sur la défensive et jamais sur l'offensive.

De quel présent nous inspirons-nous ? C'est une dure réalité que celle dans laquelle nous vivons. Pour peu que nous travaillions à l'extérieur, nous sommes engagées dans une journée double : gagner notre argent, puis, dès rentrées, vaquer aux soins domestiques et ménagers. Souvent nous suivons des cours pour nous recycler, pour compléter un diplôme : c'est la troisième journée. Comment trouver le temps – et l'énergie –, de militer ? De faire une quatrième journée !

Les femmes sont le seul groupe opprimé à évoluer 24 heures sur 24 sur les lieux mêmes de leur oppression. Le noir, le juif, le prolétaire peuvent fermer la porte et se refaire au sein du milieu familial. Ils le font d'ailleurs aux dépens de leur femme : plus noire, plus juive, plus prolétaire (tout le monde trouve toujours quelqu'un à opprimer, ne serait-ce qu'une femme ou un enfant). De plus, elles ne peuvent se regrouper territorialement pour vivre, alors, que les autres groupes opprimés le font, sachant combien il est bon, dans le malheur, de se sentir entre soi, de s'appropriier un espace et d'y faire naître un imaginaire. Bref, les femmes n'ont aucun répit. Quand elles n'en peuvent plus, il leur arrive de trouver une soupape du côté des groupes de femmes. Pas étonnant alors qu'elles soient plus désireuses de se dire et d'échanger que de travailler. Mais surtout, dans la mesure où une soupape de sûreté est destinée à maintenir la stabilité du système, je me demande si ces groupes, qui ont pour fonction manifeste de lutter contre la société actuelle, ne se trouvent pas avoir comme fonction latente et parfaitement contradictoire de perpétuer le système contre lequel ils se battent.

Vers quel futur nous dirigeons-nous ? Nous éprouvons beaucoup de difficultés, tant au niveau théorique que pratique, à choisir entre la revendication de l'égalité avec les hommes et celle de notre différence. Vouloir l'égalité, c'est vouloir s'appropriier ce que les hommes nous ont toujours refusé : la rationalité, l'efficacité, la capacité d'organisation et d'entreprise. Affirmer notre différence, c'est reprendre



à notre compte, et donc revaloriser, les caractéristiques par lesquelles les hommes ont voulu justifier notre infériorisation : l'intuition, le pacifisme, la sensibilité, la tendresse. Il s'y ajoute des valeurs féministes comme le refus du pouvoir et de la hiérarchie, le respect des différences, etc. Il reste à savoir dans quelle mesure ces valeurs sont autonomes, et non le reliquat – rationalisé – de notre conditionnement de femmes. Quoi qu'il en soit, il n'est pas facile de vivre dans le quotidien des rapports interpersonnels nouveaux quand on reste membre d'une société qui valorise le pouvoir, la violence, l'exploitation. Par ailleurs, ce sont ces valeurs qui ont façonné notre personnalité, et nos actions en portent parfois la marque à notre insu.

Il est banal de souligner l'essoufflement actuel du mouvement des femmes. À cela, je vois au moins deux sources importantes : le refus – global, pourrait-on dire – qu'opposent les femmes à toute tentative de structuration. Même si on le comprend comme la peur de recréer, à la faveur de structures traditionnelles, le système oppresseur, il reste que l'efficacité est fonction de l'organisation. Il faudrait par ailleurs analyser les composantes de ce refus, issu du rejet des contraintes et de la hiérarchie évocatrices du pouvoir mâle. La deuxième source se situe dans les différentes modalités gouvernementales et sociétales de récupération, dont l'étude approfondie reste à faire.

Enfin, il est bien évident que ces pratiques ont pour toile de fond la société globale. Nos sociétés occidentales, riches, hautement technicisées, engendrent des valeurs bien différentes de celles de la société industrielle classique. Selon Richard Sennett<sup>1</sup>, notre société est en fait une communauté car il y prédomine l'intersubjectivité, la recherche de l'authenticité de soi, la recherche de l'ouverture affective aux autres. Une nouvelle personnalité émerge, dans laquelle « le Moi devient un phénomène protéen » (Robert J. Lipton, cité par Sennett) : seules sont considérées comme valables les expériences directement vécues par le sujet. Le monde n'est plus que l'extension du Moi, les explications sociales s'effacent devant les explications psychologiques. Je voudrais insister sur une dernière remarque. Même dans les mouvements de libération, dit Sennett, on constate que l'idéologie (de libération) se trouve engluée dans cette expansion narcissique du Moi. Si je joins ceci à la description que donne, dans le même ouvrage, Hans-Peter Dreitzel des attitudes actuelles, à savoir : le présent est valorisé au détriment des autres dimensions temporelles, d'où le refus des engagements à long terme – on veut faire ce qui plaît, jouir de la vie, n'avoir en vue que l'immédiat –, je retrouve bien là tout ce que j'ai expérimenté dans ces quelques années de travail au R.F.Q. Et alors, je me pose la question :

« Que signifie cette ambiguïté ? Est-elle dilemme ou ambiguïté, autrement dit alternative grosse de potentialités qui de plus en plus vont s'actualiser, ou incapacité soutenue de choisir entre plusieurs possibilités différentes voire

---

<sup>1</sup> In Alain Touraine *et al.*, *Au-delà de la crise*, Le Seuil, Paris 1976.

contradictoires ? » Il n'y a peut-être qu'ambiguïté apparente. Elle est peut-être l'artefact qui nous empêche de voir la réalité. C'est la position que développe Yolande Cohen dans cet ouvrage. Sommes-nous, femmes, l'expression privilégiée des valeurs à venir et pouvons-nous espérer que nous entraînerons avec nous la bascule de la société ? J'aimerais franchement le croire. Mais je redeviens pessimiste lorsque je pense que cette ambiguïté liée à la condition des femmes se double, et donc se renforce, d'une ambiguïté québécoise.

### 3. L'ambiguïté et la société québécoise

Tout le Québec me paraît marqué du signe de l'équivoque. Le seul élément vraiment prometteur de notre histoire, la rébellion de 1837-38, se clôt sur le reniement général, à l'exception de Chevalier de Lorimier<sup>1</sup>. Cardinal, Sanguinet font, de prison, leur *mea culpa*. « Tous sont morts en condamnant leur conduite publiquement », pourra écrire Globensky dans « La rébellion de 1837 à Saint-Eustache ». Aujourd'hui le même peuple porte au pouvoir en novembre 1976 le P.Q. que son option souverainiste démarque nettement des partis traditionnels et répond Non le 20 mai 1980 à une simple question autorisant ce même gouvernement à négocier (négocier, pas établir) la souveraineté-association et cette option souverainiste, quelle n'est pas son ambiguïté en regard de l'option indépendantiste du R.I.N. ! Yvon Deschamps a raison quand il dit que « nous voulons un Québec souverain dans un Canada fort ». Car c'est ainsi que nous allons.

Cet article était écrit depuis plusieurs mois lorsque j'ai découvert le livre de Daniel Latouche, *Une société de l'ambiguïté*, publié aux éditions Boréal Express en 1979. L'auteur y étudie les processus de « libération et récupération dans le Québec actuel ». On y trouve une analyse intéressante de l'ambiguïté québécoise actuelle. J'aimerais y ajouter quelques remarques.

En ce qui concerne notre spécificité québécoise, nous n'avons pas encore assumé la ville ni la technique moderne. Lorsque nous cherchons nos racines, nous faisons du folklore. Nous sommes statiques, guidés par le seul critère de l'appartenance, non de l'intégration dynamique de ce qui a été notre histoire, non de la continuité de ce que nous fûmes à ce que nous voulons être. Notre imaginaire est figé, sclérosé et entreposé dans les tiroirs du patrimoine. Bien faibles sont les voix qui se réclament des Patriotes de 37-38, les disent perpétués en nous et nous proclament nés d'eux.

De Canadiens français nous sommes devenus Québécois. D'une communauté et d'une diaspora définies par des caractéristiques linguistiques et religieuses, nous prétendons être devenus un peuple regroupé sur un territoire et visant à une unité

---

<sup>1</sup> Voir « Dépendance et indépendance » in *Liberté*, numéro spécial sur 1837-38, janvier-avril 1965.

géopolitique. Mais ceci reste nominal. En fait, nous sommes toujours au stade de la survivance. Or, survivre c'est sous-vivre. Sur le plan politique, nous dansons le tango argentin, comme disait Hubert Aquin, il y a près de vingt ans. Car il faut être Québécois pour vouloir la révolution... mais tranquille, la souveraineté... mais associative. La très grande popularité dont jouit René Lévesque est un hommage rendu à son ambiguïté.

Nous vivons dans une société de consommation dont l'opulence nous tue. Nous ne voulons rien perdre de notre niveau de vie et pour cela nous sommes prêts à toutes les compromissions. Cette société de masse et de mass-media tend à l'uniformisation des individus, ce qui lui permet de se prévaloir d'une intention de démocratie et d'égalitarisme. Mais cette égalité est une fausse égalité. Elle est négation des différences, non-reconnaissance de l'altérité. La véritable égalité est la réciprocité, non l'identité <sup>1</sup>.

Telles sont les conditions dans lesquelles se fait notre difficile cheminement de femmes. Dès le départ, nous sommes coincées entre la demande d'une égalité de droits qui frise l'identification aux valeurs masculines – lesquelles ont fait, hélas, leurs preuves – et la demande d'être reconnues dans notre différence, laquelle frise la marginalisation. Au Québec, notre ambiguïté est double : parce que femmes, parce que Québécoises. Notre avenir sera fonction du contenu profond de cette ambiguïté : ou son action paralysante persistera et maintiendra pour longtemps encore le système actuel, ou les forces libérantes qu'elle contient éclateront et mettront en place, par une véritable mutation, la société à venir.

---

<sup>1</sup> Voir Pier-Paolo Pasolini, *Écrits corsaires*, Flammarion 1976.

## **Le féminisme, parole authentique et autonome des femmes**

**Angela Miles \***

[Retour à la table des matières](#)

Les problèmes que soulève le féminisme me semblent être au cœur des nombreuses réflexions actuelles. Je formulerai ici quelques-uns de ces questionnements.

Comment pouvons-nous identifier les aspects les plus progressistes de la lutte des femmes ? Comment devons-nous les développer pour qu'ils puissent constituer les principes de base de l'organisation des femmes ?

Pour répondre systématiquement à ces questions, il nous faut concevoir une méthode d'analyse politique susceptible d'identifier les valeurs essentielles du féminisme. Cette analyse, pour ne pas rester descriptive, devrait porter sur le militantisme féministe et déterminer si les valeurs qu'il véhicule sont susceptibles de s'incarner tout en restant équitables pour tous. On en arriverait à une analyse historique et matérialiste du militantisme, à la fois comme produit et agent du changement social. J'ai étudié ailleurs (cf. ma thèse de doctorat) les changements survenus dans la relation production-reproduction et en quoi ceux-ci sous-tendent l'activisme accru des femmes dans les sociétés industrielles. Ici, je voudrais plutôt aborder une réflexion sur les valeurs développées par le féminisme aujourd'hui.

J'insisterai sur le fait que le pouvoir progressiste du féminisme dépend essentiellement de sa capacité d'affirmer à la fois la spécificité et l'égalité des femmes dans une synthèse révolutionnaire de ces deux conditions apparemment contradictoires. Si la politique des femmes, en tant que femmes, tente d'éviter, de méconnaître ou de nier la spécificité des femmes, elle ne représentera plus les intérêts des femmes mais les intérêts d'un groupe donné. Paradoxalement, seule l'élaboration d'une nouvelle politique fondée sur notre spécificité de femmes permettra à nos intérêts de groupe de signifier un nouveau et important départ pour l'humanité entière.

---

\* *Traduction : Lucie Lequin*

Au début de la phase actuelle du mouvement des femmes, le féminisme dénonçait surtout les stéréotypes dominants tout en acceptant la définition mâle du monde et des femmes. Par exemple, malgré leur différence, des féministes comme Simone de Beauvoir, Shulamith Firestone et Juliet Mitchell acceptaient de reléguer d'une façon flagrante l'idéologie de la reproduction et du travail reproducteur, à un niveau infrahumain. En 1967, Juliet Mitchell écrit :

« Je soutiens que les femmes sont confinées à la famille, unité monolithique et segmentaire actuellement séparée de la production et partant des activités sociales et humaines. Ce confinement de fait s'explique par la nécessité, pour les femmes, de jouer les trois rôles qui leur sont attribués ; à savoir : satisfaire les besoins sexuels de leurs partenaires, accoucher et élever les enfants, trois rôles que l'Homme (*sic*) partage avec d'autres mammifères. Mon argument corrobore l'affirmation de Beauvoir qui dit que la femme est confinée à l'espèce, alors que l'homme, par son travail, la transcende. » (p. 82 en anglais). (De Beauvoir, Firestone (qui mettait tous ses espoirs dans les bébés-éprouvettes) ont également formulé leur féminisme en ces termes.)

Cette attitude, qui veut que les préoccupations des femmes soient moins humaines que celles des hommes, appelle de sérieuses réserves. Les écrits féministes du début de cette période donnent l'impression de faire l'apologie des femmes, mais, en dépit du ton parfois militant, le message récurrent est : « Nous savons que nous ne sommes pas aussi déterminées et indépendantes, fortes et rationnelles que vous, les hommes, mais nous pouvons être aussi bonnes que vous, si on nous en donne la chance. Nous sommes indécises, dépendantes, irrationnelles seulement parce que notre place a été occultée par un système oppressif. Nous ne serions pas obsédées par des banalités telles que les relations sociales, la vie personnelle, la maternité et l'éducation des enfants si nous n'étions pas exclues des sphères importantes de la vie. » Elles acceptaient donc la définition et l'évaluation mâles du monde et des femmes. Pour elles, le manque de participation des femmes aux sphères importantes de la vie provenait, non pas d'une incapacité innée de la part des femmes, mais bien de leur exclusion par les hommes.

Cependant, assez tôt, l'ensemble de la pensée et des activités féministes transgressa ce concept androcentrique qui veut que les activités des hommes soient plus humaines et plus importantes que celles des femmes. D'une façon sporadique mais persistante, des constructions gynocentriques commencèrent à affirmer la spécificité de la culture et des valeurs des femmes, défiant ainsi les conceptions en cours sur ce qui est important dans la vie. Par exemple, en 1970, Barbara Burris a écrit dans *The Fourth World Manifesto* que :

« La culture mondiale dominante définit négativement toutes les caractéristiques de la culture des femmes. Nous ne croyons pas qu'elles le soient (sauf celles qui nous ont gardées subordonnées telles que la passivité, l'abnégation, etc.). Nous sommes fières que certains traits de la culture des femmes, notamment l'intuition, l'émotivité, l'amour, les relations personnelles, etc., soient les caractéristiques humaines les plus importantes. Ce sont nos colonisateurs mâles – la culture mâle

– qui ont défini les traits humains essentiels comme n'appartenant pas aux schèmes de leur propre identité –, en fait les hommes sont des « dépossédés culturels » (p. 354, en anglais).

Burris n'était pas seule, des féministes de tous bords n'acceptaient plus de contribuer à ces champs de connaissances essentiellement androcentriques ; elles ont remis en question la structure même de leurs disciplines et des doctrines fondamentales qui les sous-tendent. Elizabeth Minnich a souligné l'ampleur de cette mutation : « Nous avons commencé à rendre les cartes que nous avons un peu plus grandes, un peu plus complètes, mais tout d'un coup nous avons eu besoin de tout un globe » (p. 53 en anglais).

Ainsi, les psychologues féministes ont cessé de postuler que les différences de comportements entre les hommes et les femmes correspondaient à un dysfonctionnement ou à une carence des femmes. Elles ont compris, entre autres, que les différences hommes/femmes dans leur rapport à la compétitivité, n'indiquaient pas nécessairement que les femmes dépendaient uniquement de l'approbation des autres, mais que cela pouvait tout aussi bien révéler une carence des hommes dans les rapports sociaux. Elles ont aussi constaté que les différences entre hommes et femmes, quant à leur efficacité respective dans une situation donnée, pouvaient aussi bien résulter de l'outrecuidance de l'homme que du manque de confiance de la femme. Les historiennes ont commencé à remettre en question la périodicité même de l'histoire, relativement aux femmes. Les économistes ne se sont plus contentées d'étudier l'absence des femmes sur le marché du travail et les bas salaires qui leur sont accordés ; elles se sont intéressées à la nature et à l'importance du travail domestique non-rémunéré. Les historiennes de l'art et les critiques littéraires ont commencé à discuter de l'existence d'un point de vue et d'une sensibilité en art et en littérature, propres à la femme, et tenté d'en cerner la spécificité.

Cette façon autre d'évaluer et de juger le monde et l'humanité, présente dans les études féministes, on la retrouvait aussi dans les écrits politiques féministes. La formulation de nouvelles valeurs a permis aux féministes, non seulement de remettre en question la définition de la femme par les hommes, mais aussi de s'interroger sur leur définition de l'humanité :

« Examinez le révolutionnaire : une machine dure, implacable, engagée, qui lutte, tue et meurt pour la cause... considérons-nous ces caractéristiques comme les plus importantes dans les relations humaines ? Je ne le crois pas. Je pense que si nous les adoptons, nous commencerons à nier, non pas notre féminité, que les détracteurs de la libération des femmes craignent tellement que nous perdions, mais notre humanité fondamentale » (p. 159 en anglais).

Ce commentaire de Jan Likely (fait en 1971) montre bien que le féminisme ne veut plus seulement être « inclus » dans le monde présent tel que défini par les hommes, mais met en cause ce monde lui-même. L'émergence d'un point de vue

spécifique aux femmes, à l'intérieur même du féminisme, s'est donc avéré la condition préalable au passage d'une simple politique de groupe de pression à une politique globale. Toutefois, le mouvement des femmes n'a pas encore exploré la richesse de ce potentiel. De plus, l'accent de plus en plus grand mis sur la spécificité des caractéristiques de la culture, des valeurs et du travail traditionnellement associé aux femmes demeure ambivalent, et coexiste difficilement avec la tendance, tout aussi nécessaire, du féminisme pour l'égalité des femmes et des hommes dans un monde auquel tous participent également.

Par ailleurs, je pense qu'il est possible et nécessaire de dépasser cette ambivalence. Une acceptation claire des valeurs féministes nous permettra de développer une perspective unifiée, capable d'englober à la fois la spécificité et l'égalité des femmes, démontrant, par le fait même, que le mouvement féministe s'insère au-delà de la politique d'un simple groupe de pression.

Étant donné les attaques croissantes de la droite au nom de l'image et des valeurs traditionnelles de la femme, la tâche première des féministes est justement de dépasser cette perspective. L'axe féminisme/anti-féminisme sous-tend toutes les luttes sur la nature des valeurs essentielles. En effet, les préoccupations des femmes, comme le mariage, la famille, l'égalité des droits, le rôle des femmes sur le marché du travail, les garderies, l'avortement, l'orientation sexuelle, la rémunération des travaux ménagers, les droits des enfants, la violence en public et dans la vie personnelle, soulèvent actuellement les débats les plus idéologiques et les plus ardemment contestés, que ce soit dans la vie culturelle, sociale, personnelle ou politique.

Dans une démarche politique, la droite tente de débattre surtout la question suivante : « Qu'est-ce qu'être une femme et quelle en est la signification ? » afin d'amener la discussion sur un terrain où les traditions et les émotions, les besoins et les peurs sont beaucoup plus viscéraux, que dans la sphère étroite de la politique qui, historiquement, s'est tenue éloignée de la vie quotidienne. Toutefois, il ne s'agit pas d'une diversion. C'est plutôt une réponse au travail de défrichage, d'un tout nouveau terrain de débats politiques, que le mouvement féministe a effectué. La conscience de notre domination a contribué à inverser le rapport politique-personnel, c'est-à-dire que la politique avait envahi même notre vie privée. C'est donc une métamorphose virtuelle de la politique et partant, un événement historique d'importance mondiale.

L'affirmation libératrice des aspects féminins de la vie, traditionnellement méprisés, est une tâche très difficile parce qu'elle exige une perspective dynamique, critique et novatrice. Elle demande aussi que les féministes parviennent à créer une politique de l'humain qui englobe et affirme la spécificité de notre être-femme et de notre histoire. En même temps, il s'agit d'une tentative de déstructuration de l'oppression ancrée dans cette même spécificité. Voilà pourquoi, nous jouons avec le feu quand nous acceptons l'identification historique

aux valeurs humaines de la reproduction, de la sensibilité, du dévouement, de la générosité et du maternage comme une composante essentielle de notre parole politique spécifique. En effet, dans le passé, notre spécificité de femme fut inséparable de notre oppression comme femme.

Pourtant, si nous voulons redéfinir le long combat de l'humanité pour une vie humaine plus libre, plus riche, l'histoire ne nous donne pas le choix. Cette redéfinition exige que nous incluions dans le concept du droit à la liberté et à l'humanité, l'existence niée et méprisée de la moitié féminine. C'est la seule façon d'élargir et d'approfondir la lutte progressiste dans le but de transgresser les divisions limitatives qui, actuellement, structurent notre existence – division, notamment, entre reproduction et production, vie privée et vie publique, loisir et travail, homme et femme. Cette fragmentation de la vie humaine est à la base même de la domination institutionnalisée.

Revendiquer l'humanité des femmes en montrant qu'elles sont comme les hommes (aussi bonnes que les hommes), c'est remettre en question la définition mâle de la femme, non la définition mâle de l'humanité. Dans ce cas, la politique des femmes ne serait qu'une politique de groupe de pression, dont la demande principale serait « d'entrer » dans un monde encore défini d'une manière fragmentée, et conséquemment anti-humaine, par une seule moitié de la race humaine. Insister sur le caractère humain des soins, des préoccupations et des valeurs traditionnellement associés aux femmes, et même sur l'humanité des femmes, modifie les rapports de force hommes-femmes, et devient une revendication qui s'insère dans une lutte plus vaste visant à transformer les gens en individus et à modifier le concept même d'humanité. Les femmes auront alors la double tâche de développer les compétences nécessaires pour avoir accès aux domaines monopolisés par les hommes, et d'exiger cet accès. Cependant, parce que l'homme a été synonyme d'humanité dans une société dominée par l'homme et que les activités associées à la femme ont été dévalorisées et marginalisées, l'orientation essentielle de cette lutte politique sera de féminiser le monde, l'homme et le concept d'humanité. Un féminisme qui méconnaîtrait ou nierait la spécificité des femmes, et qui ne remettrait pas en question la dévalorisation de la reproduction, ne saurait atteindre ce but.

Le concept de « service » illustre bien la voie politique que les féministes doivent suivre pour déstructurer l'idéologie de l'hégémonie patriarcale. Les femmes ont toujours servi les autres et on leur a affirmé qu'elles trouveraient leur gloire, qu'elles se réaliseraient par le reniement d'elles-mêmes dans la servitude, ou en d'autres mots, qu'elles se trouveraient en se perdant. Les définitions réactionnaires de la femme accentuent cette abnégation, fondement d'une idéologie qui occulte la femme, supprime sa parole et l'enchaîne à un monde bâti par elle pour les autres. Il ne suffit pas de simplement rejeter la servitude dont nous avons dévoilé le contenu oppressif. Le service des femmes fut, non seulement la servitude forcée envers les maîtres, mais également le dévouement des unes pour



les autres, l'affection et le maternage. C'est ce service aussi, qui permet de bâtir et de maintenir les rapports et les engagements sociaux qui incarnent ce qui est humain dans notre société. Dans plusieurs cas, le service dépasse la subordination exigée des femmes et devient alors l'expression, librement choisie, de l'amour et du soutien qui n'est plus reniement de soi mais l'expression de l'être-femme dans le monde. En même temps que la servitude a facilité la continuation du système oppressif ainsi que le rôle des dominateurs, sous sa forme de service, elle a préservé une autre échelle de valeurs et d'autres façons de vivre, en partie subversives. Depuis que les femmes ont ajouté un travail rémunéré à celui – à temps plein, non rémunéré – de direction de la reproduction sociale et individuelle, la possibilité de l'extension du moi par des services mutuels et affectueux a été fort réduite. Il s'agit là d'une perte énorme relative à la qualité de nos vies de femmes ainsi que la qualité de la vie en général, car nous nous sommes exprimées par ce soutien réciproque et nous en avons bénéficié.

Il importe de ne pas exalter ou de ne pas mystifier les activités de la femme et les valeurs qu'elles représentent. Telles qu'elles sont maintenant structurées, elles font partie, sans aucun doute, de la texture même de notre oppression. En effet, on ne saurait dire du service unilatéral rendu à l'homme par la femme, dans une société où le partage inégal du pouvoir empêche la femme de s'exprimer autrement, qu'il s'agit d'une expression de soi librement choisie. Il s'agit bien plutôt d'exploitation, d'abnégation.

Au nom des femmes libres, nous devons faire valoir l'importance des préoccupations des femmes et nous battre pour qu'elles soient reconnues et qu'elles se retrouvent à tous les niveaux de la vie. Nous devons continuer à revendiquer notre droit de participer pleinement à la vie publique, mais simultanément nous tenterons d'en déstructurer la forme et la logique sous-jacentes. Transformer la production et la politique afin de répondre au besoin de reproduction de l'humain, en tant qu'être capable de s'accomplir, sera nécessairement le fondement de notre participation. Les femmes ne doivent pas cesser de s'intéresser aux autres ni à la reproduction, mais au contraire élargir cette préoccupation afin d'en faire le principe organisateur de toute la société.

Seuls un mouvement et une politique fondés sur cet objectif permettront d'exprimer pleinement les intérêts révolutionnaires de la femme. Grâce à cette perspective, nous pouvons contre-attaquer la droite qui s'en prend aux femmes au nom de la femme. Nous pouvons aussi exprimer la sororité politisée de la libération des femmes comme l'affirmation de notre tradition séculaire d'entraide.

Il nous faut combattre la nouvelle tendance des gouvernements, des media et des employeurs à ne pas tenir compte du travail nécessaire relatif à la vie domestique. Discuter de la nécessité pour la femme de faire de la politique, d'entrer dans le monde de la production et de participer à tous les aspects de la société, mais ne pas parler de l'organisation du travail domestique (mises à part

quelques allusions aux garderies et aux congés de maternité) ce n'est peut-être pas explicitement dénigrer ce travail, mais c'est implicitement accepter, à l'instar de la société, sa dévalorisation.

C'est justement contre cette dévalorisation et cette négation généralisée que les Yvettes ont réagi. Ce mépris du travail domestique traduit les intérêts des employeurs et des hommes en général, qui, respectivement, désirent profiter d'une main-d'œuvre à rabais ou d'un salaire supplémentaire sans alléger le fardeau des travaux ménagers. Malheureusement, plusieurs ont qualifié de féministe l'attaque implicite contre les ménagères et le manque de sympathie pour toutes les femmes (rémunérées ou non) relativement à leur tâche domestique. Vu notre propre confusion à ce sujet, nous nous défendons mal contre cette interprétation erronée et contre la crainte, souvent non formulée, des femmes qui soupçonnent les féministes d'avoir un esprit mâle dans un corps de femme, et partant, d'envisager la nouvelle femme et la nouvelle société à l'image de l'homme.

De plus, la confusion perpétuelle des media entre la libération collective des femmes et les femmes individuellement « libérées » aggrave la méfiance des femmes envers le féminisme. Le fait que les féministes s'engagent à libérer toutes les femmes et reconnaissent que nulle ne peut être libre sans que toutes le soient, est interprété à tort comme un désir de marquer des points. On en fait une « libération » sans les autres femmes et contre elles, une « libération » des anciennes valeurs telles que l'affection, le dévouement, le partage, la coopération et la solidarité. De telles « femmes libérées » sont si rares qu'elles pourraient presque être une image créée de toute pièce par la revue *Cosmopolitan* ; et pourtant, elles représentent l'image courante de la féministe. En fait, il s'agit de femmes isolées, victimes de leur croyance en la possibilité de réussir si elles se séparent des autres femmes, et qui entrent dans l'arène mâle selon les normes mâles. Elles croient pouvoir modifier l'enjeu sans en transformer totalement la nature compétitive anti-humaine, sans modifier l'inégalité du pouvoir entre les hommes et les femmes. Elles ne peuvent évidemment réussir, et elles souffrent à cause non seulement de leurs vaines tentatives, mais également du mépris des autres femmes. Néanmoins, leur abandon notoire des valeurs associées aux femmes est utilisé pour souligner leur manque de solidarité face aux autres femmes, et ceci peut être une menace réelle ; par exemple, quand elles se permettent de fréquenter les hommes mariés sans penser à leurs épouses. Jusqu'à maintenant la position autonome féministe a été occultée par cette double offensive mâle.

La position autonome des femmes ne peut ni méconnaître le travail reproducteur comme le font les libéraux, ni en glorifier l'association aux femmes comme le fait la droite, car toute augmentation significative de la participation et du pouvoir des femmes en politique nécessitera un changement concomitant de l'organisation de la vie domestique. Les travaux ménagers ne vont pas disparaître par magie. Même s'ils ne sont pas partagés également avec les hommes, la

présence des femmes dans la main-d'œuvre rémunérée signifiera un travail supplémentaire pour l'homme et la femme. Actuellement, le fardeau *n'est pas* partagé et la responsabilité du travail supplémentaire repose presque entièrement sur les épaules de la femme.

Nous avons, il est certain, réduit faiblement notre dépendance économique parce que nous allons, maintenant, recevoir un seul demi-salaire pour nos deux emplois. Mais il ne s'agit pas de libération et pour les femmes ce ne sera jamais la libération.

Si nous voulons que les femmes reconnaissent leurs intérêts dans les positions féministes, il nous faut attaquer le caractère *privé* du travail domestique, sa nature invisible et non-rémunérée. Il faut souligner que c'est en grande partie le lot des femmes. Cette attaque doit faire partie intégrante de notre lutte pour le pouvoir et la place dans le domaine public. Pour répandre les valeurs et les responsabilités reproductrices, nous devons demander des modifications importantes dans tous les domaines de la vie. Depuis que du féminisme émerge une perspective politique fondée sur la transformation simultanée de la vie privée et publique, nous pouvons, au-delà des divisions de classes et de nations, voir la naissance de rapports profonds entre les femmes qui expriment clairement la sororité féministe, non pas comme une menace pour les femmes, mais comme l'affirmation de l'ensemble des femmes. La relation des femmes au travail rémunéré varie énormément d'un pays à l'autre et même à l'intérieur d'une économie nationale. Cependant, au Canada et à travers le monde (à part quelques petits groupes de femmes), toutes les femmes ont la responsabilité du travail domestique. Nous oublions cela quand nous parlons des femmes comme s'il y avait deux groupes divisés, soit les femmes à la maison, soit les femmes au travail. Cette phraséologie récurrente mystifie de deux façons. Elle cache le fait que les travaux ménagers sont du travail, et le fait que « les femmes au travail » font aussi des travaux ménagers. Elle sous-tend et crée des divisions artificielles entre les femmes, car elle ne reconnaît pas le terrain commun sur lequel nous pouvons espérer établir une politique définie selon la spécificité des femmes.

Discuter seulement de la main-d'œuvre féminine rémunérée serait rendre plus opaques les barrières internationales entre les femmes, car il s'agit d'un aspect de la condition des femmes propre aux sociétés industrielles développées ; ce serait aussi exclure l'aspect propre aux femmes de toutes les sociétés : la responsabilité de la reproduction. Pourtant, ce dernier aspect occupe le premier plan, même pour les femmes de l'Amérique du Nord. Un récent sondage des Nations-Unies indique qu'à travers le monde, les femmes font 66 % à 75 % du travail mondial, gagnent 10 % du revenu et possèdent 1 % de la terre. Les femmes du Canada sont plus nombreuses à faire partie de la main-d'œuvre rémunérée que ne le sont leurs sœurs des pays moins développés ; elles gagnent près de 20 % (au lieu de 10 %) des revenus provenant d'emplois. Toutefois, cette proportion est encore trop petite pour pallier au manque de pouvoir économique des femmes. La part du travail des

femmes dans les pays où elles ont deux emplois, l'un rémunéré, l'autre pas, est aussi importante que l'était la part des grands-mères sur les fermes il y a bien des années, ou encore que la part des femmes dans les pays moins développés, où elles doivent pourvoir à la plus grande partie de la subsistance de la communauté. La seule façon de comprendre cette condition commune est de reconnaître le rôle clé joué par le travail domestique non-rémunéré dans la définition de la situation des femmes. Le slogan révolutionnaire chinois qui veut que « les femmes soutiennent la moitié du ciel » avait pour but de combattre la dévalorisation et l'invisibilité du travail des femmes et d'ébranler le mythe des femmes, parasites économiques. On voulait ainsi revendiquer pour les femmes leur place légitime de participantes à l'édification de la société. En fait, ce proverbe sous-estime considérablement la partie du ciel que les femmes tiennent réellement. Il perpétue aussi une construction mâle mystificatrice de la réalité puisqu'il met l'accent sur la responsabilité des femmes dans la reproduction.

Le refus de l'oppression et le nouvel espoir du féminisme, de formuler une parole autonome de femme afin de bâtir l'avenir de l'humanité, ne seront réalisés que par la participation d'un grand nombre de femmes. Il nous faut donc communiquer clairement notre engagement envers toutes les femmes et notre respect pour toutes les femmes et leur travail. Même si la parole authentique des femmes est profondément subversive face à l'ordre social actuel, nous pouvons espérer qu'au fur et à mesure que nous la formulerons et la communiquerons, de plus en plus de femmes la reconnaîtront comme la leur.

Si de nombreuses femmes s'opposent à nos idées, nous devons étudier sérieusement leurs peurs, leurs doutes et leurs critiques, même s'ils sont exprimés selon des définitions mâles. Nous devons avoir assez d'humilité et de respect pour écouter attentivement les femmes et pour enraciner notre politique dans la zone commune où présentement elles se tiennent, et où nous nous tenons.

## **Chapitre troisième**

### **Aux sources de la pratique politique des femmes : l'éducation et l'orientation des filles**

[Retour à la table des matières](#)

On entend souvent dire que les femmes manquent de formation : politique, professionnelle. Il ne faut pas en l'occurrence, prendre l'effet pour la cause. Aujourd'hui encore, la socialisation des filles passe par les rôles traditionnels. Nous avons voulu illustrer, à partir d'études de cas, les problèmes que pose le conditionnement des filles et des femmes, tant par l'éducation que par les médias.

Le texte de P. Fahmy-Pomerleau aborde les problèmes d'éducation par les aspirations « impossibles » des adolescentes ; tandis que celui de N. Fahmy-Eid définit certains modèles culturels diffusés par une certaine presse féminine au Québec entre 1820 et 1920.

## **Égalité et dépendance ou l'impossible aspiration des adolescentes**

**Pauline Fahmy-Pomerleau**

[Retour à la table des matières](#)

Aider des adolescentes à explorer leurs choix d'avenir, à former et à poursuivre des projets à cet égard, c'est là une tâche difficile et souvent frustrante

Dans la grande majorité des cas, la conseillère ou le conseiller a l'impression d'avancer sur des sables mouvants ou de courir après une ombre : au moment où l'on croit tenir du solide c'est soudain la mouvance, le flou qui apparaît. L'esquive semble souvent être la règle du jeu. Mais le problème est loin d'être le même pour les garçons et les filles, comme en témoigne cette question qui revient périodiquement dans les préoccupations des conseillers et des conseillères : « Comment conseiller les filles ? » À entendre par là : « Comment amener les filles à considérer sérieusement leur avenir professionnel ? » Ce sujet a été au centre d'une journée d'études qui lui fut consacrée par la SEROP\* il y a une dizaine d'années. C'est encore cette question qui a fait l'objet, cette année, d'une demande de session de perfectionnement, de la part d'un groupe de conseillères et de conseillers de la région 03 (Québec), et il n'est que de feuilleter les revues scientifiques nord-américaines consacrées au conseil psychologique et à l'orientation, pour s'assurer de la persistance du problème.

C'est cette question, à laquelle se heurtait notre pratique professionnelle, qui est à l'origine de la recherche que nous avons entreprise, il y a quelques années, sur les aspirations prédominantes (personnelles et sociales) et les aspirations professionnelles d'adolescentes québécoises. La pratique professionnelle nous avait en effet amenée à constater que la formation des conseillers ne préparait nullement à travailler avec des adolescentes ou, plutôt, qu'elle préparait à intervenir auprès des adolescentes *comme* si elles étaient des adolescents. Implicitement, il y était admis que le problème de leur orientation se posait de la même façon pour les garçons et les filles. Ce faisant, on occultait le fait suivant :

---

\* Société d'Études et de Recherche en Orientation Professionnelle.

dans notre société, le jeune garçon sait très tôt qu'il faudra travailler, pour vivre et pour avoir une forme ou une autre de reconnaissance sociale. Sa survie et son insertion sociale passent par son travail ; le consensus là-dessus est presque parfait. Et dans la mesure où le travail détermine un mode de vie (Holland, 1958 ; White, 1972), ses aspirations prédominantes seront forcément liées à ses aspirations professionnelles. Le message qui lui est présenté tout au long de sa socialisation est, à cet égard, suffisamment clair (Douvan et Adelson, 1966). Mais, si l'on considère la situation du côté des adolescentes, il en va tout autrement. Le paysage est flou et l'ambivalence semble même y tenir une place de choix. Tant qu'il s'agit du travail rémunéré avant le mariage, point de problème. Toutes les couches de la société semblent s'accorder sur la nécessité pour une jeune fille d'occuper un emploi ou du moins de s'y préparer (Rocher, 1964). Mais, s'agissant du travail de la femme mariée et surtout de la mère de famille, le consensus disparaît et laisse la place à deux modèles dont la co-existence soumet l'adolescente à des pressions contradictoires et inductrices d'irréalisme (Myrdal et Klein, 1962 ; Madison, 1969 ; Bardwick, 1971). D'une part, elle est poussée à se conformer au modèle traditionnel de la femme au foyer, d'autre part elle est poussée à assumer son autonomie par l'occupation d'un emploi rémunéré. Et ce n'est pas tout : à l'école même, l'ambivalence éclate dans l'éducation qu'on lui donne, dans ce qu'on lui permet ou interdit de faire, dans les activités qu'on lui propose ou qu'on s'abstient de lui proposer. Ceci sans parler des modèles propagés par les autres agents de socialisation (famille, mass-media, etc.). Un bel exemple de cette ambivalence est la présence même des services d'orientation offerts aux filles, lorsque les conseillers ou les conseillères qui y œuvrent trouvent « normal » que les adolescentes qui y recourent se proposent d'arrêter toute activité professionnelle dès leur mariage ou la naissance du premier enfant, ou encore lorsque cette question n'y est même jamais abordée (*L'orientation des filles en milieu scolaire*, 1977).

Confrontées à cette ambivalence, tiraillées entre les deux modèles de femme adulte qui leur sont proposés – l'ancien et le nouveau –, les adolescentes finissent encore le plus souvent par céder à l'attraction de la sécurité de l'ancien modèle et de la reconnaissance sociale qu'il procure, surtout, estiment-elles, auprès des garçons qui n'apprécient guère le nouveau modèle.

Aux yeux de ces adolescentes, aspirations prédominantes et aspirations professionnelles ne semblent pas liées, et quand elles le sont c'est dans le sens d'une relation « inversement proportionnelle », c'est-à-dire : moins de formation et d'ambitions professionnelles, pour assurer la réalisation de leurs aspirations personnelles et sociales, à travers leur mariage avec un garçon qui sera alors implicitement chargé de cette réalisation (Myrdal et Klein, 1968).

Pour être acceptées par leurs pairs du sexe opposé, il faut, pensent-elles, se conformer à l'image stéréotypée du rôle « féminin » traditionnel (Matthews et Tiedeman, 1964 ; Entwisle et Grenberger, 1970 ; Hawley, 1971 ; Matthews,

1975). Elles ont, en fait, appris très tôt à rester à la place qui leur est assignée et tout concourt à ce qu'elles ne l'oublient pas : parents, éducateurs, livres de lectures, et même les ouvrages destinés à leur information professionnelle (Belotti, 1973 ; Dunnigan, 1975 ; Weitzman, *et al.*, 1972 ; Bern & Bern, 1974 ; Birk, Tanney et Cooper, 1979). Il ne faut point s'étonner alors du fait, qu'à âge égal, elles soient moins capables que les garçons de prendre une décision valable concernant leur avenir professionnel (Madison, 1969 ; Katz, Korn et Levin, 1968 ; Katz, *et al.*, 1969 ; Bardwick, 1971 ; Harmon, 1970).

Est-ce à dire que l'on peut conclure à l'inexistence d'aspirations professionnelles chez les adolescentes ou à l'impossibilité de provoquer leur émergence ? Rien ne nous autorise à le faire, et la présence de plus en plus nombreuse de femmes mariées sur le marché du travail nous incite à penser que des aspirations à une vie professionnelle existent chez l'adolescente, mais qu'elles sont maintenues à l'état latent par des préoccupations impérieuses, nées de la résurgence des pulsions sexuelles à la puberté et soutenues par la prédominance du modèle traditionnel, qui les forcent à choisir entre le mariage et la vie professionnelle et les poussent à confondre l'identité sexuelle avec l'identification à un rôle social dit « féminin ».

Par conséquent, et tant que le modèle nouveau ne se sera pas imposé, il faudra partir d'une approche différente pour réussir un counseling d'orientation efficace auprès des adolescentes. C'est de cette nouvelle approche que nous avons tenté d'établir les fondements, grâce à notre recherche sur les aspirations des adolescentes \*. Notre démarche se résume ainsi : il est stérile de tenter de baser l'orientation des adolescentes sur leurs aspirations concernant leur position sociale ou sur leur désir de réalisation de soi ; la première motivation est en porte-à-faux, puisque la position sociale dépend essentiellement du mari, la deuxième est trop vague et demande à être éclaircie sous peine de s'adapter trop facilement au modèle traditionnel, qui veut qu'une femme se réalise uniquement dans ses rôles d'épouse et de mère. Nous avons donc cherché à savoir quelles sont les aspirations prédominantes des adolescentes face à leur avenir, et quelles sont leurs aspirations professionnelles, pour être en mesure de reconnaître les liaisons (harmonieuses ou conflictuelles) susceptibles d'exister entre ces deux types d'aspirations.

Nous avons tenté de reconnaître quelles représentations les adolescentes se font de leur rôle social d'adulte, de leur mode de vie adulte et quelle perception elles ont des modèles de rôle féminins dans leur société ainsi que les sources repérables de ces modèles.

---

\* La recherche complète devant faire l'objet d'une publication à venir.



Après une rapide description de notre échantillon et de la méthode utilisée, nous exposerons quelques résultats de notre recherche, concernant uniquement un certain nombre d'aspirations\*.

### **Échantillon et méthode**

Notre échantillon était composé d'adolescentes canadiennes-françaises, âgées de 15 à 18 ans, fréquentant les écoles secondaires de langue française, privées ou publiques, de la ville de Québec et appartenant à trois milieux différents, définis par la catégorie socio-professionnelle des parents. Ces catégories que nous avons établies en nous basant sur les travaux de Jocas et Rocher (1957) et de Blishen (1965) sont les suivantes :

Catégorie I :

les professionnels, gros propriétaires, administrateurs et directeurs ;

Catégorie II :

les semi-professionnels, petits administrateurs, employés de bureaux, vendeurs, travailleurs dans les services publics et propriétaires de petits commerces ;

Catégorie III :

les ouvriers spécialisés, semi-spécialisés ou non-spécialisés et les travailleurs dans les services personnels.

L'échantillonnage s'est effectué selon la forme dite « stratifiée au hasard avec fraction sondée variable non-proportionnelle ». Cette forme « non-proportionnelle » ne présente aucune difficulté pour l'interprétation des résultats lorsqu'on connaît les proportions exactes des différentes strates dans la population, ce qui était notre cas.

L'échantillon final se composait de 90 adolescentes réparties en trois groupes de 30, selon les catégories socio-professionnelles des parents décrites plus haut. En tout, 118 adolescentes ont été interviewées pour les fins de la recherche.

Les interviews ont toutes été réalisées au domicile des adolescentes à l'aide d'un guide d'interview à questions fermées et ouvertes et ont duré un minimum de trois heures chacune. Les adolescentes ignoraient la relation entre cette recherche et notre préoccupation d'orientation, et leur coopération a été en règle générale remarquable.

L'analyse du contenu des interviews a nécessité la mise au point de quatre codes d'analyse (un code des conditions de vie, un code des aspirations, un code des représentations et un code des modèles), en vue du traitement statistique des

---

\* La recherche complète devant faire l'objet d'une publication à venir.

données. Nous avons aussi procédé à un deuxième type d'analyse plus spécifiquement qualitatif se rapportant aux images, stéréotypes et rationalisations auxquels renvoyaient les motivations que s'attribuaient les adolescentes.

Le test de signification utilisé a été  $\chi^2$ , toutefois les résultats sont présentés en pourcentage pour une lecture plus facile.

## Quelques résultats

### 1- Les pratiques actuelles

#### a) *Les choix professionnels :*

La très grande majorité des adolescentes (94.5 %) ont déjà opté pour une formation professionnelle précise. Ceci revient à dire que dès le secondaire III, la quasi-totalité des étudiantes ont déjà choisi leur future profession. Cette constatation est d'autant plus grave que ces options entraînent des décisions relatives aux choix des cours pratiquement irréversibles.

Comme on pouvait s'y attendre, le niveau de formation pour lequel optent les adolescentes est en relation directe avec le niveau de la catégorie socio-professionnelle de leurs parents (relation significative à .01).

#### b) *Les loisirs « culturels » :*

Nous utilisons ici l'adjectif culturel dans son sens le plus restreint ; celui qui est couramment entendu dans l'expression : « être cultivé ». Il s'agit par conséquent de loisirs tels que : la lecture, l'écoute d'émissions d'information radiophoniques ou télédiffusées, l'assistance à des représentations théâtrales, à des concerts, la visite de musées, la pratique d'un art, etc. Environ 30 % des adolescentes ne participent à aucun loisir de ce type, la proportion la plus élevée d'abstention se situant dans la catégorie II.

#### c) *Les loisirs du type « activités ménagères » (cuisine, couture, tricot, etc.) :*

En dépit du fait que la quasi-totalité des adolescentes sont contraintes par leur programme scolaire à étudier les « arts ménagers », un peu plus de la moitié d'entre elles pratiquent ce genre d'activités en guise de loisirs. L'appartenance à un milieu social donné ne semble pas influencer la participation à ces activités.

#### d) *Les loisirs sociaux (soirées entre amies, discothèques, « parties », etc.) :*

Quel que soit leur milieu social d'appartenance, les adolescentes participent dans leur très grande majorité et dans des proportions presque égales, à une forme ou une autre de ces activités.

e) *Les loisirs sportifs :*

À l'exception d'un très faible pourcentage, toutes les adolescentes participent à une ou plusieurs activités sportives. Toutefois, le nombre d'activités sportives est en relation avec le milieu social d'appartenance.

f) *Journaux et magazines lus par les adolescentes :*

La presse « féminine » pour jeunes et adultes est citée par les adolescentes de tous les milieux sociaux, mais dans des proportions décroissantes à mesure que l'on descend dans les catégories socio-professionnelles, à l'exclusion toutefois de la presse du cœur qui n'est citée par aucune jeune fille de la catégorie I et des journaux consacrés aux vedettes et aux potins et scandales qui semblent jouir d'une faveur particulière auprès des sujets de la catégorie III.

g) *Temps consacré à la télévision et genre d'émissions suivies :*

Plus de la moitié des adolescentes regardent souvent (une moyenne d'une heure et demie au minimum par jour) la télévision. Cependant, c'est à l'« intérieur de la catégorie III que se retrouve la proportion la plus importante de spectatrices assidues. De plus, c'est dans la catégorie III que nous trouvons les taux d'écoute les plus faibles d'émissions d'information ou « culturelles ».

## 2- Les aspirations

a) *Les aspirations professionnelles :*

Interrogées, sur ce qu'elles désiraient le plus voir se réaliser pour elles dans les 15 prochaines années, la grande majorité des étudiantes (81,1 %) ont inclus spontanément dans leurs réponses le thème de la réussite dans leur profession.

Nous avons aussi voulu connaître quels seraient les choix professionnels des adolescentes si aucun obstacle ne s'opposait à leur désir. Les réponses obtenues différaient souvent des choix effectués et les raisons données pour expliquer ces différences n'ont jamais inclus l'incapacité intellectuelle. Les motifs invoqués généralement étaient du genre : « c'est trop long » ou « c'est trop cher », la première de ces raisons revenant le plus souvent. De plus, toutes celles qui ont voulu prendre au sérieux \* la question : « Qu'est-ce que tu ferais si tu étais sûre de

---

\* Toutes les adolescentes pensent qu'elles se marieront. En fait, le mariage va tellement de soi à leurs yeux que beaucoup d'entre elles souriaient avec incrédulité devant l'énoncé de l'éventualité contraire, considérée comme hautement improbable.

ne pas te marier ? » ont répondu en termes soit d'un changement dans le choix professionnel, soit d'un changement d'optique vis-à-vis de la signification de l'activité professionnelle.

*b) Le rôle-clé ou les aspirations concernant la carrière :*

En regroupant les réponses des adolescentes, nous avons pu les répartir en trois classes :

- 1) Celles qui aspirent à cesser définitivement toute activité professionnelle en se mariant ou dès la naissance du premier enfant (rôle traditionnel pur) ;
- 2) Celles qui aspirent à interrompre temporairement toute activité professionnelle pour la reprendre soit à plein temps soit à temps partiel après que tous leurs enfants auront atteint l'âge scolaire ou l'adolescence (rôle traditionnel nuancé) ;
- 3) Celles qui désireraient simplement réduire à temps partiel leur activité professionnelle après la naissance des enfants pour la reprendre à plein temps lorsque ceux-ci auront atteint l'âge scolaire ou l'adolescence. Nous avons inclus aussi dans ce groupe les adolescentes qui aspirent à travailler sans interruption uniquement à temps partiel et aussi celles qui désireraient continuer à travailler à plein temps, sans interruption, malgré le mariage ou la naissance des enfants (rôle moderne, ou rôle moderne nuancé).

L'examen du tableau I permet de constater que presque la moitié des adolescentes aspirent à un rôle clé « traditionnel pur » (45.6 % dans l'échantillon, et 49.1 % dans la population). Un peu plus d'un tiers aspirent à un rôle « traditionnel nuancé » et seulement 13.1 % d'entre elles aspirent à un rôle clé « moderne ou moderne-nuancé » (15.5 % dans la population).

**TABLEAU I**

**Rôle clé auquel aspirent les adolescentes**

<b>Catégorie socio-professionnelle des parents</b>	<b>Rôle traditionnel pur</b>	<b>Rôle traditionnel nuancé</b>	<b>Rôle moderne</b>
I	13,3 %	12,2 %	7,8 %
II	13,3 %	16,7 %	3,3 %
III	18,9 %	10,0 %	4,4 %
<b>TOTAL</b>	<b>45,6 %</b>	<b>38,9 %</b>	<b>15,5 %</b>

Le calcul du  $\chi^2$  démontre qu'il n'existe aucune relation significative entre le type d'aspiration au rôle social principal (ou rôle clé) et le milieu social d'appartenance des adolescentes.

Nous avons cherché à savoir, à l'aide des données relatives aux conditions de vie, si certains facteurs personnels ou familiaux étaient susceptibles d'avoir une relation avec cette catégorie d'aspiration.

Parmi les facteurs susceptibles d'influencer les aspirations prédominantes nous avons retenu : le niveau de scolarité actuel des adolescentes, le type de choix professionnel déjà effectué, les loisirs « culturels » des adolescentes, leurs loisirs de types « activités ménagères », le nombre d'enfants dans la famille, le sexe de la fratrie, la participation du père aux travaux ménagers, le niveau de scolarité de la mère, les loisirs « culturels » de la mère, les loisirs sociaux de la mère \*.

Nous en sommes arrivées à la constatation suivante : chez les adolescentes interviewées, le type d'aspiration au rôle clé semble relativement indépendant des divers facteurs personnels, familiaux et socio-économiques qui sont généralement tenus pour importants dans la détermination des aspirations.

Certains facteurs sont liés de façon significative aux variations des aspirations relatives au rôle clé, mais seulement à l'intérieur de l'une ou l'autre des catégories socio-professionnelles. C'est ainsi qu'à l'intérieur de la catégorie II, les aspirations relatives au rôle clé présentent une relation significative avec les loisirs culturels des adolescentes et avec le niveau de scolarité de la mère. Cette relation va dans le sens d'un degré moindre de conservatisme chez les adolescentes qui ont des loisirs culturels et chez celles dont les mères sont les plus instruites.

*c) Le niveau de vie :*

Non seulement les adolescentes ont des aspirations très précises concernant leur niveau de vie futur, mais ces aspirations revêtent l'allure de tranquilles certitudes. Les deux tiers environ d'entre elles (66,7 %) aspirent à un niveau de vie qu'elles qualifient de « moyen » et 32 % à un niveau de vie qualifié d'« aisé ». Une seule jeune fille s'est déclarée indifférente. Lorsque nous avons tenté, à l'aide de diverses questions se rapportant à la consommation et au cadre de vie, de classer les adolescentes selon le niveau de vie auquel elles aspirent réellement, les pourcentages obtenus se sont révélés fort différents, comme on peut le voir à la lecture du tableau II.

---

\* Il aurait été d'un grand intérêt d'étudier la relation entre certaines aspirations des adolescentes et le fait que la mère travaille ou non, mais le faible pourcentage dans notre échantillon de mères occupant un emploi rémunéré ne nous a pas permis de procéder à cette étude.

Si dans toutes les catégories socio-professionnelles il s'est trouvé des adolescentes qui estimaient qu'elles aspirent à un niveau de vie « moyen » alors qu'en fait ce niveau doit être défini comme « supérieur » ou « aisé », nous avons constaté que les plus fortes proportions d'erreur dans les estimations provenaient des catégories II et III. Ce qui frappe ici c'est le fait que cette erreur d'appréciation se retrouve chez des jeunes filles dont le niveau de vie actuel est souvent « moyen » et qu'elles devraient être, par conséquent, bien placées pour réaliser que tout ce à quoi elles aspirent, sur le plan de la consommation, n'est possible que dans le cadre d'un niveau de vie supérieur.

**TABLEAU II**

Catégorie socio-professionnelle des parents	Niveau de vie, objectivement défini, auquel aspirent les adolescentes		
	AISÉ	MOYEN	INDIFFÉRENT
I	32,2 %	1,1 %	—
II	25,6%	7,8 %	—
III	28,9%	3,3 %	1,1 %
<b>TOTAL</b>	<b>86,7 %</b>	<b>14,2%</b>	<b>1,1 %</b>

Une autre remarque s'impose : le niveau de vie auquel aspirent les adolescentes ne présente aucune relation significative avec leur milieu social d'appartenance ou leur groupe d'âge, pas plus d'ailleurs qu'avec les autres facteurs personnels et sociaux décrits plus haut.

Une telle constatation appelle une explication. Nous allons en risquer une à titre hypothétique : son niveau de vie future étant lié aux yeux de l'adolescente, non pas à sa propre activité professionnelle, mais à celle de son éventuel mari, tous les espoirs sont permis dans la mesure où elle a le moindre confiance en sa capacité de séduction ou en sa chance.

*d) Les loisirs sportifs :*

Quatre-vingt-neuf pour cent des adolescentes interviewées aspirent à exercer des activités sportives après leur mariage. Le calcul du  $\chi^2$  ne révèle aucune relation significative entre ce genre d'aspirations et leur milieu social d'appartenance. L'aspiration aux loisirs sportifs semble d'ailleurs tout aussi indépendante des autres variables retenues aux fins de la comparaison des résultats.

*e) Les loisirs sociaux :*

L'aspiration à la participation à ce type de loisirs (soirées, rencontres entre amis, fréquentation des « dancings », etc.) est mentionnée par 70.2 % des adolescentes. L'insistance y étant surtout mise sur le fait de « rencontrer beaucoup de gens » ou de « voir souvent les amis », il nous a été difficile de préciser le pourcentage exact de ces loisirs qui pouvaient être qualifiés de coûteux.

Là encore, si nous comparons les réponses des adolescentes des divers milieux sociaux, nous ne trouvons aucune relation significative entre le genre ou la fréquence des aspirations aux loisirs sociaux et les catégories sociales d'appartenance.

*f) Le statut social :*

Aux yeux des adolescentes, ce statut est lié à la profession du mari et 62,3 % d'entre elles expriment le désir d'épouser un jeune homme appartenant à la catégorie socio-professionnelle I. Beaucoup de ces adolescentes ont l'intention elles-mêmes de ne pousser leur propre formation professionnelle que jusqu'au niveau correspondant à la catégorie III. La répartition de cette aspiration entre les divers milieux sociaux est décrite dans le tableau III.

**TABLEAU III**

Catégorie socio-professionnelle des parents	Catégorie socio-professionnelle désirée pour le mari			
	I	II	III	INDIFFÉRENTE
I	28,9 %	2,3 %		2,2 %
II	15,6 %	4,4%	1,1 %	12,2%
III	17,8 %	4,4 %	—	11,1 %
<b>TOTAL</b>	<b>62,3 %</b>	<b>11,1 %</b>	<b>1,1 %</b>	<b>25,5%</b>

La relation entre ces deux séries de variables est significative à .05.

*g) Le mode de relation avec le mari :*

À la suite de la lecture de l'ensemble des interviews, nous avons établi les trois catégories d'analyse suivantes :

- 1) Relation axée sur le dialogue (aide mutuelle, insistance sur la nécessité de la communication, égalité, etc.) ;
- 2) Relation axée sur le « romantisme » (galanterie, prévenance, protection, etc.) ;

- 3) Relation axée sur l'autorité (mari fort, qui sache diriger la famille, montrer qu'il est le chef, etc.).

En fait, une seule adolescente de notre échantillon aspire à établir ce dernier type de relation avec son futur mari. La très grande majorité insiste longuement sur la nécessité du dialogue. À peine un peu plus du quart des adolescentes interviewées aspirent à un mode de communication avec le mari axé sur le romantisme.

Le seul facteur de comparaison qui offre une relation significative avec cette aspiration est le niveau de scolarité de la mère et ceci uniquement à l'intérieur de la catégorie socio-professionnelle II. En effet, les adolescentes de cette catégorie aspirent plus fréquemment à entretenir avec leur futur mari des relations basées sur le dialogue lorsque leur mère a fait des études secondaires plutôt que des études primaires uniquement.

*h) Le mode de relation avec les enfants :*

« Je ne veux pas qu'ils me considèrent comme leur mère, mais comme une amie », voici en quels termes beaucoup d'adolescentes décrivent le type de relation qu'elles aspirent à avoir avec leurs enfants. La très grande majorité d'entre elles (84,4 %) désirent que cette relation soit totalement démocratique et toutes, sans exception, même le faible pourcentage qui entend instaurer une relation basée sur un équilibre entre la camaraderie et l'autorité, insistent sur la nécessité du dialogue. Toutes aspirent à être les principales confidentes de leurs enfants.

Ce thème comme celui du dialogue avec le mari a provoqué une grande loquacité chez les adolescentes, y compris chez celles qui éprouvaient par ailleurs de la difficulté à s'exprimer.

*i) La hiérarchie du pouvoir à l'intérieur du couple :*

Les catégories relatives à ce thème étaient les suivantes :

- 1) Suprématie (ou pouvoir de décision) accordée au mari dans tous les domaines ou presque ;
- 2) Suprématie accordée à la femme dans tous les domaines ou presque ;
- 3) Suprématie divisée selon les domaines ou bien divisée selon certains domaines et accompagnée de collégialité dans d'autres ;
- 4) Collégialité sur tous les plans (refus de la suprématie).



Les résultats peuvent se lire comme suit :

**TABLEAU IV**

<b>Aspirations des adolescentes de l'échantillon concernant la division du pouvoir à l'intérieur du couple</b>				
Catégorie socio-professionnelle des parents	Suprématie du mari en tout ou presque	Suprématie de la femme en tout ou presque	Suprématie divisée selon certains domaines, accompagnée ou non de collégialité dans d'autres	Pas de suprématie, collégialité en tout
I	2,2 %	—	14,4 %	16,7 %
II	1,1 %	1,1 %	21,1 %	10 %
III	—	—	—	16,7 %
<b>TOTAL</b>	<b>3,3 %</b>	<b>1,1 %</b>	<b>52,2 %</b>	<b>43,4 %</b>

Ce qui attire notre attention avant tout dans ce tableau c'est le nombre relativement élevé d'adolescentes qui aspirent à une entière collégialité et, le fait que seule une infime proportion désire accorder le pouvoir de décision dans tous les domaines, ou presque, au mari. En tenant compte du grand nombre de sujets qui ont insisté sur la nécessité du dialogue avec le mari, nous voyons se projeter l'idéal d'un nouveau type de couple. Cette constatation est à rapprocher de celle déjà faite par Gagnon (1967) au sujet de l'aspiration à « un nouveau type de relation familiale » qui a commencé à faire son apparition dans certains milieux urbains.

Aucun des facteurs de comparaison retenus n'est lié de façon significative à cette aspiration.

*j) La condition féminine et les transformations sociales :*

Avant de terminer cette présentation partielle des résultats relatifs aux aspirations prédominantes, nous voudrions attirer l'attention sur *l'absence d'aspirations dans un domaine qui nous semble important : celui de la politique, des transformations sociales et de la condition de la femme dans notre société.* À aucun moment de l'interview, les adolescentes, sauf quelques rares exceptions, n'ont manifesté un intérêt quelconque pour la vie politique ou l'organisation sociale ou n'ont laissé deviner des aspirations liées à ces thèmes. De plus, interrogées sur les changements qu'elles aimeraient voir intervenir dans la condition féminine, 47,8 % d'entre elles ont répondu qu'elles n'en désiraient aucun. Un certain nombre de ces adolescentes ont même tenu à préciser qu'elles sont très hostiles à l'idée

d'accorder plus de droits aux femmes. Parmi les 52,3 % qui exprimaient le désir de voir les choses changer à cet égard, 7,8 % ont mentionné des transformations fort vagues du genre : « accepter plus souvent l'opinion de la femme », « reconnaître la valeur de la femme », 4,8 % ont mentionné une plus grande liberté. *Seulement 21,1 % des adolescentes ont exprimé le désir de voir s'abolir la discrimination qui s'exerce à l'égard des femmes sur le marché du travail.* On s'en étonne moins quand on réalise, ainsi que nous avons pu le faire en les questionnant sur leurs représentations de la réalité sociale et de son évolution, à quel point leur perception est erronée, limitée et à quel point l'information reçue sur ce sujet est pauvre quand elle n'est point inexistante.

Un mot finalement au sujet des variations des aspirations des adolescentes et aussi de leurs représentations et des modèles auxquels elles adhèrent. Nous avons pu constater, tout au long de notre recherche, que ces trois séries de variables semblaient indépendantes d'un grand nombre de facteurs sociaux et personnels, y compris la catégorie sociale d'appartenance, considérés généralement comme déterminants. Pour expliquer cette bizarrerie apparente, nous désirons avancer l'hypothèse suivante : en ce qui concerne les adolescentes, les facteurs sociaux que nous avons retenus dans notre plan d'analyse sont non-pertinents ou de peu d'intérêt, puisque l'élément sur-déterminant de leurs conditions de vie, celui qui atténue ou abolit l'influence de tous les autres, est leur condition féminine. En tant qu'elles participent à la condition féminine générale dans notre société, elles forment à certains égards un groupe aussi homogène que pourrait l'être une classe sociale. C'est ce qui expliquerait l'indépendance relative de leurs aspirations, de leurs représentations et des valeurs auxquelles elles adhèrent, à l'égard des autres déterminismes sociaux.

## Conclusion

Nous voulons, pour conclure, attirer l'attention sur les constatations suivantes :

- i) Les variables qui se sont avérées les plus susceptibles de faire varier les aspirations (et aussi les représentations et les valeurs) sont toutes liées d'une façon ou d'une autre à l'information. Ce sont en effet : les loisirs culturels des adolescentes, les loisirs culturels de leur mère ou le niveau de scolarité de leur mère.
- ii) Le peu d'information dont disposent la majorité des adolescentes, tant sur le monde du travail que sur la condition des femmes dans la société, ouvre la voie à un irréalisme évident.

Combinée à l'observation précédente, cette constatation nous pousse à affirmer que l'un des éléments primordiaux d'un programme d'orientation qui s'adresse aux filles doit être une information systématique, insistante et abondante sur la condition féminine. Cette information doit être intégrée à un

programme d'éducation psychologique destiné à aider les adolescentes à se débarrasser des stéréotypes et préjugés sexistes qu'elles entretiennent à leur propre égard, du fait du mode de socialisation des filles dans notre société.

- iii) La relation que l'on peut établir entre les aspirations prédominantes et les aspirations professionnelles des adolescentes paraît à première vue conflictuelle. En effet, d'une part toutes les adolescentes expriment des aspirations professionnelles et insistent sur l'importance que revêt à leurs yeux l'exercice d'une profession, et d'autre part l'essentiel de leurs aspirations prédominantes tourne autour du thème d'une vie familiale qui fait peu ou pas de place à l'activité professionnelle. Il demeure, toutefois, quelques points de contacts qui pourraient être utilisés par les conseillers pour résoudre cette contradiction. Ces points sont liés au type même de vie familiale auquel aspirent les adolescentes. Certes, la plupart affichent le désir de cesser de travailler pour de très longues périodes de temps, sinon définitivement, après leur mariage, mais d'autre part elles aspirent tout aussi fortement, à établir une relation égalitaire avec leur conjoint et à un dialogue constant avec lui et avec leurs enfants. Il ne doit pas être trop malaisé de les amener à réaliser que ce type de relation sera plutôt difficile à obtenir si elles dépendent totalement de leur conjoint sur le plan économique et si les expériences destinées à alimenter le dialogue avec le mari et les enfants se résument, de leur côté, à la routine du travail ménager.

Deux autres aspirations prédominantes des adolescentes peuvent les amener à envisager le travail dans une optique différente : ce sont les aspirations à un niveau de vie aisé et à une vie sociale très active. Là encore, il doit être possible de faire prendre conscience aux adolescentes du fait que la réalisation de ces deux types d'aspirations est fortement liée à leur participation au marché du travail.

Mais, pour que ces relations nouvelles puissent être établies entre les aspirations professionnelles et les relations prédominantes des adolescentes, une condition s'impose : il faut en parler avec elles et ne pas feindre d'ignorer que le mariage et la vie familiale sont au centre de leurs préoccupations et que le plus souvent les aspirations qui s'y rapportent leur semblent devoir s'accompagner du renoncement à leurs aspirations professionnelles.

### Bibliographie

- Blishen, Bernard R., « The Construction and Use of an Occupational Class Scale » in : Bernard R. Blishen et al. (eds.), *Canadian Society, Sociological Perspectives*, rev. ed., Toronto, MacMillan of Canada, 1965, p. 449-458.
- Douvan, Elizabeth et Adelson, Joseph, *The Adolescent Experience*. New York, Wiley and Sons, 1966.
- Gagnon, Nicole, *La famille ouvrière urbaine* (Québec), Département de Sociologie et d'Anthropologie, Université Laval, 1964.

- Gendre, F., « Les effets de l'information professionnelle sur les préférences professionnelles et situationnelles », *B.I.N.O.P.*, mai-juin 1968, 24, p. 147-170.
- Gurvitch, Georges, *La vocation actuelle de la sociologie*, 3<sup>e</sup> éd., rev. Paris, P.U.F., 1963.
- Holland, J. L., « A Personality Inventory Employing Occupational Titles », *Journal of Applied Psychology*, 1958, 42, p. 336-342.
- Jocas, Yves de et Rocher, Guy, « Inter-Generation Occupational Mobility in the Province of Quebec », *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, published quarterly by University of Toronto Press, Feb. 1957, XXIII, 1, p. 57-68.
- Lefebvre, Henri, *Critique de la vie quotidienne*. Paris, L'Arche, 1961.
- Mollo, S., Guyard, J. et Leclerc-Rodriquez, L., « La représentation de la condition du maître dans la société », *Enfance*, avril-septembre, 1966, 2-3, p. 3-64.
- Myrdal, Alva et Klein, V., *Women's Two Roles*. London, Routledge and Kegan, 2nd ed., 1968.
- L'Orientation des filles en milieu scolaire*. Québec, Conseil du Statut de la Femme, 1977.
- Rocher, Guy, « Les modèles et le statut de la femme canadienne-française », in : *Images de la femme dans la société*. Recherche internationale sous la direction de Paul-Henri Chombart de Lauwe, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1964.
- White, Robert W., *The Enterprise of Living, Growth and Organization in Personality*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1972.

## La presse féminine au Québec (1890-1920) : Une pratique culturelle et politique ambivalente

Nadia Fahmy-Eld

[Retour à la table des matières](#)

Au début des années 1890, on assistait au Québec à la naissance du *Coin du feu* (1893-1896), journal fondé par Joséphine Marchand-Dandurand, une femme qui appartenait à l'élite bourgeoise et intellectuelle de son époque. C'était le coup d'envoi au pays d'une certaine forme de journalisme, d'une presse qui s'adressera surtout à une clientèle féminine et sera rédigée, en tout ou en grande partie, par des femmes. On peut ranger dans cette catégorie des journaux tels que *le Journal de Françoise* (1902-1909), *le Foyer* (1903-1926), *Pour vous Mes Dames* (1913-1915) et *la Bonne Parole* (1913-1957)<sup>1</sup>.

C'était le début d'une certaine prise de parole par les femmes, qui ira en s'amplifiant par la suite à travers des journaux et des revues dont la durée d'existence ainsi que l'audience fut très inégale. Or cette parole des femmes intervenait à une période de leur histoire particulièrement significative. C'était à la fin d'un siècle au cours duquel les femmes prolétaires s'étaient retrouvées de plus en plus nombreuses à l'usine, alors que les bourgeoises, pour leur part, s'étaient vues de plus en plus confinées dans les limites étroites de la vie domestique. Cette vie pouvait se dérouler dans une cage dorée pour certaines, moins dorée pour d'autres. Dans tous les cas les cages avaient une caractéristique commune – elles étaient bien isolées du monde extérieur et constituaient une barrière étanche entre la vie privée (le « royaume » des femmes) et la vie publique (celui de leurs pères, frères ou maris).

Au même moment, au Québec, comme dans toutes les sociétés occidentales qui s'industrialisaient rapidement, la bourgeoisie mettait à la disposition des femmes –

---

<sup>1</sup> Nous n'avons pas retenu les revues et les journaux où ne figuraient pas des femmes rédactrices, même lorsque cette presse – telle *la Mère et l'Enfant* – s'adressait principalement aux femmes. Nous n'avons pas retenu non plus, dans les limites de cette étude, les journaux qui, tels *la Patrie*, *le Canada*, *la Presse* ou *le Devoir*, présentaient des rubriques féminines. Ces derniers constituent un champ d'analyse très fécond mais très vaste, que nous avons déjà entamé et dont nous espérons traiter lors d'une étude ultérieure.

de *ses* femmes plus précisément – des appareils ménagers dont la technologie de plus en plus perfectionnée diminuait l'investissement du temps nécessaire à l'accomplissement des tâches domestiques et permettait par conséquent aux femmes une plus grande disponibilité. Mais sur quoi cette dernière pouvait-elle déboucher ? Mise à part leur participation bénévole à des œuvres sociales, la présence des femmes était presque nulle à tous les autres niveaux de la vie publique. Dans le domaine de l'éducation supérieure, dans la vie professionnelle, mais surtout dans la vie politique les femmes étaient à la fois les grandes absentes et les grandes perdantes.

Cependant, l'idéologie dominante de leur époque interpelait les femmes à travers un discours qui tendait avant tout à justifier leur vécu et à en masquer les profondes contradictions. Or voilà que ces femmes, à leur tour, prenaient la parole sur la place publique – ou du moins certaines d'entre elles la prenaient-elle pour s'adresser aux autres. Il devient dès lors important d'examiner de près ce qu'elles avaient à dire. Seront-elles en mesure d'élaborer graduellement, à la lumière de l'analyse de leur oppression, un discours subversif qui déboucherait sur une remise en question profonde des rôles et des modèles qui leurs étaient jusqu'alors proposés ? Seront-elles au contraire incapables d'effectuer une telle démarche et d'élaborer des solutions foncièrement différentes de celles qui leur avaient été offertes jusque-là ? En interrogeant, sur une période de trente ans (1890-1920), ce que les femmes ont pensé et écrit au sujet de l'éducation, de la famille, du travail hors du foyer et de la politique, nous espérons trouver des éléments de réponse à ce type de question. Notre objectif premier a donc été de dégager, à travers les thèmes évoqués plus haut, les axes majeurs et les orientations globales de la pensée des femmes exprimée à travers la presse féminine. Peut-être serait-il plus exact de parler dans ce contexte de la pensée de *certaines femmes*, puisque celles qui écrivaient n'étaient pas nécessairement représentatives de l'ensemble des femmes. À ce niveau se pose, avec raison, le problème (fréquent) de la représentativité du locuteur – ici des rédactrices – par rapport au groupe au nom duquel il s'exprime tout en l'interpellant. Chose certaine, la presse féminine dont il sera question ici était rédigée par et pour des femmes d'une certaine classe, sociale : femmes de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie <sup>1</sup>. Si ces dernières ne représentaient donc pas les femmes dans leur ensemble, elles n'en demeuraient pas moins représentatives d'une partie d'entre elles. De plus, des journaux comme la *Bonne Parole* ou le *Journal de Françoise* recouraient parfois à la méthode des « concours », sorte d'enquêtes faisant appel à la participation d'un public plus large d'interlocutrices anonymes ou parfois à celui, plus restreint, d'un certain nombre de « personnalités », bien identifiées dont on sollicitait le témoignage sur un sujet précis. Ces deux formes – primaires à vrai dire – de sondage permettaient alors de

---

<sup>1</sup> Les rédactrices dont nous avons pu retracer l'identité à travers les pseudonymes utilisés, appartiennent pour la plupart à la petite bourgeoisie – dans la mesure toutefois où on accepte d'identifier l'appartenance sociale des femmes à partir de la classe d'appartenance de leurs pères ou de leurs maris.

saisir le pouls d'un public qui débordait ainsi le cercle plus restreint des rédactrices habituelles. Nous signalerons à part les résultats de ces sondages.

Tout en tenant compte du problème de la représentativité des locuteurs et des limites qu'il impose à nos propres conclusions, il n'en demeure pas moins intéressant de dégager dans ce discours de presse féminin les lignes de continuité et les points de rupture qu'il décèle par rapport aux quatre thèmes mentionnés plus haut, (éducation, famille, travail et politique)<sup>1</sup>. Continuité et rupture ont été identifiées comme telles à partir d'une ligne de partage schématique, nécessairement peu nuancée, mais qui demeure légitime. En nous référant en effet aux principales thèses véhiculées à travers des sources différentes par l'idéologie dominante au tournant du siècle –, thèses aujourd'hui relativement bien connues – on est à même d'identifier deux types de discours : le premier qui récuse le changement et prône la continuité, se situant ainsi dans une perspective conservatrice, le deuxième qui remet en question le statu quo en introduisant des idées et des propositions nouvelles. Il s'agit dans l'ensemble d'un discours qu'on pourrait qualifier de libéral ou de réformiste, avec parfois même quelques accents radicaux – peu fréquents il est vrai. En recourant à une telle démarcation, si schématique et sommaire fut-elle, nous avons pu dégager un profil d'ensemble qui nous permettra, pour chacun des thèmes analysés, de retracer en même temps que les idées-forces qui s'y rapportaient, L'orientation majeure imprimée à ces idées, inscrites désormais sous l'étiquette « conservatrice » ou bien « libérale » (deux étiquettes conventionnelles, et qui excluent toute une gamme nuancée le catégories intermédiaires, mais qui demeurent très utiles sur le plan opérationnel).

## La famille

### Les idées-forces libérales

#### 1.1 Leur contenu (résumé des principaux énoncés qui les expriment) :

La femme se doit d'être avant tout une bonne épouse et une bonne mère, mais elle se doit d'être présente également au monde extérieur et d'assumer un rôle actif sur le plan social. L'ensemble des problèmes économiques et sociaux qu'une société confronte n'ont-ils pas des répercussions sur sa famille ?

---

<sup>1</sup> Une première analyse des thèmes considérés nous a fait prendre conscience du fait que les variations du discours relatif à ces thèmes étaient beaucoup moins significatives sur le plan diachronique que nous ne l'avions supposé au départ. Ceci pouvant être dû au fait que l'existence de 3 des 5 journaux étudiés s'étalent sur une période de temps relativement courte (de 3 à 7 ans). En ce qui concerne *la Bonne Parole* dont la vie est beaucoup plus longue, nous avons noté par contre, à partir de la fin des années 1920, une évolution significative dans l'orientation de plusieurs thèmes.

Le bonheur du couple est plus assuré si la femme ne s'enferme pas dans un univers borné, mais cherche à perfectionner ses connaissances et continue à se cultiver. Une « bonne maîtresse de maison » peut consacrer quelques heures par jour aux choses de l'esprit sans négliger pour autant sa famille.

Le bonheur du foyer repose aussi sur l'homme : il doit non seulement être aimant, mais assumer lui aussi l'éducation des enfants.

La jeune fille ne doit pas passer sa jeunesse à attendre le mariage. Elle doit apprendre à s'épanouir en développant ses facultés propres. Quant au rôle d'épouse et de mère, c'est un métier qui s'apprend comme tout autre.

- 1.2 Le porte-parole le plus fréquent de ces idées : *le Journal de Françoise*.
- 1.3 Leur proportion numérique : soit le pourcentage des articles « libéraux » par rapport à l'ensemble des articles qui traitent de la famille : 24 %,

### **Les idées-forces conservatrices**

- 2.1 Leur contenu :

Les attributions naturelles de la femme sont telles que la famille constitue le seul milieu naturel où elle peut s'épanouir et donner sa pleine mesure.

La femme doit se préoccuper de rendre son foyer agréable et harmonieux en consacrant à cette tâche le plus gros de son énergie. Les femmes qui s'adonnent à des activités extérieures trop fréquentes risquent de détruire l'union au sein de leur famille.

Une mère appartient à ses enfants. Rien ne peut remplacer sa présence constante auprès d'eux.

La femme se doit de ne jamais essayer de se substituer à son mari ou de se montrer autoritaire. Elle doit chercher plutôt à étudier le caractère de son conjoint pour tâcher de s'y adapter.

C'est à la femme que revient le devoir de donner à sa famille l'exemple d'une conduite religieuse et morale exemplaire. Il y a là une responsabilité à la fois spirituelle et patriotique.

- 2.2 Leur porte-parole le plus fréquent : *le Journal de Françoise*.
- 2.3 Leur proportion numérique à travers L'ensemble des 5 journaux analysés : 76 %.



## Le travail hors du foyer

### Les idées-forces libérales

#### 1.1 Contenu :

Le travail de la femme est une réalité avec laquelle il faudra de plus en plus apprendre à vivre. Ce travail s'impose tantôt pour des raisons économiques (c'est-à-dire cherté de la vie), tantôt pour des raisons d'ordre familial (lorsque le père ou le mari ne sont plus là, les femmes ne veulent plus vivre aux crochets d'un parent masculin). Les femmes issues des classes populaires sont, quant à elles, depuis longtemps familières avec les exigences du travail hors du foyer.

Le travail évite aux jeunes filles une oisiveté nocive et les rend plus indépendantes économiquement et moralement.

La jeune fille qui travaille prend le temps qu'il faut pour choisir un mari et le fait d'être économiquement plus indépendante lui donne un statut plus égalitaire au sein de son ménage.

La femme qui travaille n'en demeure pas moins une bonne mère de famille. Elle cherchera tout naturellement à maintenir un équilibre entre les exigences de son travail et celles de son foyer.

Si le travail de la femme s'impose de plus en plus, il doit cependant s'effectuer dans des conditions équitables. La femme devrait accéder à certains postes qui lui étaient interdits jusque-là (on précise rarement lesquels) et surtout elle a le droit de bénéficier d'un salaire égal à l'homme quand elle accomplit le même travail.

Les associations ouvrières sont indispensables pour protéger les droits de la femme qui travaille et assurer son intégrité intellectuelle et morale autant que physique.

#### 1.2 Porte-parole le plus fréquent : *le Journal de Françoise* (suivi de près par *la Bonne Parole*)

#### 1.3 Proportion numérique des articles « libéraux » : 69 %

## **Les idées-forces conservatrices**

### 2.1 Contenu :

Le travail des femmes hors du foyer est une atteinte à l'intégrité de la famille et risque de ruiner l'harmonie au sein des ménages.

Si la femme est obligée de travailler – pour des raisons économiques –, elle ne devrait le faire qu'à temps partiel et ne pas perdre de vue que la maternité est sa mission première.

La jeune fille qui travaille doit considérer cette situation comme transitoire et éviter de consacrer ses énergies à acquérir une formation professionnelle ou faire carrière dans une profession.

Sauf de rares exceptions, le travail des jeunes filles n'est pas vraiment lucratif parce qu'elles ont tendance à dépenser leur revenu en futilités.

Le travail mène à l'émancipation des jeunes filles, ce qui revient à dire qu'il aboutit à leur perte morale.

Si le travail devient indispensable pour la femme, les secteurs d'activités recommandés, ou bien tolérés, sont les suivants : le bénévolat (en premier) ; le travail à domicile, l'aide à la production agricole (soin de la volaille, des ruches etc.) ; les travaux qui s'apparentent le plus à la vocation maternelle de la femme et à ses responsabilités domestiques, c'est-à-dire enseignante, infirmière, couturière ou dessinatrice de mode.

### 2.2 Porte-parole le plus fréquent : *la Bonne Parole*.

### 2.3 Proportion numérique : 31 %.

## **L'éducation**

### **Les idées-forces libérales**

#### 1.1 Contenu :

La femme a non seulement le droit, mais le devoir de s'instruire : devoir envers elle-même parce qu'elle développe ainsi tout son potentiel, devoir envers sa famille parce qu'une femme instruite élève mieux ses enfants, devoir envers sa patrie parce qu'une femme instruite contribue à la prospérité nationale.

L'évolution de la société va inéluctablement dans le sens d'une éducation plus poussée pour les filles : nécessité économique (conditions économiques fluctuantes) et changements sociaux (nécessité pour un plus grand nombre de femmes de pourvoir aux besoins de leur famille).

La jeune fille que son éducation a rendu autonome sur le plan matériel et moral sera une meilleure épouse.

L'éducation de la femme ne doit pas être trop inférieure à celle de son mari pour l'équilibre et la bonne entente au sein du ménage.

Il ne faut pas hésiter à donner aux filles, à côté d'une éducation pratique (surtout l'enseignement ménager) un bagage intellectuel solide, soit une instruction académique plus poussée.

Les programmes actuellement offerts aux filles manquent de cohérence et de cohésion et nuisent à la poursuite de leurs études.

#### *L'éducation supérieure :*

Les femmes y ont droit étant par nature aussi douées que les hommes.

Cette éducation en fera des citoyennes éclairées et des épouses et mères plus parfaites.

Dans tous les secteurs de l'enseignement supérieur, les filles doivent bénéficier des mêmes programmes que les garçons.

La société a besoin de veiller à la formation d'une élite féminine qui entraînera l'ensemble des femmes dans la voie du progrès.

Les Canadiennes françaises se doivent d'être sur le même pied que les Canadiennes anglaises qui, elles, ont accédé depuis longtemps déjà à l'éducation supérieure.

#### 1.2 Porte-parole le plus fréquent : *la Bonne Parole*.

#### 1.3 Proportion numérique :

1.3.1 Dans les journaux analysés : 60 %

1.3.2 À travers l'enquête sur « L'enseignement supérieur pour les jeunes filles » menée par le journal *la Bonne Parole* (juillet-août 1919) : 62 %.

## Les idées-forces conservatrices

### 2.1 Contenu :

Pour les filles c'est la science religieuse qui est la plus importante à apprendre et à assimiler. On doit la retrouver également au niveau de l'éducation supérieure.

L'éducation morale est plus importante pour les filles que l'instruction académique puisque c'est aux filles qu'incombera dans l'avenir l'éducation morale des enfants.

Il faut préparer très tôt la jeune fille à son futur rôle d'épouse et de mère. Il faut qu'elle s'habitue à ne jamais remettre en question les obligations morales et matérielles qui découlent de ce double rôle.

Il ne faut pas que l'éducation des filles en fasse des bas-bleus, insupportables pour leurs maris et dédaigneuses face aux tâches ménagères qu'elles doivent assumer. D'ailleurs, les filles qui poussent trop loin l'instruction pourraient avoir de la difficulté à trouver un mari.

Dans l'éducation des filles, les sciences ménagères doivent occuper la première place après la science religieuse. Il faut qu'on retrouve l'enseignement ménager à tous les niveaux d'éducation, y compris dans les programmes d'enseignement supérieur.

Les programmes scolaires doivent être différenciés pour les filles et les garçons puisque le rôle futur des deux dans la société est lui-même différent.

L'éducation supérieure offerte aux filles doit exclure les matières académiques se rapportant aux carrières qui leur sont fermées, c'est-à-dire le droit, la médecine, le génie, etc.

Même si elles se mettaient en tête d'apprendre les mêmes choses que les hommes, les femmes ne les apprendront jamais de la même manière. Il ne faut donc pas craindre pour leur féminité ni pour la concurrence possible qu'elles pourraient faire subir aux hommes.

On ne doit pas offrir aux filles une éducation qui risque d'en faire des déclassées, mais adapter leur niveau d'instruction à leur condition sociale.

### 2.2 Porte-parole le plus fréquent : *la Bonne Parole* (suivi de près par *le Journal de Française*).

### 2.3 Proportion numérique :

2.3.1 Dans les 5 journaux analysés : 40 %.

2.3.2 À travers l'enquête sur l'enseignement supérieur menée par *la Bonne Parole* (mentionnée au 1.3.2) : 38 %.

### **Quelques conclusions préliminaires**

- a. Le même journal, *la Bonne Parole*, est le porte-parole le plus fréquent à la fois des idées libérales et des idées conservatrices dans le domaine de l'éducation. Ce qui peut laisser supposer que le journal acceptait des options multiples, et parfois contradictoires, de ses différentes rédactrices (il en est de même d'ailleurs, comme on a pu le noter, pour *le Journal de Françoise*, en ce qui concerne le thème de la famille).
- b. Les idées libérales en matière d'éducation l'emportent sur les idées conservatrices dans une proportion plus grande aussi bien à travers l'ensemble des articles qui traitent de ce sujet qu'à travers l'enquête menée auprès du public des lectrices.

## **La politique**

### **Les idées-forces libérales**

#### 1. 1. Contenu :

Les femmes ont le droit et le devoir de participer à la vie politique. Il faut désormais éduquer les femmes dans ce sens.

Les femmes ont une action bénéfique sur l'orientation de la vie politique. La preuve en est, que certaines orientations positives de la législation sociale (hygiène, tempérance, protection des enfants au travail...), sont dues en grande partie à l'influence des femmes.

Les femmes doivent obtenir le droit de vote parce qu'elles sont capables de l'exercer judicieusement autant que le font les hommes.

Si les femmes ont les mêmes devoirs civiques que les hommes et doivent obéir aux mêmes lois, elles doivent alors, à travers le droit de vote, exercer un contrôle sur l'adoption de ces lois.

Les femmes devraient avoir la possibilité d'occuper toutes les charges publiques, y compris celles de maires et de ministres.

Les femmes doivent avoir une meilleure connaissance des lois qui les concernent (c'est-à-dire la législation relative au mariage, au statut de la femme mariée surtout).

1.2 Porte-parole le plus fréquent : *la Bonne Parole*

1.3 Proportion numérique :

1.3.1 Dans les 5 journaux analysés : 62 %

1.3.2 À travers l'enquête sur « Le suffrage féminin » menée par *le Journal de Françoise* (décembre 1908) : 26 %

### **Les idées-forces conservatrices**

2.1 Contenu :

Le champ d'action des femmes est la vie domestique et non la vie publique. Le droit de vote risque de provoquer les dissensions dans les ménages.

Les femmes n'ont rien à gagner à se mêler de politique : elles y perdraient leur dignité et n'expérimenteraient que des déboires. Elles n'ont pas besoin du droit de vote et sont satisfaites de la part de liberté qui leur revient à travers les lois existantes.

Le rôle politique et patriotique des femmes doit se limiter à participer bénévolement à des œuvres sociales.

On accepte d'accorder à la rigueur le droit de vote mais aux seules femmes célibataires.

2.2 Porte-parole le plus fréquent : le *Coin du Feu*.

2.3 Proportion numérique :

2.3.1 Dans les 5 journaux : 38 %.

2.3.2 À travers l'enquête sur le suffrage féminin (mentionnée au 1.3.2.) : 74 %

### **Quelques conclusions préliminaires**

A Les thèses libérales en matière du droit politique des femmes l'emportent sur les thèses conservatrices.

B. Comme au sujet de l'éducation, c'est encore *la Bonne Parole* qui mène de front dans ce domaine.

C. Comme en ce qui a trait au travail hors du foyer et à l'éducation, les idées progressistes relatives au suffrage féminin dominant dans l'ensemble des 5 journaux analysés. Les perspectives libérales en matière de politique sont

toutefois beaucoup plus rares (26 %) à travers l'enquête menée par *le Journal de Françoise* sur le même sujet. Il faut croire qu'en ce qui concernait leur droit politique, le public des lectrices ne suivant pas au même rythme que les rédactrices, ces dernières allant peut-être beaucoup plus vite que leur milieu <sup>1</sup>.

### TABLEAU D'ENSEMBLE

FAMILLE		TRAVAIL		ÉDUCATION				POLITIQUE							
%		%		Les 5 journaux		%		L'enquête		Les 5 journaux		%		L'enquête	
L	C	L	C	L	C	L	C	L	C	L	C	L	C	L	C
24 %	76 %	69 %	31 %	60 %	40 %	62 %	38 %	62 %	38 %	26 %	74 %				

L : Idées libérales

C : Idées conservatrices

La conscience qu'ont les femmes de leur oppression s'est accentuée depuis les deux dernières décennies. La mise en place de structures telles que le *National Council of Women of Canada* (1893) ou la Fédération nationale St-Jean-Baptiste (1907) en constituent des manifestations importantes. Mais, on a pu le voir, la presse féminine à son tour a assumé, dès le début du siècle, un rôle important à ce niveau. Cependant, face à l'ambiguïté et à l'ambivalence que présente alors la pratique politique des femmes au sein de cette presse, il y a une double tentation qui nous guette, je crois : 1) celle d'y déceler à tout prix les signes tangibles d'une prise de conscience quasi inéluctable de leur oppression, ou 2) celle de voir dans cette pratique la preuve de l'incapacité évidente des femmes de se dégager de l'image et des rôles que l'idéologie dominante a prévus pour elles, c'est-à-dire, au fond, contre elles.

Or quand on y regarde de plus près, comme nous venons de le faire dans cette étude, la réalité s'avère n'être pas aussi simple, ni surtout aussi tranchée. De fait, la parole des femmes est loin d'avoir été uniforme ou unidimensionnelle. Nous l'avons vu, dans certains domaines, tels l'éducation et le travail surtout, les thèses libérales l'emportent nettement alors que dans d'autres, tel celui de la famille, les idées-forces conservatrices dominent. En politique par ailleurs, les deux tendances l'emportent, chacune à tour de rôle, selon qu'il s'agit de l'opinion des rédactrices ou de celles des lectrices. Aussi dans le discours de presse féminin, parole

<sup>1</sup> Il est intéressant de noter qu'une enquête menée un an plus tard (1909) par *la Patrie* auprès de ses lecteurs donne des résultats qui vont dans le même sens, soit :  
15 % pour le suffrage féminin      62 % contre      23 % indécis.

conservatrice et parole libérale (voire même parfois subversive) se côtoient de près et parfois même s'entrecourent. Il était d'ailleurs difficile qu'il en fût autrement quand on pense au milieu socio-culturel où évoluaient les rédactrices autant que les lectrices, quand on pense au contrôle qu'exerçaient alors sur l'ensemble de la presse féminine les institutions sociales et les autorités religieuses de l'époque, quand on pense enfin et surtout au type d'éducation proposé aux femmes et à l'ensemble des valeurs et des modèles que leur inculquait leur univers éducatif.

Mais en plus de cet ensemble de facteurs socio-culturels, liés à la pratique des femmes, nous croyons qu'il est extrêmement fécond de recourir à une hypothèse explicative à caractère psycho-social, qui fait surtout appel à la notion d'aliénation. Ce concept clé, d'autres l'ont déjà analysé magistralement, et bien avant nous, pour tenter de comprendre la mentalité, le comportement et la réalité vécue du colonisé dans son rapport avec le colonisateur. D'Albert Memmi à Frantz Fanon, la notion d'aliénation a servi à expliquer les attitudes et le comportement type du colonisé, aussi bien que du colonisateur. Elle a en particulier permis de comprendre la vision dévalorisée qu'a de lui-même le colonisé, la valorisation excessive, et surtout intériorisée, de l'image et, de l'échelle de valeur du colonisateur ; en fait sa difficulté de se voir et surtout de s'estimer comme autre, dans sa spécificité et sa valeur propre. Or le portrait du colonisé qu'ont tracé ces auteurs nous rappelle étrangement celui des femmes, surtout – et c'est, là où réside la note d'espoir – avant le stade d'émergence d'une véritable prise de conscience collective de leur aliénation, puisque l'aliénation, c'est évident, diminue à mesure qu'augmente la conscience qu'en ont les individus et les groupes concernés.

Au terme de cette réflexion, une conviction se dessine : l'ambivalence de la pratique des femmes dans l'écriture de presse n'est pas propre à une quelconque « nature » des femmes, mais à leur situation historique particulière qui s'apparente de près à celle des peuples colonisés. Or, pour ces derniers, la lutte pour l'émancipation a emprunté plusieurs aspects, et leur revendication du droit à la parole en fut certainement un très important – bien qu'il se situa à un niveau d'efficacité moindre que celui de la lutte armée. Les femmes elles aussi, au début de ce siècle, ont décidé de parler sur la place publique et ont emprunté la voix de la presse pour affirmer leur droit de parole. Cette parole est demeurée longtemps marquée par l'ambiguïté.

Mais à force de parler, et de parler de plus en plus haut dans la presse comme ailleurs –, les femmes allaient réussir au moins à briser le mur du silence qui les encerclait jusque là. C'est seulement alors que leurs plaintes séculaires allaient commencer à céder la place à des formes de revendications à la fois plus précises et plus efficaces.



## **Chapitre quatrième**

### **Méthodes de recherche et modes d'action**

[Retour à la table des matières](#)

Recherche et action devraient idéalement concourir à l'avancement des femmes. Dans la réalité, leurs rapports font problème.

D. Lafontaine nous met en garde contre l'instrumentalisation que l'État veut faire de nos recherches. D. Smith définit quant à elle une autre manière de concevoir et de conceptualiser la science. Les auteurs insistent toutes deux sur l'importance du quotidien comme fondement d'une synthèse Recherche-Action.

## **La recherche scientifique, et la cause des femmes**

(Réflexions sociologiques sur la double dialectique changement/refus de changement, connaissance/méconnaissance et les ambiguïtés des pratiques scientifiques et politiques des Québécoises.)

**Danielle Lafontaine**  
**Juin mil neuf cent quatre-vingt...**

[Retour à la table des matières](#)

Le vote majoritaire en faveur du Non lors du récent référendum québécois sur l'avenir politique du Québec, et les manifestations des « Yvettes » qui l'ont précédé de peu, viennent bousculer nos activités courantes d'intellectuelles, d'artistes ou de communicatrices, nous obligeant à interroger les raisons d'être et l'impact de tels événements sur le développement futur de la collectivité à laquelle nous appartenons.

Une fois de plus, l'histoire réelle commande une réévaluation des positions, des analyses, du travail théorique et pratique. Les transformations sociales et culturelles de la société québécoise imposent que nous tentions de toute urgence de *donner un sens* à ce qui survient. La tâche appelle, il va sans dire, à une réévaluation simultanée des bagages théoriques et technique dont nous disposons pour comprendre la réalité et intervenir sur elle.

Que se passe-t-il au juste dans la société québécoise ? Quelle influence auront ces événements sur l'avenir des revendications des femmes ? Les rassemblements des « Yvettes » sont-ils purement anecdotiques et ponctuels, émanent-ils d'une simple stratégie électorale habilement menée ou traduisent-ils une modification autrement plus significative de la situation historique ? Pouvons-nous lire dans ces événements l'amorce d'un virage à droite et la montée d'un contre-mouvement conservateur devant mettre en échec l'ensemble des forces progressistes au Québec ? En admettant que cette hypothèse ait quelque fondement, il faudrait démontrer en quoi la nature des rapports sociaux et économiques prévalant au Québec, permet d'expliquer l'emprise soudaine d'un certain conservatisme social et politique, il faudrait expliquer en quoi la position spécifique des femmes, comme

groupe, au sein de ces structures, rend celles-ci spécialement vulnérables aux mouvances actuelles de l'histoire.

L'objectif principal de cette communication n'est pas de répondre à ces interrogations fondamentales, même si nous tenterons succinctement de le faire dans la dernière partie de ce texte. Le but principal de mon intervention est plutôt de clarifier le rapport entre *la recherche*, ou la connaissance que nous tentons toutes à divers titres de produire, et *l'action*, ou l'histoire à comprendre, à expliquer, à transformer.

Il y sera question de la crédibilité de nos recherches, mais également de leur validité interne, logique, conceptuelle et externe, sociale, historique en regard des besoins et des urgences du monde réel. Certains blocages, voire une véritable crise des savoirs disciplinaires, seront mis en évidence puis en parallèle avec des blocages sociaux et une crise du modèle de développement des sociétés industrielles avancées. Des concordances entre la stagnation de la pratique scientifique et la décomposition d'une culture et d'un système social fondés sur la domination seront identifiées, la nécessité de nouvelles pratiques scientifiques et de nouveaux rapports sociaux avancée comme solution impérative aux problèmes de notre temps.

Ces réflexions plutôt épistémologiques pourront apparaître quelque peu rébarbatives, voire trop abstraites ou éloignées d'une analyse plus directe de situations historiques chaudes comme celles mentionnées plus haut. Qu'on ne s'y trompe pas, leurs implications *théoriques et politiques* sont immenses.

Il y a un sens à s'interroger sur les conditions de production d'une recherche critique et engagée mais néanmoins rigoureuse et construite, et cela au moment même où les recherches « sur » les femmes se voient reconnaître une *certaine légitimité* sociale... au moment même où les revendications du Mouvement des femmes apparaissent quant à elles de plus en plus *suspectes et outrancières*.

Si, comme je le crois, la nouvelle « popularité » dont jouissent les recherches concernant la situation des femmes n'est pas sans rapport avec l'institutionnalisation croissante du Mouvement des femmes par l'État, et la démobilisation de plusieurs organisations de femmes qui a accompagné ce processus, cette descente *en amont* de nos recherches revêt une importance considérable. Je pense que pour comprendre la réalité historique, une chercheuse doit simultanément chercher à préciser le point de vue et la position à partir desquels elle tente cet effort de clarification. Sans cet effort épistémologique parfois proche de la poésie, tant la distanciation de la connaissance commune est grande, l'activité de connaissance aura du mal à échapper à « l'esprit du temps ». C'est-à-dire aux modes intellectuelles, aux engouements passagers, aux reconnaissances sociales hâtives, aux succès mondains.

Pour « voir », il est indispensable de mieux *se voir*, en refusant de se laisser enfermer dans une reconnaissance sociale aux effets sclérosants. Du reste, comme je le montrerai plus loin, cette reconnaissance demeure forcément ambiguë, se limitant à la valorisation d'un seul courant de recherche et cela, au détriment de plusieurs autres voies possibles, et moyennant l'exacerbation de clivages très profonds entre les orientations des chercheuses se voulant *engagées*, celles se voulant *rigoureuses* et celles, moins nombreuses, revendiquant l'importance première de la *théorisation*. Dans un avenir proche, les recherches *minimisant* l'engagement et la théorisation jugés trop « féministe » dans un cas, ou trop « abstraite » dans l'autre, bénéficieront d'une crédibilité élargie et cela au détriment des autres préoccupations de recherche. Or, ce n'est pas en isolant ces courants de recherche les uns des autres, que nous pourrons remédier aux manques de connaissance qui sont les nôtres. L'existence de profonds clivages entre plusieurs voies de recherche qui tendent encore à l'heure actuelle à s'exclure mutuellement, nous renvoie notre impuissance à comprendre et à orienter les transformations du monde réel.

Chercher à pallier aux désarticulations de nos perspectives de recherche en questionnant leur processus de production et en dénonçant même certaines de leurs insuffisances, c'est au contraire ouvrir la voie au renouvellement de la pratique scientifique qui doit accompagner celui, plus général, des rapports sociaux prévalant dans nos sociétés capitalistes avancées.

### **Désarticulation des perspectives de recherches : les orientations militante, technicienne et théoricienne.**

Quasi résolue dans la société (hum...) la question des femmes serait apparemment en voie de l'être par la Science puisque comme on le fait remarquer, les recherches sur la situation des femmes connaissent une expansion fulgurante !

Or, à y regarder de plus près, ces affirmations ronflantes sont fausses. Ni dans la vie, ni dans le savoir nous ne semblons nous diriger vers un progrès *significatif*. Dans un cas comme dans l'autre, on ne peut véritablement croire que le temps seul arrangera les choses. L'oppression sociale des femmes n'a pas objectivement cessé parce que leur cause est désormais un peu mieux « prise en charge » par les pouvoirs publics. Leurs revendications pourront être entendues, classifiées, dénombrées, analysées, elles ne seront pas nécessairement exaucées. Bref, la question des femmes, qui est en définitive celle de leur oppression spécifique, comme groupe, au sein des structures sociales actuelles est loin d'être résolue.

D'autre part la recherche pour les femmes piétine et ce, malgré un certain foisonnement, une certaine abondance à première vue encourageante. Certes, des recherches, il y en a. Toutefois leur rattachement à une tradition disciplinaire spécifique (histoire, sociologie, psychologie, linguistique, etc.), loin de favoriser

l'échange, rend les synthèses extrêmement ardues. Les voies de l'interdisciplinarité, rappelons-le, sont loin d'être faciles à tracer. Cet éclatement des connaissances lié au morcellement des champs de savoir n'est toutefois pas le seul problème auquel se heurtent les recherches pour les femmes. Il semble en effet qu'au-delà de leur perspective disciplinaire propre, les chercheuses en sciences sociales et humaines soient amenées à privilégier un type de préoccupations de recherches et cela, au détriment d'autres.

Il y a d'abord la chercheuse « militante », celle pour qui la dimension *engagement* dans la recherche prend la plus grande importance. Celle-ci s'attache fort utilement à questionner la pertinence sociale de nos recherches et leur utilité pratique pour le mouvement des Femmes et l'ensemble des femmes. Souvent très critique face aux institutions, la chercheuse militante refusera souvent de reconnaître une autonomie à la science et à la connaissance par rapport aux structures sociales qui en déterminent la production. Un certain anti-intellectualisme peut, par ailleurs, être présent dans une démarche qui se veut principalement au service des mouvements qui luttent en faveur de transformations sociales importantes. Le cadre théorique des recherches entreprises est ici généralement succinct, le recours aux techniques fournies par la discipline d'appartenance (ex. : techniques qualitatives, quantitatives ou expérimentales liées à l'opérationnalisation et à la validation à hypothèses de recherches fournies par le cadre théorique) la plupart du temps absent.

Un deuxième type de chercheuse peut selon moi être identifié. Il s'agit de l'intellectuelle à orientation disciplinaire et technicienne. S'appuyant sur des procédures de recherches acceptées et valorisées dans son champ disciplinaire, celle-ci s'attachera souvent à inventorier patiemment des attitudes ou des pratiques, sans nécessairement parvenir à dépasser la description du matériel recueilli. Les études ponctuelles et les études de cas fourniront souvent une information riche, mais dont l'analyse posera problème. La chercheuse technicienne se méfiera souvent de la chercheuse engagée et de la contamination possible de la science par l'idéologie. Généralement sceptique face à la théorie, elle valorisera le savoir-faire, la rigueur et l'approche de type empiriste et descriptive, ne ménageant aucun effort pour accumuler un matériel parfois difficile à faire sortir de l'ombre.

Une troisième orientation me semble présente, celle de l'intellectuelle théoricienne, minoritaire, il va sans dire, les femmes n'ayant pas été beaucoup associées à la production des cadres intellectuels et des systèmes de pensée.

Les femmes qui se définissent comme théoriciennes s'orientent souvent vers des préoccupations de recherche qu'elles voudront « asexuées ». Celles-ci mépriseront souvent les chercheuses engagées et valoriseront la connaissance « **au-dessus** des partis », une science sans sexe. Elles considéreront aussi de haut

les intellectuelles techniciennes, les jugeant trop préoccupées par « les faits » et la rentabilité immédiate des recherches produites.

D'autres orientations existent, et plusieurs orientations peuvent être présentes chez une même chercheuse, mais je crois que les trois voies, militantes, techniciennes et théoriciennes sont de loin les plus marquées en ce moment. Le problème c'est qu'elles divisent les chercheuses et nuisent à l'élaboration d'une recherche engagée et critique, théorique et construite, technique et rigoureuse, dont le besoin est urgent.

Il faudrait, je crois, retrouver dans le développement particulier de chaque discipline, l'origine de ces orientations et les raisons historiques qui les font apparaître mutuellement exclusives. Ce n'est pas mon propos ici de retracer cette évolution. Néanmoins, il faut s'interroger sur ces clivages improductifs entre celles qui veulent intervenir, celles qui veulent connaître et celles qui valorisent un savoir-faire, une rigueur méthodologique.

Il est évident que la séparation des voies militantes, théoriques et techniques conduit à des impasses. La voie militante, lorsqu'elle ne s'appuie pas sur la théorie et des techniques rigoureuses, conduit souvent à des dénonciations en bloc indifférentes aux réalités, de même qu'à un certain aventurisme politique. On ne sait plus très bien alors ce que l'on a à mettre au service des femmes au-delà de sa « volonté » personnelle d'engagement. À moins que faute de travail véritable, on se rabatte sur la doctrine toute faite d'avance et qu'il ne s'agirait plus que d'inculquer d'en haut.

La voie technicienne coupée de la critique des institutions et indifférente aux nécessités d'une théorisation préalable de l'objet d'étude conduit souvent au réformisme aveugle d'où n'est jamais absent une certaine volonté de « venir en aide » aux femmes en les réinsérant dans les structures sociales. Les recherches ponctuelles produites par ces chercheuses seront souvent utilisées par le gouvernement ou l'industrie pour mieux évaluer leurs stratégies face aux femmes. Le caractère trop exclusivement descriptif du matériel leur rend la tâche facile. Ici nul « engagement intempestif », nulles balivernes théoriques ne viennent « alourdir », « contaminer », « biaiser » une recherche au-dessus de tout soupçon. Cette recherche sera celle que l'on voudra voir « créditer » aux femmes. Ah ! si seulement, toutes, nous suivions cette voie...

Le principal danger qui menace la recherche théorique est celui du dogmatisme. En valorisant la connaissance, la chercheuse peut facilement tomber dans le piège de la théorie pour la théorie, négligeant d'autant la vérification des grilles théoriques ainsi produites et la confrontation nécessaire de celles-ci avec le réel. La recherche d'une profondeur théorique ne doit pas s'autonomiser et devenir une fin en soi. Par ailleurs la croyance en une science au-dessus des partis, au-dessus du social, présente ici des dangers spécifiques. L'intellectuelle théoricienne

confond souvent la *dimension engagement*, ou la dimension critique intrinsèque à l'activité scientifique qu'exige toute rupture d'avec le sens commun, et l'idéologie. Sa méfiance de l'idéologie l'amène à confondre celle-ci avec la dimension à proprement parler *épistémologique* fondamentale à toute production de connaissance. Les options théoriques bâties autour de tels postulats pourront s'orienter alors vers une conception idéaliste du social et des individus.

La pratique scientifique en tant que rupture d'avec la réalité sensible et la connaissance commune, implique une distanciation par rapport aux catégories de la pratique vécue. Ce refus des apparences est en lui-même un engagement logé dans le cœur même de l'activité scientifique.

La connaissance n'est dans ce sens jamais détachable de l'expérience sociale. Elle n'est pas pour autant « contaminée » d'idéologies. Dans les sciences sociales, pour créer nos objets de recherche, nous avons besoin de rompre avec les apparences, les idéologies et des discours qui *masquent la domination, les inégalités, le pouvoir*, les rapports sociaux cachés. C'est dire que notre activité de connaissance apparaîtra toujours suspecte, à ceux que nos interrogations sur l'ordre des choses dérangeront.

Je ne dis pas qu'il faille subordonner nos recherches à l'engagement politique, mais qu'au cœur de celles-ci un type d'engagement est présent sous la forme d'interrogations épistémologiques sur la nature du réel et l'activité de connaissances qui s'élabore par rapport à lui. *Dans cette perspective, l'engagement ne compromet pas la recherche, il en constitue le moteur.*

C'est pourquoi je dis que le Mouvement des femmes, en brisant le consensus social apparent, « travaille » nos recherches dans leurs postulats épistémologiques les plus profonds. Il force les chercheuses à s'interroger sur lui et sur ses raisons d'être. Il appelle à une critique des apparences.

C'est le Mouvement des femmes qui a rendu possible l'émergence d'une recherche, pour et par les femmes authentique. Par ailleurs, le morcellement des orientations de recherches rend l'unification d'un savoir engagé construit et rigoureux extrêmement difficile.

On peut même dire que ce-morcellement est « encouragé » par des *establishments* scientifiques et des pouvoirs politiques prêts à reconnaître et valoriser *un type de recherche* surtout : la recherche étroitement disciplinaire, unidisciplinaire, descriptive et technique sinon carrément thérapeutique. Cela évidemment en affichant le plus grand mépris pour les recherches à dominante critique ou même théorique, taxées d'être, ou trop « féministes », le mot devenant dans ce cas l'équivalent « d'idéologique », ou trop « abstraites », depuis quand s'autorisent-elles à manier la pensée formelle ?

Aussi faut-il se méfier de la nouvelle connaissance de légitimité que l'on nous offre, que l'on n'offrira bientôt qu'à certaines d'entre nous.

Par ailleurs, la place que l'on consent à faire à la recherche « sur » les femmes n'est pas immense. Il ne faudrait pas se leurrer sur l'étendue de la nouvelle crédibilité dont elle jouit. La recherche sur et pour les femmes, tout comme c'est du reste le cas pour le Mouvement des femmes, n'est tolérée qu'encadrée et tronquée de la dynamique qui pourrait être sienne. Autant le Mouvement des femmes doit, pour être légitime, renoncer à questionner à fond les rapports sociaux prévalant dans les sociétés industrielles avancées, autant la recherche doit, quant à elle, demeurer surtout descriptive et empirique, le lourd appareillage technique constituant un atout supplémentaire dans la course à la crédibilité.

On nous invite ainsi à demeurer centrées sur un « thème » : « la femme », un sous-champ « étude de la femme », un particularisme en somme, dont il faut bien rendre compte, mais pas davantage. La perspective thérapeutique, je le souligne à nouveau, est de loin la mieux vue : études centrées sur les « problèmes » des femmes, les difficultés dans les relations parents-enfants, les conflits conjugaux, etc.

Il ne s'agit pas d'inventorier ici tous ces domaines quasi réservés aux chercheuses, mais de constater l'ambiguïté du sous-champ que l'on voudrait bien nous voir investir avec ferveur.

Toute la question est de savoir si la légitimité que l'on nous offre est bien celle que nous devrions rechercher, celle que nous avons avantage à rechercher.

Cette reconnaissance, je le répète, exacerbe les clivages entre les chercheuses qui valorisent l'engagement, celles qui valorisent la connaissance théorique et celles qui valorisent la rigueur et la méthodologie.

Cette situation est tout à fait semblable à celle qu'a connue le Mouvement des femmes il y a quelques années. La reconnaissance d'une partie des organisations du mouvement s'est accompagnée d'une marginalisation et d'une évacuation des autres tendances, les plus combatives il va sans dire, lesquelles sont vite apparues « utopistes » ou « pathologiquement révoltées ». Caricatures. Dans le processus de la reconnaissance sociale que l'on nomme institutionnalisation, certaines tendances gagnent en légitimité ce que d'autres perdent en crédibilité. Ces concordances entre le Mouvement des femmes et la recherche pour les femmes, lorsqu'elles sont analysées de près, demeurent lourdes d'enseignement.

Il faut à tout prix mettre de l'avant une recherche engagée et critique, théorique et construite, rigoureuse et technique. Il faut à tout prix refuser cette désarticulation des orientations de recherches qui menace la production d'un savoir intégré dont nous avons le plus urgent besoin.



Pertinence sociale, utilité auprès des opprimés mais également validité logique, conceptuelle, méthodologique, ne doivent pas être sacrifiées les unes aux autres, et cela en dépit des pressions en faveur d'une pareille dissociation et des stratégies destinées à exacerber les clivages présents, il ne faut pas se le cacher, entre les chercheuses. Il faut refuser la banalisation et l'enfermement de nos préoccupations dans un ghetto. Il faut refuser ce statut « d'experte » dans ce sous-champ « de la femme », cette crédibilité à double tranchant qui nous détournerait de nos tâches importantes.

Il faut au contraire émerger, imaginer, travailler, produire. Déprofessionnaliser. Abolir la notion d'« experte » et revenir à une conception plus modeste du *travail* intellectuel comme un *procès de production* parmi d'autres.

Au moment où l'on nous offre une reconnaissance sociale axée sur la notion d'« experte », il nous faut au contraire interroger les moyens et les connaissances dont nous disposons pour expliquer les transformations du monde qui nous entoure.

Que savons-nous au juste ? Force nous est de reconnaître la minceur des héritages disciplinaires dont il nous faudra néanmoins partir pour produire des connaissances.

Comment ignorer que la plupart des disciplines que l'on regroupe sous le nom de sciences sociales ou sciences humaines sont actuellement en crise ? La notion de crise, aussi ambiguë soit-elle, témoigne néanmoins de l'incapacité de ces sciences à expliquer les transformations récentes et passées du monde occidental. J'ai montré ailleurs comment la sociologie, entre autres, était encore minée par le positivisme et traversée par des postulats épistémologiques parfaitement idéalistes. Sans aller plus loin dans cette direction, je dirai que les savoirs, dont nous disposons portent le *sceau de nos orientations sociales et sexuelles passées*.

Ces savoirs sexués, produits des rapports sociaux antérieurs, sont néanmoins intranscendentalisables, c'est-à-dire qu'on ne pourrait les liquider et choisir de partir ailleurs. Cet « ailleurs », à moins de recourir à des principes non sociaux d'explication, cet ailleurs parfaitement pur n'existe pas.

Les savoirs dont nous disposons furent produits dans des conditions sociales et historiques données et cela par des agents masculins pour la plupart. Ces producteurs de connaissances furent liés aux élites dirigeantes passées qui contrôlaient la créativité, élites masculines il va sans dire.

En contestant ces produits des sciences passées, c'est moins une bataille pour les féminiser que nous livrons, qu'une lutte pour abolir ce *monopole parfaitement indu de la créativité*.

## **Luttes pour la connaissance et connaissance des luttes**

Les sociétés industrielles avancées sont en décomposition. Et ce n'est pas « la Science » qui va les sauver. Les problèmes économiques et sociaux éclatent de partout, en une véritable crise du modèle général de développement qui assurait jusqu'ici leur « croissance ». La croissance des uns aux dépens des autres, reconnaissent aujourd'hui plusieurs analystes, la croissance des centres aux dépens de périphéries, la croissance des sociétés centrales aux dépens des sociétés dépendantes, la croissance des hommes aux dépens des femmes...

Les utopies modernistes et les mythes d'une rationalité supérieure dirigeant le progrès social ne sont plus soutenables. L'alternative, si alternative il y a, reposera sur les initiatives des groupes capables d'assumer la transformation en profondeur des modèles culturels, politiques et économiques prévalant actuellement dans nos sociétés. Il n'y a pas d'autre voie que celle-là... ou du moins d'autre voie qui ne nous conduise pas à l'hécatombe.

Les problèmes sont trop profonds pour ne nécessiter que des solutions étriquées.

Le travail des chercheuses doit contribuer à éclairer les processus en cours. Il faut s'appropriier la connaissance, non pour mystifier grâce à elle ceux que la société isole encore de la créativité, mais au contraire pour faire surgir ce que la société dissimule : les inégalités, le pouvoir, la domination, l'exclusion. En critiquant les apparences et en reconstruisant par la recherche les systèmes complexes et les causalités qui structurent le réel, la chercheuse participe au mouvement visant à transformer les structures et les rapports sociaux. En donnant la parole aux dominées, aux exclues du pouvoir, la chercheuse permet à ces voix de se faire entendre. En lui-même son travail intellectuel ne change pas le monde, mais il permet à ceux qui participent à son renouvellement de sortir de l'ombre.

Les chercheuses engagées et critiques, théoriques et rigoureuses, auront du mal à résister aux critiques ou aux jeux de séduction dont elles seront l'objet. Leurs recherches vont déranger les pouvoirs constitués qui n'aiment jamais apparaître tels quels. On leur reprochera de créer de toutes pièces les phénomènes qu'elles mettront en lumière. On tentera de les faire taire ou de se les approprier en les liant par exemple à la machine gouvernementale, ou à celle d'un parti. La chercheuse doit tenter de préserver sa liberté de travail. C'est à ce prix que l'on conserve une capacité d'action suffisante pour développer des connaissances utiles.

Je ne prône pas ici l'envahissement de la connaissance par la politique, je dis au contraire que la connaissance, dans sa dimension critique, se rapproche de

certaines composantes présentes dans l'action politique. Je ne crois pas que les intellectuelles doivent se confondre avec les militantes en devenant leurs idéologues. Il me semble au contraire que leur collaboration ne pourra devenir efficace que dans la mesure où les chercheuses assumeront *leur différence*. Il ne s'agit plus de regarder le monde à distance, depuis le champ douillet de la culture savante, il faut au contraire participer à sa reconstruction et à celle concomitante de nos systèmes d'analyse.

### **La recherche pour les femmes et le Mouvement des femmes**

La recherche pour les femmes et le mouvement de revendication mené par les femmes dans les pays capitalistes avancés sont intimement liés. L'un appelle l'autre, les déboires de l'un affectent l'autre, l'institutionnalisation de l'un est susceptible d'entraîner des répercussions sur l'autre.

Lorsque la recherche est suffisamment critique et rigoureuse, on peut dire que tous les deux participent d'un même effort pour renouveler la culture, la politique et les rapports sociaux.

C'est dire la proximité de ce qu'on appelle parfois la « cause des femmes » avec les enjeux fondamentaux de notre époque.

Pourtant, certains événements récents parmi lesquels on pourrait mentionner les manifestations des « Yvettes », l'échec référendaire et la disparition de plusieurs groupements de femmes, nous conduisent à interroger la viabilité de toute tentative pour transformer la culture et la société.

On peut se demander dans quelle mesure cette nouvelle combativité des femmes québécoises est appelée à se développer davantage, et si nous n'assistons pas déjà à une certaine érosion de la capacité contestataire des femmes, de même qu'à l'épuisement de la dynamique sous-tendant le Mouvement des femmes depuis les dix dernières années.

Le cas québécois est complexe. Le Québec, comme la plupart des sociétés industrielles avancées avec lesquelles il partageait jusqu'à tout récemment une part des « fruits de la croissance », traverse aujourd'hui une crise de développement extrêmement profonde.

Doublement dépendant des États-Unis et du Canada, qui limitèrent sa capacité politique d'agir sur lui-même, et dirigèrent de l'extérieur son industrialisation, il n'en partage pas moins avec ces derniers un modèle de croissance et des orientations culturelles extrêmement problématiques à l'heure actuelle. S'il veut survivre, le Québec doit progressivement inventer ses solutions. Il doit mettre de l'avant un modèle de développement davantage auto-centré, et s'orienter vers des

transformations significatives des valeurs et des rapports sociaux qui ont prévalu jusqu'ici.

*Or, les structures mêmes de la dépendance rendent extrêmement difficile l'élaboration des solutions profondes* dont le Québec a besoin pour résoudre les blocages que son type de développement a fait surgir.

Dans un contexte de guerre froide entre les États-Unis et le bloc soviétique, la montée d'un conservatisme politique inquiète. La « voie québécoise » vers un autre développement apparaît de plus en plus difficile à trouver. Certains exhortent le quasi-état québécois à rompre avec les circuits de la dépendance économique, d'autres, dont le gouvernement péquiste, soutiennent qu'il est possible de transformer profondément le Québec sans pour autant compromettre ses relations avec les États-Unis ; on tenterait ici d'aménager une « nouvelle croissance » compatible avec le marché mondial. D'autres enfin, s'acharnent à discréditer toute volonté de changement, se hâtant de l'assimiler à du « gauchisme » quand ce n'est pas au « communisme »...

Alors que tout indique la nécessité d'un changement d'orientations politiques, économiques et culturelles, la direction de ce changement oscille, on le voit, entre plusieurs logiques contradictoires. Sans parler des conduites de résistance à tout changement, lesquelles nous rappellent que si « le nouveau a du mal à naître », l'ancien, lui, « se refuse toujours à disparaître » (l'expression est de B. Brecht, je crois).

L'existence de ces tendances divergentes donne lieu, chez les intellectuels comme dans la population en général à des comportements tantôt orientés dans un sens, tantôt dans un autre, voire parfois *aberrants* ou écartelés entre plusieurs logiques. Ces hésitations ou ces ambivalences, comme on voudra, traduisent une situation historique complexe, où les effets structuraux de la dépendance et le poids de la conjoncture internationale jouent simultanément.

Alors que beaucoup d'intellectuels québécois oscillent entre un radicalisme nationaliste et anti-capitaliste et un réformisme politique prônant l'interventionnisme d'un État « national » dans le cadre d'une alliance avec les États-Unis, l'opinion publique endosse, quant à elle, certaines politiques de changement tout en se montrant de plus en plus craintive face à un contexte international tendu.

Les mouvements populaires de revendication et le Mouvement des femmes en particulier n'échappent pas à ce dilemme. Leur capacité d'action a du mal à se centrer autour d'un projet spécifique, qui tienne simultanément compte de la question nationale et de la question sociale. Ici aussi les options possibles sont nombreuses et les actions d'autant plus difficiles à concerter.

Dans une société québécoise que les circuits de la dépendance rendent spécialement perméable aux consignes conservatrices nord-américaines, les revendications des plus démunis, dont celles des femmes, sont de plus en plus impopulaires. D'un autre côté, les mesures adoptées par les gouvernements pour gérer la décomposition sociale intensifient les difficultés des groupes spécialement désavantagés, mais recueillent l'assentiment des classes moyennes. On préconise des coupures dans les dépenses sociales de l'État, on met des freins au développement des équipements collectifs, on incite les femmes à délaisser le marché du travail... On resserre les conditions d'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage ; pour les travailleurs saisonniers ou temporaires, et ils sont légion, ces mesures voient s'accroître leurs difficultés.

De manière générale, l'ensemble des stratégies déployées pour enrayer la crise ont de profondes répercussions sur la situation des femmes. Leur oppression spécifique s'accroît, certains acquis leur sont retirés ; toutefois, parce qu'elle est présentée comme une fatalité non-sociale et incontrôlable, « la crise » effraye certaines femmes. Chez plusieurs, l'oppression pourtant réelle n'entraîne pas la colère ou le désir de changement, mais une angoisse mêlée de résignation.

Des femmes se retournent contre les femmes. Des femmes qui ont peur, et qui sont isolées, se retournent contre des femmes qui revendiquent de nouveaux rapports sociaux. Dans un tel contexte, la question des femmes perd évidemment du terrain. À un tel point qu'on pourrait y voir la fin prochaine du mouvement de revendication des femmes. Toutefois, ce mouvement est trop enraciné dans les structures sociales pour être assimilé à un simple courant d'opinion. Les revendications des femmes sont si profondément enracinées dans leur vécu oppressif, qu'elles ne peuvent disparaître totalement de l'histoire.

La résistance des femmes à leur oppression, j'en suis convaincue, se poursuivra. Celles-ci seront par ailleurs appelées à inventer de nouvelles formes de lutte pour maintenir un mouvement social de plus en plus impopulaire.

Tant que les problèmes essentiels des femmes n'auront pas été résolus, problèmes, rappelons-le, qui sont fondamentalement ceux d'un mode de développement social sans issue, tant que leur situation réelle n'aura pas changé, celles-ci poursuivront leurs luttes en faveur de nouvelles conditions de vie et de travail.

Une « combativité de crise » est appelée à se développer chez ceux et celles que les nouvelles « restructurations » des services collectifs et des structures économiques frapperont les plus durement. Un *nouveau bloc* se dessine donc, mais ses marges de manœuvre seront très étroites, ses revendications plutôt centrées sur le maintien des acquis, et les rapports qu'il nouera avec les chercheurs et chercheuses déterminants pour son avenir.

Connaissance, fonction critique et visées utopiques sont dans nos sociétés industrielles avancées extrêmement liées. Aussi, lorsque celles-ci ne détiennent plus le rôle de catalyseur historique auquel elles pourraient plus que jamais prétendre, lorsque les mouvements sociaux qui s'en inspirent perdent l'initiative du développement historique, les forces du statu quo *mobilisent* bientôt à elles seules toute la scène historique. Toutefois, ce n'est pas parce que ces dernières ont un « projet » conservateur vigoureux qu'elles s'imposent à toute la société, mais bien plutôt parce que les forces progressistes sont dans un état de désarticulation trop avancé pour contrebalancer leur action. Le « projet » conservateur n'est en fait qu'un anti-projet. Il se nourrit de la réaction contre des demandes et des revendications que l'on croyait jusque-là légitimes, mais qui apparaîtront dorénavant de moins en moins acceptables. Toutefois, s'il s'impose – et on aurait tort de sous-estimer son action bien réelle sur toutes les couches de la société –, c'est que le projet conservateur semble *correspondre aux intérêts* d'une grande partie de la population, c'est que de larges segments de la population *croient sincèrement* qu'il en va de leur intérêt de soutenir un tel mouvement. Il y a donc bien ici adhésion volontaire, et non simplement « manipulation », « extorsion » ou « abus » de confiance.

La capacité de mobilisation du mouvement conservateur repose davantage sur un processus de *méconnaissance* entretenu par les pouvoirs publics et les media « d'information » que sur l'exercice pur et simple d'une domination politique centrée sur la « manipulation » et l'utilisation « passive » de la population.

L'enjeu central que constitue aujourd'hui la connaissance, apparaît ici dans toute son ampleur, les tâches des intellectuelles visant à expliquer en profondeur les processus en cours, absolument indispensables quant à elles, à l'élaboration de solutions *réalistes* aux problèmes de notre temps.

La sclérose de la connaissance, le conservatisme politique, de même que le maintien des rapports sociaux fondés sur l'exclusion et la domination mettent en danger la survie de l'humanité.

L'histoire réelle et son évolution récente assignent aux femmes des tâches urgentes. En un sens leurs luttes en faveur de nouvelles conditions de vie et de travail et leurs efforts pour se réappropriier la connaissance se confondent avec la lutte des sociétés industrielles avancées pour leur survie.

## Bibliographie

- Bélangier, Paul R. et Saint-Pierre, Céline, « Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale : Le Québec 1960-1977 », *Sociologie et sociétés*, vol. 10, n° 2, Presses de l'Université de Montréal, octobre 1978.
- Lafontaine, Danielle, « Profondeur historique et dimension politique de la cause des femmes, Réflexions sociologiques sur le développement social, les femmes et l'État dans les sociétés capitalistes avancées », *Cahier de recherches éthiques*, Fides, Montréal, janvier 1980.
- Lafontaine, Danielle, « Culture populaire, pratique scientifique et mutations sociales », *Actes du colloque de Trois-Rivières sur la culture populaire*. Trois-Rivières, 1980.

## Le parti pris des femmes

Dorothy E. Smith \*

[Retour à la table des matières](#)

Je me propose, dans cette brève communication, de clarifier ce que j'entends par « adopter le parti pris des femmes » ; autrement dit, adopter le point de vue des femmes, d'envisager la société par le biais du rôle des femmes et de comprendre le processus historique à partir de leur vécu de femme. Le savoir des sciences sociales se construit de l'intérieur au moyen de méthodes qui le constituent en un domaine indépendant des subjectivités et des positions particulières. Envisager la société à partir d'une situation donnée pour en déduire un savoir peut sembler paradoxal, voire impossible. Pourtant, grâce à notre vécu de femmes, nous savons que nous avons été exclues du processus d'élaboration des formes religieuses et politiques de notre société, de sa poésie, de son art, de ses sciences sociales et historiques, de la vie intellectuelle. Être exclues signifie que nous avons reçu comme général et universel, comme étant notre culture, ce qui en fait a été construit du point de vue des hommes, point de vue fondé à la fois sur la classe et sur le sexe. Ce qui paraît relever du général et de l'universel dans notre vie culturelle, intellectuelle et politique, est en fait construit sur ces *a priori* de base. Au fur et à mesure que nous apprenons à penser, à apprécier, à juger, nous incorporons à notre pratique des préjugés immuables qui ne sont pas les nôtres. Les sciences sociales objectives sont donc, par le fait même, unilatérales. L'objectivité y masque le fait que le sujet est placé en position dominante, qu'il s'agisse d'un appareil de gouvernement de gestion ou d'organisation professionnelle, et qu'il se veut homme plutôt que femme. Quand donc nous cherchons à introduire les femmes dans les champs d'une discipline, nous n'avons d'autre choix que de la constituer en objet. Nous pouvons faire une sociologie de la femme, une sociologie des rôles de sexe et autres, mais quelle que soit notre façon de travailler, nous sommes bien obligées de constater que les femmes, contrairement aux hommes, sont des objets d'analyse. Comment se fait-il que les hommes ne se transforment pas en objets de la même façon que les femmes ? C'est que, je pense, les méthodes et les pratiques conceptuelles de la sociologie présupposent une relation entre les objets de la sociologie, à savoir, les êtres humains, et une position d'hégémonie occupée par les hommes et qui, donc, prend

---

\* Traduction : M. Verthuy



l'homme comme sujet. La femme reste objet parce que sur le plan social, politique et économique, nous avons été maintenues à l'extérieur de l'appareil du pouvoir et de l'organisation idéologique.

Là où nous nous trouvions, nous ne pouvions parier en tant que sujets dans le discours intellectuel ou culturel, ni dans le discours du pouvoir. On nous a assignées au quotidien de la vie. Réparer et maintenir cette quotidienneté, tel a été le leitmotiv de travail de presque toutes les femmes. On nous a maintenues dans les lieux du particulier et affectées aux particularités de l'existence des êtres humains. Notre tâche était d'assurer l'ordre du quotidien et nous l'avons fait. Nous avons fourni ce travail essentiellement ordinaire qui consiste à procurer soutien et survie aux individus qui entrent dans le monde du pouvoir, de la pensée, de la créativité, du capital. La pratique abstraite de gouvernement qui caractérise la société contemporaine, exige que ceux qui y participent s'éloignent des lieux spécifiques qu'ils occupent normalement, qu'ils s'écartent de la reproduction quotidienne de leur existence physique.

Ce travail, ce sont les femmes qui l'ont accompli, les femmes qui sont épouses, secrétaires, infirmières, techniciennes, etc. Elles ont assuré le travail direct matériel qui permet aux hommes d'exister comme individus à tous les niveaux de la structure de classe. C'est ce travail qui a permis aux hommes d'une certaine classe, de participer en tant qu'adjoints économiques à la vie individuelle et culturelle, d'exercer le pouvoir, de décrire, de penser et d'exprimer un monde à l'intérieur duquel les femmes ne peuvent apparaître que comme objets ; un monde à l'intérieur duquel le travail est en grande mesure invisible ; un monde à l'intérieur duquel les femmes n'ont pas de point de vue sur *le* monde.

Ainsi, partir du point de vue des femmes, c'est partir d'un lieu radicalement différent. Créer une sociologie pour les femmes plutôt qu'une sociologie *de* la femme requiert que nous exigions les mêmes privilèges que les hommes, à savoir partir de là où les femmes sont sujets. Cela signifie qu'il faudra développer la problématique, les pratiques conceptuelles et les méthodes qui réaliseront cet objectif, contrairement à l'étude sociologique qui incorpore les femmes en tant que topique, des champs comme la sociologie de la déviance, de la politique, de la famille, du travail et de l'industrie (il est par exemple extraordinaire de constater combien peu la présence des femmes et de leur travail a marqué la sociologie de la famille). Une telle approche signifie que le monde quotidien devient la problématique qui structure notre enquête.

Prendre le monde quotidien comme problématique, c'est baser la recherche sur l'impuissance des femmes dans leur milieu domestique et leur subordination dans leur milieu de travail, pour les relier aux processus politiques/économiques et intellectuels. C'est postuler, dès le départ, que le monde quotidien ne peut se comprendre à l'intérieur de ses propres frontières ; qu'il est organisé et déterminé par des processus qui se situent à l'extérieur de ces frontières. Dans les sociétés à

échelles sociales réduites, on comprend aisément que chaque membre puisse saisir immédiatement les mécanismes sociaux qui déterminent comment se procurer de la nourriture, se créer un abri, coopérer, partager les relations de pouvoir, d'amitié, de sexualité, de parenté. À l'intérieur du capitalisme contemporain occidental, il n'en est plus de même. Nos vies sont tissées et structurées par des facteurs reliés à un processus mondial économique et politique. Les vécus des femmes constituent, pour la sociologie, une double problématique d'une part, parce qu'étroitement à la fois subordonnés et nécessaires au processus économique et politique, et d'autre part, ces vécus eux-mêmes ont limité notre compréhension et notre connaissance du monde dans lequel nous vivons.

J'aimerais vous raconter une histoire qui illustre cette problématique du quotidien. Il s'agit d'une séquence du film tiré du roman de Kurt Vonnegut, *Slaughterhouse Five*. Le livre et le film racontent le pilonnage de Dresde par des bombes incendiaires vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale ; la ville a été dévastée et des milliers de gens tués. L'auteur relate l'histoire d'un petit groupe de prisonniers de guerre américains qui survivent parce qu'ils étaient logés dans l'unité souterraine de réfrigération d'un abattoir : dans le film, on voit une séquence sur l'incendie qui précède le bombardement nocturne. C'est une scène matinale : des paysans se rendent au marché en ville par un pont élevé. Au bas de l'écran, un compte à rebours indique les heures et les minutes qui les séparent de la catastrophe. Puis, on voit des scènes de marché, des enfants qui jouent. Le compte à rebours approche de plus en plus du moment de la nuit où les sirènes hurlent et le bombardement commence. Le lendemain, les survivants se retrouvent dans une ville calcinée, dévastée, enfumée. Il n'y a rien dans le monde quotidien de ces gens qui puisse expliquer ce phénomène. Rien de ce qu'ils ont fait ne l'a provoqué. Le fait même que le film introduise le compte à rebours indique que le temps se ferme, révèle la disjonction entre leur monde quotidien et ce qui leur arrive. On pourrait raconter l'histoire différemment, en montrant l'organisation du bombardement : les avions qui partent au coucher du soleil ; l'aérodrome quelque part en Angleterre ; les pilotes et les navigateurs ; les postes de commande souterrains qui président au mouvement des avions ; les hommes qui organisent les bombardements aériens ; leurs pensées, leurs préoccupations. Nous aurions vu alors l'organisation militaire, l'opération de l'État en tant qu'initiateur et agent du désastre. Quand nous voyons l'histoire telle que Vonnegut nous la raconte, elle n'a aucun sens parce qu'elle est racontée au niveau du monde quotidien, là où nous ne pouvons trouver de sens. De fait, en limitant l'histoire au monde quotidien, Vonnegut crée le non-sens spécifique qui est son message réel. Ce non-sens représente la problématique du monde quotidien. C'est une propriété du monde en tant que centre du vécu.

J'ai choisi un exemple fort dramatique. Bien que ce type d'expérience de désastre soit trop courant dans l'histoire des cinquante dernières années, il reste exceptionnel. Mais dès que nous avons rendu manifeste la problématique du monde quotidien, nous pouvons la reconnaître dans les effets ordinaires de nos

vies, dans le trou du sol où s'élèvera bientôt un gratte-ciel, dans l'organisation changeante du système des prix dans nos supermarchés, dans l'introduction de nouvelles technologies administratives, dans la réorganisation de notre processus éducatif, etc. L'organisation même de notre vie quotidienne est envahie par des effets qui n'y prennent pas naissance.

Pourtant, du point de vue des femmes, nous comprenons très peu de la société, des processus économiques, du cours dynamique de l'histoire dans lesquels notre monde quotidien est ancré.

Quand nous adoptons le point de vue des femmes en sociologie, nous constatons que notre responsabilité de chercheurs ne peut se limiter aux problèmes du vécu des femmes. Il nous faut élargir notre perspective en prenant le monde quotidien comme problématique, et mener l'analyse de la société et de l'économie en partant de la perspective des femmes. Nous exigeons donc une recherche qui reconnaît que le point de vue inhérent aux sciences sociales établies est un regard latéral, une quête à partir d'un lieu différent. Entreprendre une sociologie *pour* les femmes ne veut pas dire ignorer ou rejeter les techniques et les connaissances que nous avons acquises dans notre pratique des sciences sociales. Cela veut plutôt dire essayer de développer à partir du point de vue des femmes une sociologie égale en envergure à celle qui a été développée du point de vue des hommes. Cela veut dire rendre visibles les aspects et les conséquences de processus sociaux, économiques et politiques qui, jusqu'ici, sont restés invisibles. Cela veut dire également que, lorsque nous pensons aux liens qui existent entre notre travail et celui des femmes qui militent au sein du mouvement des femmes, nous ne chercherons pas à antagoniser l'avant-garde et la masse, pour parler comme *l'Establishment* sociologique. Pour moi, il y a une spécificité du travail et de la responsabilité qui sont nôtres dans la pratique des sciences sociales. Prendre comme problématique le quotidien, c'est nécessairement faire appel aux ressources techniques et théoriques et à nos talents de chercheuses. Ce travail doit se faire bien et de façon responsable (et là où d'autres peuvent se fier à nos analyses afin de guider leur pratique, être correct revêt une grande importance). Ce travail doit être fait par ceux ou celles qui savent le faire. Il doit se développer en tant que compréhension générale, aussi bien qu'en tant qu'application particulière. Il nécessite la pénétration, au-delà du vécu quotidien, dans des processus qui ne sont pas directement accessibles à notre subjectivité. C'est un travail difficile, qui demande des talents spécialisés. Mais c'est notre travail et notre responsabilité. À nous de l'exiger.

## **Bibliographie**

Smith, Dorothy E., « A Sociology for Women in Julia A. Sherman and Evelyn Torton Beck (eds.), *The Prism of Sex : Essays in the Sociology of Knowledge*. Madison, The University of Wisconsin Press (1979).

## **Chapitre cinquième**

### **Femmes et pouvoirs**

[Retour à la table des matières](#)

Tout au long de l'histoire, les femmes ont entretenu des rapports mouvants et conflictuels avec le pouvoir. C'est à cette réflexion sociologique et historique que nous convient N. L.-Frenette et Y. Cohen.

Le premier texte situe les mouvements de femmes par rapport aux projets de l'État, tandis que le second montre l'importance des pouvoirs alternatifs et parallèles tissés par les femmes.

**Féminisme et anarchisme :  
quelques éléments  
théoriques et historiques  
pour une analyse de la  
relation entre le  
Mouvement des femmes  
et l'État**

**Nicole Laurin-Frenette**

**Reproduction et révolution**

[Retour à la table des matières](#)

Ce texte est un essai d'analyse sociologique qui cherche à éclaircir une question politique : le féminisme est-il révolutionnaire ? La signification d'un mouvement social peut être envisagée dans une double perspective : le sens historique ou sociologique de ce mouvement et son sens pour les agents qui y sont engagés. Ces deux dimensions du sens coïncident rarement, parfois elles sont contradictoires. En effet, il est possible de rechercher un changement radical de l'ordre établi et d'assurer, en pratique, sa conservation ; le contraire est également possible. La réflexion critique peut permettre aux agents d'un mouvement social d'accorder leur pratique à leur projet : la, sociologie, telle que je l'entends, est une forme de cette réflexion critique. À titre de remarque préliminaire, notons que le féminisme s'entend ici, au sens large, comme l'ensemble du discours qui dénonce des conditions faites aux femmes dans la société, et énonce des modalités de transformation de ces conditions. Il comprend l'ensemble des pratiques individuelles et collectives que recouvre ce discours. Des personnes, des groupes et des organisations d'orientations différentes, se partagent le discours et l'activité féministes. Ainsi, le féminisme ne se limite-t-il pas obligatoirement à l'étape contemporaine ou récente de l'histoire des femmes, à laquelle il est habituellement assigné. Notons aussi que la question du caractère révolutionnaire du féminisme renvoie ici à la nature des transformations sociales que ce mouvement rend nécessaires ou possibles.

Partant d'une conception de la société qui la représente comme l'organisation d'un ensemble de procès, simultanés et articulés, de production et de régulation des divers éléments de l'existence individuelle/collective, on reconnaîtra une transformation révolutionnaire, à ce qu'elle modifie le principe même de l'ordre social, c'est-à-dire le mode d'organisation de ces procès sociaux<sup>1</sup>. Ce qui signifie, plus exactement, une modification des principales composantes des procès sociaux – les moyens de production, les agents de production et les produits – et de la relation fondamentale entre ces éléments, en particulier ce qu'on appelle les rapports de production. Ceux-ci dépendent des places que les agents de production occupent, les uns par rapport aux autres, dans les procès de production. Des places des agents, dépendent aussi leurs relations avec les autres éléments des procès : moyens de production, ressources, produits, etc. Ce sont les conditions liées à ces places, qui entraînent soit l'égalité et la réciprocité entre les agents, soit l'exploitation, l'oppression et la domination. Quel que soit le mode ou le principe de l'organisation sociale, elle n'assure jamais une articulation parfaite des éléments constitutifs des procès sociaux ou une cohérence absolue du système que forment leurs interrelations. Ce système génère en permanence de multiples contradictions entre ses éléments, et le caractère dynamique de l'organisation sociale dépend de la présence habituelle de telles contradictions. On peut concevoir cette dynamique sous la forme d'un double procès de reproduction et de révolution de l'ordre social. La reproduction peut être définie comme un changement fonctionnel : une adaptation du système à ses contradictions internes. La révolution comme un dépassement des contradictions : un changement de système. Il faut cependant reconnaître que les mécanismes et les conditions de la reproduction et ceux de la révolution échappent, pour une large part, à la sociologie aussi bien qu'aux acteurs sociaux. De ces derniers, on peut dire qu'ils sont la force déterminante de cette dynamique des procès sociaux, parce qu'ils en vivent et en ressentent les contradictions, et leur donnent un sens. Les mouvements protestataires et contestataires, de lutte et de résistance, sont un des modes, le plus manifeste, de l'engagement des agents dans les procès de transformation. C'est dans cette perspective que le Mouvement des femmes sera abordé.

La formulation et l'examen des questions relatives au caractère révolutionnaire du féminisme m'amènent à suivre une démarche en deux étapes. En premier lieu, il me paraît nécessaire de chercher à comprendre la possibilité historique du féminisme : de discours et de pratiques féministes. Cette possibilité pourrait dépendre des conditions de production des femmes ; j'entends par là, aussi bien la production effectuée par les agents-femmes que la production des agents-femmes en tant que telles. À cet égard, j'essaierai de démontrer une première hypothèse qui relie le féminisme, la conscience de l'oppression des femmes et leur volonté de libération, à des contradictions entre ces deux dimensions de la production des

---

<sup>1</sup> On trouvera un exposé plus détaillé de la théorie des procès sociaux utilisée dans ce texte, dans Nicole Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal, Nouvelle Optique, 1978.

femmes : les femmes-agents des procès sociaux et les femmes-produits des procès sociaux. Cette interprétation du féminisme me conduira, en second lieu, à une autre hypothèse selon laquelle il est sociologiquement possible que la lutte des femmes s'inscrive dans un processus de changement fonctionnel qui permette la reproduction des contradictions mêmes qui génèrent cette lutte – un changement, donc, qui soit contraire à l'idéal féministe de libération des femmes. J'essaierai d'illustrer cette hypothèse en montrant comment le féminisme, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à maintenant, a été et se trouve encore associé à des réarrangements de l'organisation sociale du capitalisme.

Ces réarrangements ont suivi la voie d'une séparation idéologique du privé et du public, qui a rendu possible la constitution de formes nouvelles de l'organisation familiale, mieux adaptées que les précédentes aux exigences de la production capitaliste et de sa régulation. Ce processus a parcouru deux étapes dont chacune correspond à un mode distinctif d'articulation de la famille et des appareils centraux du contrôle, principalement l'État mais aussi l'Église. Dans un premier temps, la famille bourgeoise est le terme d'une opération centralisée (dans l'État et/ou dans l'Église) de « privatisation » de la régulation de certains rapports sociaux. Dans un second temps, l'étatisation directe de la famille relève d'une opération de « dé-privatisation » de la régulation des mêmes rapports sociaux. La démarcation du privé et du public est une condition de réussite des deux opérations.

Il s'agira donc de faire ressortir le fondement du féminisme et de mesurer son impact, dans le contexte changeant de l'organisation du contrôle social, c'est-à-dire du système des relations entre la famille et le réseau hiérarchique et centralisé des appareils de la régulation. De ces considérations socio-historiques se dégagent deux conséquences politiques, dont il me semble important et urgent de discuter. Premièrement, le potentiel de subversion du mouvement féministe est tel, qu'il pourrait être le moteur de changements sociaux radicaux. Deuxièmement, seuls des modes d'organisation et des principes de lutte inspirés de l'anarchisme, pourraient contrer et détourner les stratégies des appareils du contrôle (principalement celles de l'État), qui font du féminisme l'ingrédient catalyseur de diverses réformes et adaptations économiques, politiques et idéologiques nécessaires à la survie de la société capitaliste actuelle.

### **Amnésie et réversibilité du féminisme**

Ces dernières années, les féministes ont reconstruit sur un mode parfois mythique, l'histoire des femmes et celle du féminisme. Certains des mythes les plus courants postulent qu'il aurait existé un âge d'or des femmes ; l'humanité aurait été soumise à de toutes puissantes déesses-mères, détrônées par l'avènement de la civilisation agraire (ou par l'émergence de la propriété privée) et maintenues dès lors dans l'esclavage et l'abjection. D'autres mythes relèvent d'une absolue « victimologie » des femmes : de tout temps et en tout lieu, elles seraient vouées à



l'oppression par la nature de leur sexe et celle du sexe opposé<sup>1</sup>. Les deux perspectives conduisent à concevoir le féminisme – la mise en cause théorique et pratique des conditions faites aux femmes – comme une sorte de miracle, une illumination subite de la conscience des femmes qui serait survenue vers la fin des années 1960, bien qu'on concèdera qu'elle fut annoncée par quelques lueurs, au cours des siècles précédents. Pour ne donner qu'un exemple parmi d'autres, un des premiers recueils français consacré au renouveau de la théorie féministe, en 1970, a pu porter le titre « Libération, année zéro<sup>2</sup> ». Heureusement, les dernières années ont apporté nombre d'études consacrées à l'histoire des femmes, des enfants et de la famille<sup>3</sup>. Toutefois, l'intérêt pour ces travaux est encore trop récent pour que leurs résultats aient trouvé place dans la théorie féministe. On continue de croire, par conséquent, que les femmes ont été, partout et toujours, le reflet passif d'une immuable et douloureuse féminité, les victimes muettes d'une oppression uniforme, et que le féminisme est providentiel, en plus d'être radicalement nouveau. Ces illusions déforment l'histoire des femmes et de leur lutte. En plus, elles offrent un point d'appui aux forces qui peuvent renverser le sens libertaire de ce mouvement.

Il faut reconnaître que certaines des conditions qui entraînent l'oppression des femmes sont demeurées relativement constantes au cours des siècles de l'histoire connue. Par contre, plusieurs dimensions de la vie des femmes ont grandement varié, dans le temps et dans l'espace. Les femmes ont été collectivement et universellement attachées à diverses fonctions et tâches de la production domestique, notamment la procréation, mais la nature de ces fonctions, l'ampleur de ces tâches et les conditions techniques, économiques, politiques, idéologiques de leur exercice, diffèrent selon les époques, selon les sociétés et, dans chaque société, selon les classes et les milieux. De même, la participation des femmes aux

<sup>1</sup> Cette typologie des mythes de l'histoire des femmes est suggérée par Élise Boulding, *The Underside of History: a View of Women Through Time*, Boulder Colorado, Westview Press, 1976. En guise d'exemples de la première perspective, voir Chantal Kirsch, « Les différenciations biologiques et sociales des sexes », *la Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 13, 4, 1976 ; « Forces productives, rapports de production et origine des inégalités entre hommes et femmes », *Anthropologie et sociétés*, 1, 3, 1977 ; Julia Kristeva, *Des chinoises*, Paris, Les Éditions des femmes, 1974. La seconde perspective est celle qui inspire, par exemple, Kate Millett, *Sexual Politics*, New York, Doubleday, 1970 et Shulamith Firestone, *Dialectic of Sex*, New York, Morrow, 1970.

<sup>2</sup> En collaboration, *Partisans: libération des femmes, année zéro*, n° 54-55, 1970, réédition, Paris, Maspero, 1970. Cet exemple m'a été suggéré par Béatrice Slama, professeur à l'Université de Paris (Vincennes).

<sup>3</sup> On peut citer, entre autres, les ouvrages suivants dont s'inspirent une grande partie de mes remarques d'ordre historique : Philippe Ariès, *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Le Seuil, 1973 ; Élise Boulding, *op. cit.* ; Sheila Robotham, *Hidden From History: Rediscovering Women in History From the 17th Century to the Present*, New York, Random House, 1974 ; Maïté Albistur et Daniel Armogathe, *Histoire du féminisme français*, Paris, Éditions des femmes, 1977 ; Jean-Louis Flandrin, *Familles: parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Paris, Hachette, 1976 ; Edward Shorter, *The Making of the Modern Family*, New York, Basic Books, 1975.

secteurs non-domestiques de la production, a subi des variations importantes qui dépendent des conditions diverses, économiques, politiques, juridiques et idéologiques, définissant cette participation. J'irai jusqu'à affirmer, sans le démontrer, que le féminisme tel que défini précédemment, est probablement presque aussi ancien que l'existence des femmes, bien que ses formes, ses contenus et ses modes d'opération nous soient mal connus. Pour les périodes précédant la révolution industrielle, on ne peut que les imaginer, sur la base d'indices très minces. C'est la conclusion qui se dégage, pour moi, de certaines recherches actuelles<sup>1</sup>. Celles-ci permettent de penser aussi que l'évolution de la condition des femmes ne peut être représentée ni sous la forme d'un progrès linéaire, ni sous celle d'une régression linéaire. L'histoire des femmes ressemble sans doute davantage à une ligne brisée, avec des hauts, des bas et des plateaux. En se fiant au témoignage de l'histoire récente, on peut discerner trois périodes d'efflorescence du discours et des pratiques féministes depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, incluant la période actuelle. Les deux premières sont suivies chacune d'une période plus ou moins longue de repli, de silence et d'oubli. On verra plus en détail, comment ces moments de lutte s'inscrivent dans un contexte où les femmes sont en position de force face aux appareils de la domination : l'État, les églises et leurs appendices, et comment les périodes de repli s'associent à une réorganisation, dans les mêmes appareils, du contrôle et de la régulation des agents, en particulier des femmes. Pour celles-ci, l'acceptation plus ou moins volontaire de l'ordre social et familial établis, se manifeste chaque fois par l'amnésie collective. Ainsi, chaque nouvelle génération de militantes est convaincue de prendre le premier départ. Les féministes des années 1970 gémiront sur « nous qui n'avons pas d'histoire, les femmes », faisant écho mot pour mot, aux saint-simoniennes françaises des années 1840, citées par Laure Adler<sup>2</sup>.

### Des conditions de production des femmes

Définir et analyser l'oppression à laquelle les femmes sont collectivement soumises (et contre laquelle elles se révoltent) et, en même temps, comprendre les variations et les différences liées aux classes, aux types de société et aux stades de leur développement, affectant les formes, les degrés et les mécanismes de cette oppression, réclame une problématique théorique à laquelle, à ma connaissance, aucune des théories majeures dans les sciences humaines n'est capable de fournir, seule, l'ensemble de ses éléments. Divers courants théoriques offrent des problématiques qui visent à rendre compte de la position sociale inférieure des femmes dans leur ensemble, par rapport aux hommes dans leur ensemble : la

<sup>1</sup> Pour les périodes précédant la révolution industrielle, voir principalement : Élise Boulding, *op. cit.* ; l'ouvrage publié sous la direction de Susan Mosher Stuard, *Women in Medieval Society*, University of Pennsylvania Press, 1976 ; Eileen Power, *les Femmes au Moyen Âge*, (textes réédités et inédits), Paris, Aubier, 1979.

<sup>2</sup> Laure Adler, *À l'aube du féminisme : les premières journalistes (1830-50)*, Paris, Payot, 1979, p. 213.

différenciation et l'inégalité liées au sexe. D'autres problématiques, d'origines théoriques diverses, s'appliquent à l'explication de la différenciation et de l'inégalité sociales, économiques, politiques, entre les agents sociaux, quel que soit leur sexe : ce qu'on appelle la stratification sociale ou les classes sociales, selon les écoles de pensée. Le défi majeur qui se présente à la sociologie, dans ce domaine, est la réalisation d'une synthèse permettant de rendre compte des diverses formes de la différenciation et, donc, de l'inégalité et de l'oppression, et aussi, de comprendre la manière dont toutes ces formes sont liées.

À partir d'un certain stade de développement, les sociétés se produisent, se reproduisent et se transforment sur la base de la différenciation de leurs agents en classes sociales et en sexes. Ce sont deux modes de différenciation différents et distincts, dont aucun ne peut être considéré comme la cause ou le fondement de l'autre. Ils entretiennent plutôt des relations de solidarité, d'interdépendance réciproques. Les procès de la production et leur régulation sont organisés sur la base de systèmes de places ; à ces places, correspondent des ensembles d'agents et des relations d'inégalité (d'exploitation, de domination, d'oppression) entre ces ensembles. Les classes sociales et les sexes sont de tels ensembles. Ils relèvent de systèmes différents de places, dans des procès différents de la production et de sa régulation. Cependant, ces systèmes sont interreliés, imbriqués les uns dans les autres : tous les agents appartiennent aux ensembles liés à leur sexe et aux ensembles liés à leur classe. Chacune des dimensions de la différenciation, la classe et le sexe, doit donc être prise en considération dans l'analyse des conditions de la production des agents. La réflexion féministe récente s'est engagée dans cette voie, ce qui la place à l'avant-garde de la recherche théorique en sciences humaines<sup>1</sup>. Cependant, elle n'est pas encore parvenue à une synthèse critique des théories existantes, qui engloberait leurs éléments pertinents en dépassant leurs limites sexistes (phallogocentriques en général, et parfois « gynécocentriques »).

Pour analyser les conditions de production des femmes, il me semble utile de distinguer et de définir deux sphères ou secteurs de la production sociale – celle de la production domestique et celle de la production non-domestique – et de caractériser leurs rapports, c'est-à-dire le mode d'articulation de ces deux sphères. Ce sont des critères relatifs à l'organisation de la production – à la nature des places et des relations entre les agents de la production, dans leurs places – qui permettent d'établir la distinction entre ces deux sphères de la production sociale, plutôt que des critères relatifs aux moyens de la production, aux tâches qu'elle comporte ou aux produits. Dans la sphère domestique, les agents de la production

---

<sup>1</sup> On trouvera les meilleurs exemples de cette démarche théorique d'avant-garde, dans la revue française *Questions féministes*, (trimestrielle), Paris, Éditions Tierce ; dans le recueil sous la direction de Zillah R. Eisenstein, *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism*, New York/London, Monthly Review Press, 1979, en particulier le texte de Eisenstein ; et dans le recueil sous la direction de Ann Marie Wolpe et Annette Kuhn, *Feminism and Materialism*, London, Routledge and Kegan Paul, 1978, en particulier le texte de Rolsin McDonough et Rachel Harrison.

sont affectés à leur place sur la base de leur sexe. Hommes et femmes, en tant qu'agents sociaux, sont produits dans et pour ces places. Dans diverses sociétés, les agents de la production domestique sont affectés à leur place également sur la base de leur âge, c'est-à-dire de la génération à laquelle ils appartiennent ou de leur rang dans la famille. Toutefois, on s'intéressera surtout aux places basées sur le sexe des agents, qui sont propres à toutes les sociétés. Dans toutes celles qui ont atteint un certain stade de développement, la production domestique effectuée par les femmes est appropriée par les hommes ; ces derniers en assurent également la régulation – le contrôle général. Dans ces procès de la production domestique, les femmes sont à la fois des agents de production et, en ce qui concerne la procréation, des moyens de production. Une femme est un capital, c'est le seul agent de production capable de produire, physiquement, d'autres agents de production<sup>1</sup>.

Les relations domestiques – qu'on peut qualifier d'exploitation et de domination d'un sexe par l'autre – dépendent d'un ensemble de conditions économiques, politiques, juridiques et idéologiques, définissant la nature des places et les fonctions qui leur sont propres. Ces conditions se résument à l'attribution aux hommes de la propriété – de droit ou de fait – des femmes et de leurs enfants et de l'autorité – de droit ou de fait – sur les femmes et sur leurs enfants. Cette propriété et ce contrôle, d'une part, assurent aux hommes collectivement, l'usage, la disposition et la direction de la production domestique ; d'autre part, chargent les hommes collectivement, de la jonction de la production domestique et de la production extra-domestique – jonction qui doit rendre possible la cohérence du procès de la production sociale. Les relations domestiques de production prennent la forme de liens personnels, dans le cadre du mariage et de la famille : telle femme travaille pour tel homme qui est son père, son mari, son fils... (La relation de type personnel entre les agents de la production est propre aussi à certains modes d'organisation de la production non-domestique, par exemple, l'esclavagisme, le servage.) La famille est un appareil, c'est-à-dire le cadre juridique et idéologique dans lequel s'organisent la production domestique et sa régulation. À l'instar de tout appareil, la famille repose sur le consentement des dominés et sur la force des dominants.

La production domestique des femmes comprend, minimalement, la procréation des enfants, et aussi la production de biens et de services nécessaires, utiles ou agréables aux hommes et aux enfants ; par exemple : alimentation, entretien, soins de santé, récréation, relations sexuelles, surveillance, éducation, etc. Il ne faut cependant pas confondre la production sur la base des places sexuées et la division du travail domestique. En effet, les tâches assumées respectivement par des femmes et par des hommes, dans la production domestique, diffèrent beaucoup selon les époques, les sociétés, et selon les classes dans chaque société.

---

<sup>1</sup> Sur la question des femmes en tant que capitaux, Claude Meillassoux, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 1977.

Par exemple, les tâches des femmes peuvent inclure le travail aux champs dans l'agriculture, à l'atelier dans l'artisanat ; elles peuvent exclure le travail manuel dans les classes privilégiées, etc. Entendue ainsi, la production domestique des femmes ne recouvre, ni toute la production faite par les femmes dans une société, ni toute la production effectuée à domicile plutôt que dans un lieu de travail différent. Les caractères distinctifs de la production domestique sont, en premier, l'organisation de cette production sur la base de places sexuées, de manière à entraîner des relations d'exploitation et de domination des agents de sexe féminin, par les agents de sexe masculin ; en second, la double propriété féminine d'agent de production et de capital productif <sup>1</sup>.

On considère souvent que la production domestique des femmes s'inscrit dans les procès de reproduction, notamment la reproduction de la force de travail future – par la procréation et l'éducation des enfants – et la reproduction de la force de travail quotidienne des hommes. Cette caractérisation n'est pas fautive, mais, à mon avis, elle ne permet pas de cerner ce qui fait la spécificité des fonctions exercées par les agents féminins. Cette spécificité ne tient pas tant à ce que les femmes produisent, qu'à la place qu'elles occupent dans les procès de production. En outre, définir le travail des femmes par la reproduction, entraîne des ambiguïtés théoriques car, en général, toute production s'inscrit, d'une certaine manière, dans le procès de la reproduction et, réciproquement, la reproduction s'accomplit dans le procès de production. Même si l'on s'en tient à l'acception courante de la notion de travail reproductif, il demeure qu'une part importante des biens et des services nécessaires à la reproduction, en particulier à la reproduction de la force de travail, sont produits (ou l'ont été dans le passé) en dehors de la sphère domestique, aussi bien par des hommes que par des femmes. Enfin, il faut considérer que dans les classes privilégiées, une bonne part de ce travail, dit de reproduction, est (ou a été) effectué par des domestiques ou des esclaves des deux sexes, pour les hommes et les femmes de ces classes. Souvent, les femmes des classes privilégiées sont chargées seulement de donner naissance à des héritiers et de superviser le travail des domestiques ; tous ces services s'inscrivent quand même dans les procès fondés sur des places sexuées et elles subissent l'exploitation et la domination qui leur sont propres. Une dernière précision s'impose concernant la rétribution du travail domestique des femmes. On affirme couramment que parce qu'il n'est pas

---

<sup>1</sup> Les questions relatives à la production domestique des femmes sont l'objet de débats théoriques qu'on ne peut rapporter, dans le cadre de cet article. Un nombre considérable de travaux sont consacrés à ces questions ; on peut en citer quelques-uns seulement, parmi les plus récents et les plus représentatifs des différents courants de pensée : Maxine Molyneux, « Beyond the Domestic Labor Debate », *New Left Review*, 116, 1979 ; Ann Oakley, *The Sociology of Housework*, New York, Pantheon, 1974 ; Margaret Benston, *The Political Economy of Women's Liberation*, New England Free Press pamphlet ; Peggy Morton, « Women's Work is Never Done », *Women Unite*, Toronto, Canadian Women's Educational Press, 1972 ; Mariarosa Dalla Costa et Selma James, *le Pouvoir des femmes et la subversion sociale*, Genève, Librairie Adversaire, 1973 ; sous la direction de Andrée Michel, *les Femmes dans la société marchande*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978 (en particulier les articles de Andrée Michel et de Christine Delphy).

rémunéré, le travail domestique est gratuit, par définition. Certes, il ne s'échange pas contre un salaire –, néanmoins, on peut affirmer qu'il comporte une rétribution lorsque les femmes en tirent leur subsistance. La forme de cette rétribution dépend de la relation interpersonnelle qui organise la production domestique, et l'importance, de même que la qualité de la rétribution, sont fonction de diverses variables, principalement de la classe sociale des agents. Cependant, on peut considérer que le travail domestique des femmes est gratuit, si ces femmes assurent autrement leur subsistance.

Ce que j'ai appelé la sphère non domestique de la production, est le lieu de multiples procès de production et de leur régulation. Ils sont organisés aussi sur la base de systèmes de places. Les agents y sont produits dans et pour ces places : par les relations de production. Ces relations, comme celles de la sphère domestique, comportent l'exploitation et la domination de certains ensembles d'agents par d'autres ensembles ; on a qualifié ces ensembles de classes sociales. Certaines des conditions propres à leurs places, assurent aux agents de la classe dominante, la propriété et le contrôle de droit ou de fait, des moyens de la production, des agents et des produits. Les relations entre les agents de la production non domestique ont pris, historiquement, des formes diverses : liens personnels, contractuels, et autres. La propriété et le contrôle des composantes essentielles de la production non domestique, permet à la classe dominante d'assurer la jonction des deux sphères de la production. De cette jonction dépend la cohérence du procès de la production sociale. Divers appareils fournissent le cadre juridique et idéologique dans lequel s'organise la production non domestique, à des niveaux multiples : structures administratives, étatiques, religieuses, associations, etc. Les places dans les procès de la production non domestique ne sont pas sexuées ; les agents sont affectés à leur place sur la base de qualités et de caractères autres que leur sexe. Dans un grand nombre de sociétés, les femmes sont (et ont été dans le passé) engagées dans la production non domestique ; elles y sont associées aux classes dominantes et aux classes dominées. Cependant, il est fréquent que la division du travail, dans les procès de la production non-domestique – la répartition des tâches plus exactement – s'effectue, en partie du moins, suivant le sexe des agents. La répartition sexuelle des tâches ne détermine pas la place des femmes dans la production non-domestique ; elle peut affecter les femmes quelle que soit leur classe, c'est-à-dire leur place dans la production non domestique. Ce recoupement partiel des deux sphères est un des mécanismes de leur articulation.

Le mode d'articulation des secteurs domestiques et non domestiques diffère selon les sociétés et selon les étapes de leur développement. Son évolution recouvre, pour paraphraser Engels, l'histoire de la propriété, de la famille et de l'État, qui est aussi bien l'histoire des femmes. Des sociétés se distinguent par la prédominance de la production domestique sur la production extra-domestique, et la subordination de cette seconde sphère à la première. Dans d'autres sociétés, les deux secteurs présentent une relation inverse. On peut situer l'évolution réciproque des deux secteurs le long d'un axe bipolaire, en reconnaissant qu'il s'agit là d'une



représentation idéale du développement social. Au premier pôle, la part la plus importante des ressources et des moyens de production est détenue, contrôlée et utilisée, dans le cadre domestique. La famille est l'unité principale de la production sociale et, aussi, l'appareil principal de régulation des procès sociaux. Une forte proportion des sociétés connues se situent assez près de ce pôle ; avant l'an 1000 de notre ère, on estime que 90 % de la production (économique au sens strict) s'est faite dans le cadre domestique<sup>1</sup>. Dans ce contexte, la production est organisée sur la base de multiples systèmes de places. On y observe, non seulement des places attribuées en fonction du sexe des agents et des places attribuées en fonction de l'âge et du rang dans la famille, mais aussi des classes, au sens où on les a définies : maîtres et esclaves, ou serviteurs, etc. Historiquement, ces systèmes de places se recouvrent, dans une certaine mesure, tant que la production organisée sur la base des classes ne s'est pas détachée, nettement, du cadre familial. Le terme latin « *puer* », désignant les enfants et les serviteurs, indique un tel recouvrement<sup>2</sup>.

À l'autre pôle de l'axe idéal, c'est dans la sphère non-domestique et dans le contexte des relations entre les classes seulement, que la plus grande part des ressources et des moyens de production est mise en œuvre. Les instances majeures de la régulation sont extra-domestiques ; la production domestique est assujettie aux besoins de la production non-domestique et soumise à la logique de son développement. La famille prend place dans le réseau hiérarchique et, le plus souvent, centralisé, des appareils du contrôle, dont elle devient un des multiples, relais. La famille est reliée aux appareils qui occupent une position supérieure et centrale dans le système de contrôle, par l'intermédiaire de sa structure politique propre : les relations de domination, dans les places domestiques fondées sur le sexe et sur l'âge. En simplifiant, on peut dire en termes concrets, que ce sont les hommes comme sexe dominant qui assurent la soumission des femmes et de leurs enfants à la classe dominante. On a vu, du double point de vue de la production domestique et de la production extra-domestique, que cette jonction est une des conditions de cohésion de l'organisation sociale, de cohérence de l'ensemble des procès de la production et de sa régulation. Historiquement, les rapports entre la famille et le système de contrôle extra-familial, prennent des formes variées, qu'on peut situer le long d'un axe bipolaire semblable au précédent. Par exemple : à un pôle, le droit de vie et de mort du *paterfamilias* sur l'ensemble de sa domesticité – esclaves, serviteurs, femmes et enfants ; à l'autre pôle, l'obligation légale au père de répondre à l'État du bien-être, de la santé et de la sécurité de ses enfants. Entre ces pôles, on trouve diverses modalités de partage du pouvoir entre les agents domestiques et les agents extra-domestiques du contrôle.

<sup>1</sup> Élise Boulding, *op. cit.*, p. 9.

<sup>2</sup> À propos des structures familiales dans les sociétés européennes, avant l'époque industrielle, voir en particulier : Philippe Ariès, *op. cit.* ; et Peter Laslett, *Family Life and Illicit Love in Earlier Generations*, Cambridge University Press, 1977.

## **Contradictions sociales et possibilité du féminisme**

Pour rendre compte de la transformation des systèmes de places qu'on a, jusqu'ici distingués et caractérisés, il est nécessaire de repérer et d'analyser certaines des contradictions qui peuvent les affecter. Il ne suffit pas que les places comportent des conditions qui entraînent l'exploitation et la domination de certains ensembles d'agents, pour que ces agents aient le sentiment que leur situation est injuste et intolérable, qu'ils s'engagent dans des mouvements de protestation et de contestation, catalyseurs de changement. Peut-être faut-il, en plus, que ces conditions réunissent des éléments incompatibles, antinomiques. Ainsi, la possibilité du féminisme dépend-elle peut-être davantage, selon moi, du caractère contradictoire de certaines conditions vécues par l'ensemble des femmes, que de la nature même des places assignées aux femmes. En effet, les femmes peuvent avoir l'impression que leurs places sont naturelles, normales, satisfaisantes, privilégiées même, si les conditions propres à ces places présentent une relative cohérence. Dans cette perspective, on peut penser que le féminisme, au moins dans sa version moderne, est tributaire de contradictions majeures dans les conditions de production des femmes. Ces contradictions résultent, à mon avis, de l'expansion progressive de la sphère non-domestique de la production sociale, au détriment de la sphère domestique. Le développement du mode de production capitaliste accélère le rythme de ce processus qui tend vers une situation-limite : l'élimination de la sphère domestique de la production et la suppression de sa structure de contrôle. Ces contradictions se manifestent, principalement, sous la forme d'une opposition entre, d'une part, ce que les femmes font en tant qu'agents de la production domestique et de la production non-domestique, et d'autre part, ce qu'elles sont dans l'idéologie, en tant que produits des procès d'éducation et d'inculcation.

Depuis longtemps, les femmes sont définies, principalement, par leur place dans la production domestique, c'est-à-dire comme épouses, mères, maîtresses de maison. Les agents-femmes sont produites selon le modèle de la féminité ; celle-ci se présente, paradoxalement, comme un discours hautement variable, suivant les époques, les sociétés et les classes, sur une nature féminine – « l'éternel féminin <sup>1</sup> ». Nonobstant ces variations, la féminité énonce l'ensemble des qualités physiques et psychologiques, des aptitudes et des dispositions, qui sont associées à l'accomplissement des tâches et à l'exercice des fonctions domestiques des femmes, compte tenu des relations d'exploitation et de domination qu'ils comportent. Il ne faudrait pas croire que la participation des femmes à la sphère

---

<sup>1</sup> La meilleure analyse du discours sur la féminité, à mon avis, est celle de Simone de Beauvoir, *le Deuxième Sexe*, Paris, Gallimard, 1949. Il faut souligner aussi, à ce propos, les travaux de Julia Kristeva, *Des chinoises*, *op. cit.*, et *Polylogue*, Paris, Le Seuil, 1977.



non domestique de la production soit inconciliable avec la féminité, au sens où on l'a définie. Il est possible que les femmes aient participé, de tout temps, à la production non domestique ; à tout le moins, elles y ont participé bien avant l'avènement du capitalisme, et ce système n'a pas inventé ce qu'on appelle la double journée de travail pour les femmes. D'autres modes de production aussi, ont permis de tirer profit de la féminité dans la production non domestique, en faisant le prétexte à diverses formes de discrimination et de ségrégation <sup>1</sup>. En revanche, le développement du capitalisme a entraîné une participation numériquement supérieure des femmes à la production non domestique. Il est intéressant, d'ailleurs, de noter que cette extension du travail féminin salarié a d'abord affecté les classes populaires, paysannes et ouvrières. Dans un premier temps, le capitalisme a permis d'augmenter le temps libre des femmes appartenant aux diverses couches de la bourgeoisie ; plus tard seulement, le travail salarié a absorbé aussi une partie des femmes de ces milieux privilégiés <sup>2</sup>. Cependant, cet accroissement de la participation des femmes à la production non domestique n'est pas la source des contradictions qui s'associent, pour les femmes, au développement du capitalisme. Selon moi, ces contradictions résultent surtout des changements que le développement capitaliste a provoqués dans la sphère de la production domestique. En effet, il a comporté une réduction importante de la production domestique, y compris de la procréation, et parallèlement, la réorganisation des relations entre la sphère domestique et la sphère non domestique, c'est-à-dire du mode de subordination de l'une à l'autre.

Ce double mouvement a modifié les tâches et les fonctions des agents de la production domestique et, par conséquent, les relations entre ces agents, dans leurs places respectives. Des appareils autres que la famille ont assumé progressivement l'organisation, d'une part considérable, de l'activité de production et de régulation, précédemment exercée dans le cadre de la famille, sur la base des systèmes de places sexuées. Les hommes et les femmes sont touchés par ce changement, mais, pour celles-ci, il prend la figure d'un paradoxe. Les femmes sont produites selon le modèle de la féminité, qui s'applique à leur place dans les procès de la production domestique. Or, ces procès ne comportent plus les tâches et les fonctions que supporte cette place. En outre, les conditions de la participation des femmes à la production non domestique et à sa régulation, sont affectées négativement par la féminité, c'est-à-dire par la place des femmes dans la sphère domestique, et ce, quelle que soit la classe à laquelle elles appartiennent, quelle que soit la place dans les procès non domestiques qui leur est assignée. On ne peut se surprendre de ce qu'au cours des deux derniers siècles, un nombre croissant de femmes aient jugé leur condition sociale absurde, aliénante et injuste, et revendiqué l'amélioration de

---

<sup>1</sup> Pour une synthèse des données concernant la participation des femmes à la production domestique et extra-domestique, à partir de l'ère paléolithique, voir Élise Boulding, *op. cit.* ; pour le Moyen Âge, voir Eileen Power, *op. cit.*, pour la période initiale du développement capitaliste, voir entre autres, Sheila Robotham, *op. cit.*

<sup>2</sup> Voir Edward Shorter, *The Making of the Modern Family*, *op. cit.*, chapitre 7.

cette condition. On peut toutefois s'étonner davantage de ce que cette revendication ait été satisfaite, sans que les contradictions qui la provoquent aient été résolues ou dépassées.

### De la famille bourgeoise à sa contestation

On peut situer vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et le début du XIX<sup>e</sup>, la première étape du processus de réorganisation de la famille, dans le contexte du capitalisme. Cette réorganisation conduit à la formation de la famille bourgeoise. Elle coïncide, par ailleurs, avec l'émergence de la première vague du féminisme moderne. Plusieurs travaux récents d'histoire sociale ont reconstitué et documenté cette période importante<sup>1</sup>. Elle représente l'aboutissement d'un changement profond dans les mentalités que révèlent, en particulier, la distinction et la séparation graduellement établies entre la vie publique et la vie privée. La seconde recouvre l'ensemble des relations conjugales et parentales, au sein de la famille nucléaire. La première, l'ensemble des relations extra-familiales, dans l'activité professionnelle, politique, civique, religieuse, etc. Une nouvelle formation de l'idéologie se construit sur cette distinction du privé et du public, la renforçant. Elle comprend le modèle du mariage fondé sur l'amour romantique et le modèle du lien parental fondé sur l'amour aussi, en particulier l'amour maternel. Elle comporte, en plus, de nouveaux critères d'esthétique et de rationalité, en matière d'architecture, d'urbanisme, d'habitation ; des normes d'hygiène et de santé physique et mentale ; enfin, des règles morales, s'appliquant surtout aux relations d'ordre affectif et sexuel. La famille bourgeoise se trouve organisée comme lieu du privé : elle se perçoit comme une cellule autonome, isolée du milieu ambiant, protégée contre l'extérieur, auto-suffisante en ce qui a trait à l'affectivité et, dans le cas du couple, à la sexualité. Sont exclus de la famille, en pratique ou de manière symbolique : domestiques, clients, parents éloignés, voisins, associés, confrères, compagnons, etc., ce qui empêche l'osmose, la pénétration réciproque de la famille et de son environnement habituel.

C'est l'État, paradoxalement, qui orchestre cette opération de « privatisation » de la famille. Il est l'auteur de lois et de politiques dont la famille est la cible principale. Elles sont mises en application par différents corps de fonctionnaires publics et parapublics, par divers groupes privés, séculiers et religieux, agissant sous la tutelle de l'État : travailleurs sociaux, médecins, hygiénistes, éducateurs publics, instituteurs, clergé, communautés religieuses, sociétés de bienfaisance et de réforme sociale, etc. Cet essaim d'intervenants auprès de la famille opère ce que

---

<sup>1</sup> Mes remarques s'inspirent principalement des ouvrages suivants : Michel Foucauld, *Histoire de la sexualité : la volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976 ; Jacques Donzelot, *la Police des familles*, Paris, Éditions de Minuit, 1977 ; Philippe Meyer, *l'Enfant et la raison d'État*, Paris, Le Seuil, 1977 ; I. Joseph, P. Fritsch, A. Battégay, « Disciplines à domicile : l'édification de la famille », *Recherches*, n° 28, 1977 ; sous la direction de Michael Gordon, *The American Family in Social-historical Perspective*, New York, St. Martin's Press, 1973 ; Edward Shorter, *op. cit.*

Foucault et d'autres historiens ont appelé la « normalisation » des pratiques relevant du domaine privé. Là où l'Église catholique détient une place importante dans la hiérarchie des appareils du contrôle (en France, en Italie, en Espagne, par exemple), elle assume pour une large part, l'encadrement de la famille et dispose, à cette fin, d'une autonomie importante relativement à l'État<sup>1</sup>. Là où le réseau du contrôle n'est pas centralisé seulement dans l'État (aux États-Unis, par exemple), certaines interventions « normalisatrices » sont spontanément et librement organisées par des groupes et des organismes privés, d'inspiration religieuse, civique, politique et autres. L'État (local, régional et central) fournit tout de même à ces organisations une partie des ressources techniques, légales et financières nécessaires. Les stratégies de « normalisation » varient suivant les classes et les milieux où elles sont mises en œuvre ; néanmoins, elles imposent uniformément ce modèle de la famille bourgeoise, qui est vu par les classes dominantes comme une garantie de prospérité et d'ordre social.

La famille du modèle bourgeois se constitue donc, dans et par l'État. D'unité de production économique, elle devient une unité de contrôle des agents sociaux, étroitement imbriquée dans le réseau des appareils du contrôle de cette société bourgeoise. Ce réseau se différencie et se spécialise : certains appareils exercent des fonctions de police et de répression ; d'autres organisent la distribution de ressources et les services, et ce faisant, règlent, supervisent, surveillent, encadrent les agents. Tels sont les systèmes scolaire, hospitaliers, l'assistance sociale, etc. L'articulation de la famille et des instances centrales du contrôle social, par l'intermédiaire de ces appareils, implique un affaiblissement de sa propre structure de domination. En effet, le caractère absolu de l'autorité domestique, maritale et paternelle, est largement tempéré par le droit bourgeois, en vertu des principes de la liberté et de l'égalité entre les personnes. Le modèle du mariage et de la famille fondés sur l'amour réciproque entre les personnes, exige d'ailleurs leur liberté et leur égalité, du moins relative<sup>2</sup>. Ces nouvelles conditions comportent le maintien, et même le renforcement, de la responsabilité masculine, paternelle et maritale. Dans plusieurs sociétés, au cours de la période de transition vers la société bourgeoise, les femmes, particulièrement celles qui sont mariées, perdent certains droits relatifs à la propriété et à la disposition de leurs biens. Elles deviennent, en maintes circonstances, des mineures au regard de la loi. La responsabilité masculine constitue la charnière entre la famille et les appareils supérieurs du contrôle social, qui s'exerce ainsi dans le privé, sous la forme de l'autorité personnelle<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Concernant le partage du contrôle de la famille entre l'État et l'Église, voir Nadia Fahm-Eid et Nicole Laurin-Frenette, « Théories de la famille et rapports famille-pouvoirs dans le secteur éducatif au Québec et en France (1850-1960) », *la Revue d'histoire de l'Amérique française*, automne 1980.

<sup>2</sup> C'est une des hypothèses de Edward Shorter.

<sup>3</sup> Au sujet de la transformation des relations domestiques par le droit civil et le droit ecclésiastique, du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, voir Jean-Louis Flandrin, *op. cit.*

Le féminisme, dans sa forme moderne, apparaît à l'époque des grandes révolutions démocratiques. Il prendra une envergure considérable dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Les groupes et les organisations de femmes, prolétaires et bourgeoises, se multiplieront, de même que les journaux, revues et livres féministes. En France et en Angleterre, le mouvement aura tendance à se lier au socialisme, en particulier au socialisme utopique. Aux États-Unis, il fera montre d'une plus grande neutralité politique, s'associant toutefois aux forces progressistes. Il deviendra rapidement un groupe de pression important, faisant l'admiration des féministes européennes. Dans ce contexte, divers aspects de la réorganisation de la famille, qu'on a décrite dans ses grandes lignes, se présentent (et sont considérés) comme une amélioration de la condition des femmes.

À l'époque, le discours féministe dénonce, en particulier, les conditions et les conséquences physiques et morales de la participation des femmes à la production non domestique, par le travail à domicile et à l'usine : les heures de travail trop longues, les salaires trop bas ; la difficulté d'accumuler une dot, de trouver un mari « solvable », de prendre soin des enfants ; les problèmes de santé, d'hygiène, de moralité, etc. Le soulagement de cette misère ouvrière féminine devient un des objectifs de l'assistance, gouvernementale et privée, aux classes populaires. Dans cette voie, le modèle de la « conjugalité » et de la « domesticité » bourgeoises est la solution proposée pour résoudre les problèmes des femmes. Il représente aussi l'envers des lois et des politiques qui limitent et règlent le travail rémunéré des femmes et des enfants. Aux enfants, on impose l'obligation d'aller à l'école et l'interdiction de vagabonder, la surveillance paternelle et la sollicitude maternelle, sous le regard vigilant du travailleur social et celui de la dame patronnesse. Aux femmes, l'union et la procréation légitimes, l'assignation à domicile, la responsabilité du travail ménager, du soin et de l'éducation des enfants (incluant l'allaitement maternel qui est le cheval de bataille de toutes les campagnes de réforme sociale et morale) ; enfin, la tutelle maritale et la surveillance du médecin outre celle du curé. Pourtant, les féministes de l'époque condamnent, radicalement, le mariage et l'ensemble des conditions domestiques des femmes, qu'elles assimilent à un asservissement, un esclavage, une forme de prostitution<sup>2</sup>. Ce point de vue est mis en échec par la revalorisation de la « conjugalité » au nom de l'amour romantique, par la revalorisation de la maternité au nom de l'amour

<sup>1</sup> Pour la première période du féminisme moderne, voir : Elise Boulding, *op. cit.* ; M. Albistur et D. Armogathe, *op. cit.* ; Laure Adler, *op. cit.* ; Sheila Robotham, *op. cit.* ; ainsi que les trois premiers chapitres de l'anthologie publiée sous la direction de Miriam Schneir, *Feminism, the Essential Historical Writings*, New York, Random House, 1972.

<sup>2</sup> Le langage des féministes est très explicite. Par exemple, le titre de l'ouvrage influent publié en Angleterre, en 1825, par W. Thompson et A. Wheeler : « *Appeal of one half the human race, women against the pretensions of the other half, men to restrain them in political and thence in civil and domestic slavery* » ; de même, le manifeste présenté par des femmes à l'Assemblée Nationale française, pendant la révolution de 1789, affirmant : « Vous allez abolir tous les privilèges, abolissez aussi les privilèges du sexe masculin... Treize millions d'esclaves sont honteusement enchaînées par treize millions de despotes. »

maternel et du mythe de la vocation féminine d'éduquer. Dans un autre domaine, la scolarisation obligatoire et les différents programmes d'éducation destinés aux adultes, en particulier aux mères et aux maîtresses de maison, viennent apparemment combler le manque d'instruction, l'ignorance des femmes, dont les féministes ne cessent de s'affliger.

Après les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, le féminisme présente certains signes d'essoufflement. En France, par exemple, plusieurs revues et journaux féministes se transforment peu à peu en magazines féminins, offrant recettes de cuisine et instructions en puériculture<sup>1</sup>. Aux États-Unis, se forme une alliance entre le clergé des dénominations protestantes influentes et les femmes de la bourgeoisie. Ils élaboreront de concert – les pasteurs dans leurs sermons et les dames dans leurs romans – un discours moral, religieux et littéraire qu'on a qualifié de culture du sentiment : conservatrice, pieuse et familialiste<sup>2</sup>. Cependant, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> marquent un nouvel essor du féminisme, qui prend une ampleur sans précédent<sup>3</sup>. Son idéologie et ses activités sont axées sur la lutte pour la reconnaissance des droits des femmes, principalement le droit de vote, l'accessibilité aux professions et aux métiers, l'accessibilité à l'éducation secondaire et universitaire. Or, cette période de lutte coïncide, une fois encore, avec une phase de ré-organisation de la famille. Opération qui s'effectue dans l'État et dans les réseaux modernes du contrôle, centrés dans l'État. Cette réorganisation de la famille répond aux changements affectant la production domestique, la production extra-domestique, et leurs rapports réciproques. On y a fait allusion précédemment : d'une part, la fabrication industrielle et la commercialisation d'une proportion croissante des biens et des services traditionnellement produits dans le cadre domestique, de même que l'investissement du secteur domestique par la nouvelle technologie, appliquée aux travaux ménagers ; d'autre part, l'intégration croissante des femmes à la main-d'œuvre salariée, du secteur de l'industrie d'abord, et plus tard, des secteurs du commerce, de la finance et de la fonction publique. Entre autres conséquences de cette tendance, l'entrée des femmes dans les professions libérales, notamment l'enseignement, mérite d'être soulignée de même que la diminution du nombre de servantes et d'aide-ménagères, reconverties au travail en usine. Le maintien, en général, de la tendance à la baisse des taux de

---

<sup>1</sup> Laure Adler, *op. cit.*

<sup>2</sup> Ann Douglas, *The Feminization of American Culture*, New York, Avon Books, 1977 ; Barbara Welter, « The Cult of True Womanhood : 1820-1860 », *American Quarterly*, 18, 2, 1966.

<sup>3</sup> Il existe plusieurs ouvrages sur l'histoire des femmes et du féminisme, à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Mes remarques s'inspirent principalement des ouvrages suivants : M. Albistur et D. Armogathe, *op. cit.* ; William L. O'Neill, *Everyone Was Brave : the Rise and Fall of Feminism in America*, Chicago, Quadrangle, 1969 ; Peter G. Filene, *Him, Her, Self : Sex Roles in Modern America*, New York, Harcourt, Brace, Jovanovich Inc., 1974 ; Carol Hymowitz et Michael Weissman, *A History of Women in America*, Bantam Books, 1978 ; le chapitre 5 de l'anthologie publiée sous la direction de Miriam Schneir, *op. cit.* ; et pour le Québec, les travaux historiques regroupés dans le recueil publié sous la direction de Marie Lavigne et Yolande Pinard, *les Femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, 1977.

natalité, observable depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, s'inscrit aussi dans cette transformation globale des conditions de la production des femmes.

À cette « socialisation » croissante de la force de travail des femmes, de leurs moyens de travail et, en général, des procès de la production domestique, s'associe paradoxalement, la « privatisation » croissante des femmes, en tant qu'épouses, mères et maîtresses de maison, dans la cellule familiale. Cette « privatisation », déjà accomplie au siècle précédent, au nom des principes de la « domesticité » bourgeoise, est renforcée par des mécanismes idéologiques nouveaux. C'est au début du XX<sup>e</sup> siècle qu'apparaît le mythe du professionnalisme dans le travail ménager et le soin des enfants. Un discours largement répandu élève les fonctions domestiques des femmes au rang de tâches professionnelles, devant obéir à des normes strictes de rationalité, de qualité et de rendement, exigeant des connaissances scientifiques et une formation spécialisée. D'une part, cette propagande offre une réponse aux féministes qui continuent à revendiquer l'éducation et l'instruction, des femmes. D'autre part, elle satisfait, symboliquement, le besoin d'avoir une identité et une valeur, exprimé par bien des femmes surtout de la bourgeoisie. Le mythe du professionnalisme domestique couronne une nouvelle idéologie de la féminité. Cette nouvelle féminité place une lourde responsabilité sur les épaules des femmes, en particulier celles de la classe ouvrière qui auront du mal à trouver le temps et les ressources nécessaires pour être à la hauteur de leurs obligations. En pratique, la nouvelle féminité va conduire les femmes à accepter la double carrière (simultanée ou partagée en segments) qui sera le lot d'un nombre croissant de femmes. En plus, l'importance et la valeur symboliques redonnées aux fonctions domestiques des femmes vont faire augmenter le temps et la quantité d'énergie qu'elles consacreront à l'accomplissement de tâches domestiques réduites. Pour caricaturer : il sera plus onéreux et plus difficile d'élever trois enfants, de faire la cuisine et le ménage pour une maisonnée de cinq, au XX<sup>e</sup> siècle, qu'il l'aurait été d'élever dix enfants au Moyen Âge ou de nourrir et d'entretenir toute une tribu dans l'Antiquité.

Progressivement, la fonction de la production domestique va donc relever davantage de l'ordre politique, c'est-à-dire de la régulation, du contrôle de ses agents de production, que de l'ordre économique, au sens strict. De plus en plus, c'est le mécanisme même de la « privatisation » domestique qui assure ce contrôle, plutôt que la structure de domination familiale, liée au système des places domestiques sexuées. Il peut être opportun de rappeler qu'au début du siècle, le principe de la collectivisation du travail ménager connaît une vogue notable, et que sont tentées des expériences d'organisation communautaire de la vie dite privée, en particulier aux États-Unis. Pourtant, ces faits historiques laisseront peu de traces dans la mémoire des générations suivantes. De même, d'ailleurs, que tout le mouvement féministe des premières décennies du siècle, exception faite des suffragettes. Est-il besoin de rappeler la longue éclipse du féminisme, des années 1930 à 1960 et même 1970. Triomphe de la nouvelle féminité : la « privatisation »



et la « domesticité » alliées aux droits civiques et au travail salarié <sup>1</sup>. On a tendance à obscurcir la réalité du travail salarié, lorsqu'on fait allusion à la période 1930-60, placée sous le mythe de la bonne-femme renvoyée à ses fourneaux. Or, c'est dans l'imaginaire surtout que les femmes ont été renvoyées à leurs fourneaux, après la dépression et la deuxième guerre mondiale. En pratique, la majorité des femmes salariées le sont demeurées ; leurs effectifs dans la main-d'œuvre salariée se sont même accrus, pendant ces trois décennies. Seulement, la « vraie » féminité était ailleurs...

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les revendications et les luttes féministes les plus importantes ont pour objet le droit pour les femmes de participer à la vie politique et à la vie dite publique, en général, notamment le droit de vote, l'égalité devant la loi, l'accessibilité aux professions et aux études avancées, la possibilité de disposer de leurs biens, de faire du commerce et des affaires sans autorisation maritale, de briguer des charges publiques, etc. Tôt ou tard, les différents États occidentaux reconnaîtront officiellement ces droits. Cependant, l'exercice de ces droits – la participation des femmes à la vie publique – sera organisé de manière à entretenir la « privatisation » des femmes. En outre, cette participation sera mise au service de la reproduction sociale ; elle sera canalisée dans les processus du changement fonctionnel. Considérée comme un prolongement des fonctions domestiques de l'épouse, de la mère et de la ménagère, cette participation sera limitée au temps libre (les heures et les années) que permettent le travail domestique et la procréation. Les objectifs de cette participation seront fixés, en bonne partie, par différentes organisations se consacrant à la réforme morale de la société et à la charité publique. Nombre de femmes seront embrigadées dans des activités de bienfaisance aux pauvres, de réforme des déviants ; dans des combats pour la tempérance et la moralité publique, contre la prostitution et la pornographie – sans oublier la propagande de guerre. Dans le domaine de l'éducation, la permission de fréquenter les collèges et les universités sera accordée aux femmes mais la « filière » féminine y sera rapidement aménagée, comme en témoigne, par exemple, la vogue extraordinaire des études ménagères et para-ménagères, spécialement aux niveaux secondaire et universitaire (diététique, *home economics*, puériculture, etc.). Dans le domaine des professions, les ghettos féminins vont être créés, principalement dans l'enseignement et le nursing. Plus tard, s'y ajouteront les emplois de bureau et d'autres métiers et professions que les hommes céderont aux femmes. De ce simple fait, ces emplois deviendront alors féminins : les qualités et les activités qui leur sont propres étant féminisées par l'idéologie.

---

<sup>1</sup> Pour cette période, aux États-Unis, voir en particulier, Betty Friedan, *The Feminine Mystique*, New York, W.W. Norton, 1963 ; pour la même période, en Europe, voir la remarquable analyse du rapport entre les femmes et l'État totalitaire, de Maria A. Macciocchi, « Les femmes et la traversée du fascisme », dans l'ouvrage publié sous sa direction, *Éléments pour une analyse du fascisme*, Paris, 10/18, 1976.

La canalisation de la participation publique des femmes dans des activités utiles à la conservation de l'ordre social est l'œuvre des états, des églises et de leurs courroies de transmission : partis, associations, sociétés, comités, confréries de toutes sortes. Ces appareils font explicitement appel aux femmes pour la défense de l'ordre ; ils diffusent le mythe de la vocation réformatrice des femmes ; ils encadrent, orchestrent et orientent, dans le sens de leurs intérêts, l'engagement social et politique féminin. En même temps que l'activité publique des femmes permet de réduire leur subordination domestique aux maris et aux pères, cette activité rend possible, paradoxalement, la subordination directe et immédiate des femmes aux instances centrales et supérieures du contrôle social. Elles deviennent souvent un des relais privilégiés de ce contrôle, par l'intermédiaire de leurs professions, de certaines de leurs organisations et de leurs interventions. Le mouvement des femmes, dans le contexte de ses relations actuelles avec l'État, est victime de semblables paradoxes. Avant d'aborder l'analyse de cette conjoncture, je voudrais, toutefois, écarter les objections et apaiser les inquiétudes que les remarques précédentes peuvent soulever.

Souvent, on explique que les femmes ont été récupérées (dit-on), parce qu'elles se sont fixé des objectifs de lutte réformistes, tel que le droit de vote. Ou parce que leur prise de conscience n'a pas atteint la racine profonde de l'oppression, c'est-à-dire ce que les féministes, actuellement, croient être la racine de l'oppression – le mode de production capitaliste ou les rapports de force entre les sexes, etc. Je n'estime pas ces opinions entièrement fondées. La forme des revendications féministes, dans le passé, est différente de leur forme actuelle, par la force du contexte et de la conjoncture dans lesquels elles s'inscrivent. Pour moi, le sens des luttes féministes demeure néanmoins le même, aujourd'hui comme hier : libérer les femmes de la contrainte qu'elles subissent, parce qu'elles sont des femmes, dans le mariage, la vie familiale, le travail, la politique, les relations sexuelles, l'activité intellectuelle, culturelle... Aucune des revendications qui visent cette cible, directement ou indirectement, ne laissent intacte la féminité, qui est la matrice de toutes les figures et modalités de cette contrainte. Toutes ces revendications – qu'elles soient jugées réformistes ou révolutionnaires, fondamentales ou secondaires – démontrent et dénoncent, implicitement ou explicitement, le caractère dysfonctionnel de la féminité pour les femmes elles-mêmes : la contradiction insoluble entre ce qu'elles font et ce qu'elles doivent être. La récupération du féminisme, c'est la capacité dont le pouvoir dispose, d'imposer aux femmes des pseudo-solutions, symboliques et pratiques, de cette contradiction. Ces solutions laissent entière la contradiction, mais elles assurent la reproduction de l'organisation sociale qui la génère. Ainsi, tout bouge et rien ne change... On ne peut éviter de considérer comme un acquis fondamental les droits dont les femmes ont obtenu la reconnaissance, les changements qu'elles ont imposés, les solidarités qu'elles ont construites. Mais on ne peut refuser de constater que cet acquis n'est pas irréversible, parce que les conditions de sa réversibilité – ce que j'appelle la féminité – se sont conservées tout en se modifiant. C'est le rocher de Sisyphe auquel le mouvement des femmes est enchaîné.



## Le déclin de la production domestique

Dans le contexte actuel, les fonctions de la production (et la régulation de cette production) dans la sphère domestique, sont réduites à tel point que plusieurs caractères traditionnels des procès domestiques, notamment les places fondées sur le sexe des agents, ont perdu une bonne part de leur nécessité et de leur fonctionnalité<sup>1</sup>. Toute personne adulte est parfaitement capable de reproduire, matériellement, sa vie ou sa force de travail (pour employer l'expression consacrée), sans formation ou expérience préalable et en y consacrant relativement peu de temps. La préparation des repas, le nettoyage et l'entretien, l'habillement l'approvisionnement et les autres tâches nécessaires ont atteint un grand degré de simplicité et de facilité, parce que les produits, les services et les instruments de travail nécessaires sont disponibles dans le commerce et sont d'un usage relativement aisé. Les jeunes enfants ne peuvent pas accomplir ces tâches, mais les adultes peuvent pourvoir aux besoins des enfants, moyennant un peu de temps et d'effort, compte tenu des facilités mentionnées et compte tenu du petit nombre des enfants qui sont à la charge des adultes. En bref, la société n'a plus besoin du travail, à plein temps, d'un agent spécialisé dans les tâches domestiques, pour chaque unité familiale et pour toute la durée de l'existence de cette unité.

En outre, la procréation des enfants – autre dimension de ce qu'on appelle la reproduction de la force de travail – n'exige plus des femmes un investissement considérable de temps et d'énergie. Les conditions du procès général de la production sociale, aux niveaux mondial et régional, incluent un taux de croissance démographique faible ; le degré zéro de croissance est en voie de devenir l'idéal. On assiste ici à l'aboutissement d'un changement qui commence avant la révolution industrielle et qui représente l'inversion d'un phénomène peut-être millénaire : pour la société, les enfants n'ont de valeur qu'en nombre très limité ; ils coûtent cher à leurs parents et à la collectivité et « rapportent » très tard. Il s'ensuit que les femmes, en tant que capital productif, ont perdu une grande partie de leur valeur. Pour les hommes, la propriété des femmes-capitaux et de leurs enfants n'est plus tellement profitable. Et ce, même dans les classes possédantes, l'héritage n'étant plus le mécanisme privilégié de leur reproduction.

---

<sup>1</sup> Les faits sur lesquels s'appuie mon analyse des transformations de la sphère domestique, ont été relevés par quelques auteurs, qui les interprètent toutefois dans une perspective différente de la mienne. Il n'est pas possible dans ce texte, de citer tous les travaux pertinents et d'en faire le compte-rendu critique. J'ai consulté avec profit le texte de la communication de Carol A. Brown, intitulée « The Political Economy of Sexual Inequality », au congrès des Sociologists for Women in Society, en août 1979, à Boston ; de même que Albert Szymanski, « The Socialization of Women's Oppression : a Marxist Theory of the Changing Position of Women in Advanced Capitalist Society », *The Insurgent Sociologist*, 6, 2, 1976 ; et concernant l'appropriation par l'État de certaines fonctions familiales, Mary McIntosh, « The State and the Oppression of Women », dans A. Kuhn et A. M. Wolpe, *op. cit.*

Les enfants de la croissance-zéro sont tout de même mis au monde ; ils doivent être nourris, protégés, soignés, surveillés, amusés, socialisés, éduqués, etc. Mais ces tâches n'incombent que pour une part à la famille, et que pour un temps limité. Ces tâches sont partiellement prises en charge par l'État et par des appareils, étatiques et privés, autres que la famille : garderies, écoles, cliniques, hôpitaux, agences et organismes divers, sans oublier les media, comme la télévision, en ce qui concerne la socialisation et les loisirs. En exagérant un peu, on pourrait dire que désormais, une des responsabilités majeures des parents est d'acheminer leurs enfants vers les instances et les services appropriés, au moment opportun. Cette tendance s'est manifestement accentuée partout, dans les dernières décennies. Quant aux adolescents, non seulement leur instruction est-elle assurée hors de la famille, mais l'essentiel de leurs activités est encadré par le *peer group*, lequel assume aussi la satisfaction de besoins affectifs et sociaux<sup>1</sup>. La fameuse notion de sous-culture des jeunes est un autre nom de la socialisation des fonctions domestiques. Aussi bien, la nouvelle notion de sous-culture du troisième âge, référant à une catégorie d'agents encore plus nettement détachés de la famille et rattachés à l'État ainsi qu'à d'autres appareils extra-domestiques. Les tâches liées à la présence dans la famille, d'enfants, de jeunes et de personnes âgées, ne justifient plus le travail à plein temps d'un agent, dans chaque unité familiale, pour toute la durée de l'existence de cette unité.

Les familles qui se situent dans les catégories socio-économiques les plus désavantagées, font exception à cette règle, jusqu'à un certain point. Non seulement parce qu'elles ont parfois davantage d'enfants, mais parce qu'elles ne disposent pas du revenu nécessaire pour se procurer toutes les ressources qui permettent la réduction du travail domestique. Par contre, dans d'autres catégories sociales, on observe une tendance paradoxale à gonfler et à multiplier artificiellement les tâches et les activités ménagères – changer les draps deux fois par semaine et faire reluire l'argenterie, faire ses confitures et ses gâteaux, broder les vêtements, accompagner les enfants aux leçons de danse, de musique, d'équitation, de voile, etc. Cependant, cela ne recrée pas les fonctions. De tels mécanismes de compensation sont d'ailleurs assez répandus pour que le nombre d'heures que consacrent, supposément, au travail ménager, les femmes qui n'ont pas d'emploi salarié, demeure relativement élevé : le double du nombre d'heures qu'y consacrent les femmes qui ont un emploi, le nombre et l'âge des enfants tenus constants<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Une littérature sociologique abondante est consacrée à ce sujet et à celui du troisième âge mais il est impossible d'en donner un aperçu critique dans le cadre restreint de cet article.

<sup>2</sup> Andrée Michel, « Problématique nouvelle de la production domestique non marchande », dans A. Michel, *op. cit.* Dans les articles du recueil précité, on trouvera des faits et des interprétations concernant le travail ménager et ses variations suivant les classes et les différentes situations conjugales et familiales. À propos de ces questions, on consultera aussi avec profit le recueil publié sous la direction de Karen Wolk Feinstein, *Working Women and Families*, Beverly Hills/London, Sage Publications, 1979. La dimension existentielle ou « vécue » des fonctions

En résumé, la sphère de la production domestique existe encore et la famille est le cadre des activités qui s'y déroulent mais, comme on l'a remarqué précédemment, bon nombre des tâches relatives à cette production ont été peu à peu assumées par des appareils qui appartiennent à la sphère extra-domestique. En outre, les fonctions que la sphère domestique continue à exercer, sont soumises à une régulation extra-domestique. Cette situation résulte de plusieurs facteurs, associés au développement du capitalisme. Ainsi, l'intégration massive des femmes à la main-d'œuvre salariée, la commercialisation profitable de la production de divers biens, services et instruments de travail relevant des procès domestiques, le genre de formation et d'entretien que requiert la force de travail du capitalisme, la centralisation du contrôle des agents dans l'État, etc. À mon avis, ces facteurs entretiennent des relations de causalité réciproque. La conséquence principale de cette situation, on l'a souligné, est la modification du système des places sexuées propre aux procès domestiques : modification des tâches et des fonctions respectives des agents et des relations entre les agents, dans leur places. Les places attribuées sur la base du sexe existent encore, mais la place d'épouse-mère-maîtresse-de-maison est privée, pour une part, des fonctions qu'elle supporte ; de même, la place d'époux-père-chef-de-famille-maître-de-maison.

Les places et les relations qu'elles impliquent – particulièrement l'exploitation et la domination des femmes par les hommes – ont tendance à apparaître comme arbitraires aux agents et surtout, aux agents-femmes. La force des dominants se trouve partiellement sapée ; le consentement des dominés leur est partiellement retiré. Pour ne donner que quelques exemples, on dit des femmes qu'elles « découvrent » le caractère gratuit du travail domestique, des enfants qu'ils ne « reconnaissent plus » l'autorité parentale, des hommes qu'ils « perdent » le sens de la responsabilité. En réalité, il n'est ni possible, ni profitable et par conséquent, il est inacceptable pour une femme qui exerce un emploi salarié, d'assumer au foyer toutes les tâches ménagères. Pour un homme, il n'est plus rentable et par conséquent, il n'est plus souhaitable de supporter une femme financièrement durant toute sa vie d'adulte, en échange de services domestiques. En effet, c'est un luxe que peu d'hommes peuvent se permettre ; pour les femmes, c'est une condition de plus en plus difficile à supporter lorsqu'elles n'ont pas (ou plus) d'enfants d'âge préscolaire. Dans la sphère extra-domestique, par ailleurs, il est de moins en moins rationnel et par conséquent, de moins en moins acceptable, de donner aux femmes une instruction différente de celle des hommes et une rémunération moins élevée que la leur, comme de leur confier des responsabilités professionnelles ou sociales moins lourdes, sous prétexte que leur carrière domestique requiert le meilleur de leur temps et de leur énergie. Cependant, cela est souvent rentable pour les employeurs, comme la double journée de travail des femmes est utile à leur mari.

Peut-être les femmes ne sont-elles pas divisées, partagées, comme on l'affirme souvent, entre les exigences et les obligations de leur rôle d'épouse, de mère et de maîtresse de maison d'une part, et celles, contradictoires, de leur engagement professionnel, social et politique d'autre part. Ne seraient-elles pas plutôt divisées entre la féminité, le discours qui les constitue comme femme, et la pratique aussi bien dans la sphère domestique que dans la sphère extra-domestique. Dans les deux secteurs, la féminité est la source de sentiments de déception, de dévalorisation, d'aliénation. Les multiples formes de contradiction entre le modèle de la féminité et l'existence réelle des femmes nourrissent le discours et la pratique féministes. Elles nourrissent aussi la réaction anti-féministe, qui est le fait des hommes et d'une partie des femmes : le retour en arrière et la fuite en avant peuvent paraître séduisants mais ils sont également impossibles. En outre, la contradiction ne cesse de s'aggraver, dans la mesure où les solutions qu'elle a appelées dans le passé, ont épuisé leur efficacité pratique et symbolique. La famille bourgeoise de l'époque victorienne a vécu. Sa version de l'après-guerre, la famille banlieusarde de classe moyenne à l'américaine, achève son règne. Nous sommes déjà catapultés dans l'ère de la famille d'État, de la famille étatisée.

### Vers la famille étatisée

La notion de famille d'État présente une contradiction dans les termes ; elle ne semble pas davantage pensable que la notion d'État familial. En effet, la relation d'ordre politique et la relation d'ordre familial sont antinomiques, dans la logique de l'idéologie qui les distingue et les définit. D'un point de vue sociologique, elles sont l'envers et l'endroit du procès d'ensemble de la régulation. La transformation respective de l'État et de la famille et du mode d'articulation de ces deux instances, dans la société actuelle, dessine un double champ de contrôle social, partagé par la ligne de démarcation du privé et du public, dont les pôles sont l'État-famille et la famille-État. Un État qui aura progressivement absorbé les fonctions familiales, les convertissant en fonctions politiques. Une famille qui restera l'unique refuge et la gardienne des relations entre les personnes : base même du fait sociopolitique, réduite à la portion congrue de l'existence et convertie en fonction familiale.

Cette restructuration du contrôle social s'effectue par l'intermédiaire de l'État et des appareils reliés à l'État<sup>1</sup>. À certains égards, elle se fait au nom et sous le couvert de principes féministes et, pour une part, avec le consentement et la participation des femmes. Cette opération est plus ou moins avancée dans les différentes sociétés et les différents États. Elle s'appuie sur le processus qui tend vers l'élimination de la sphère domestique comme lieu de procès de production de

---

<sup>1</sup> Sur la restructuration actuelle de l'État, en général, les travaux les plus stimulants sont, à mon avis, Henri Lefebvre, *De l'État*, Paris, 10/18, 1977 ; Cornelius Castoriadis, *la Société bureaucratique*, Paris, 10/18, 1973 ; Jürgen Habermas, *Legitimation Crisis* ; Boston, Beacon Press, 1975 ; James O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, New York, St. Martin's Press, 1973.

biens et de services, articulés au procès général de la production, et elle favorise la transformation de cette sphère domestique en un lieu privilégié de la production du sens, c'est-à-dire de la signification et du sentiment. Le privé s'estompe en tant que cadre de la nécessité matérielle : subsistance, procréation, santé, sécurité. Il est recréé en tant que cadre de la gratuité et de la spontanéité : identité, affirmation et épanouissement du moi dans l'échange inter-personnel. La famille correspond à ce pôle du champ de production du sens. Elle organise, dans les formes de la subjectivité, ce niveau de l'échange associé à la dimension privée des rapports sociaux. Leur dimension publique est organisée principalement dans l'État : l'autre pôle de ce champ de production du sens. Le sens y est généré dans les formes de l'objectivité, s'y référant à l'association des intérêts inter-individuels et à l'association des intérêts de classes : le « nous » de la nation – l'ensemble ethnique, territorial, politique, économique, culturel.

Les relations entre les agents dans la sphère domestique demeurent fondées sur le système des places sexuées. Cependant, le déclin des fonctions traditionnelles de ces agents domestiques entraîne la diminution graduelle de l'exploitation et de la domination des femmes et des enfants par les hommes et, donc, l'égalité domestique relative entre les agents – égalité de fait sinon de droit. Pour les femmes, l'égalité domestique est un gain. Elle est garantie par l'auto-suffisance financière (même relative) que permettent l'emploi salarié et/ou les prestations de l'État<sup>1</sup>. Elle favorise une certaine « déprivatisation » des femmes, par l'activité professionnelle, l'engagement social, politique et autre. Pour les hommes, l'égalité domestique est une perte, de pouvoir et de bénéfices divers. Elle implique un certain degré de « privatisation », une forme de « domestication », qui peut être ressentie comme un gain affectif dans le contexte des relations familiales. À bien des égards, on peut considérer que cette nouvelle égalité domestique est l'ultime condition de satisfaction des exigences et des attentes que génèrent le modèle de la relation conjugale fondée sur l'amour romantique, et le modèle de la relation parentale fondée sur l'amour, maternel et paternel. À la limite, ces modèles supposent la suppression de tout intérêt utilitaire ou instrumental, susceptible de s'allier au choix affectif (ou érotique) et, éventuellement, de devenir le ciment du rapport conjugal et familial. La monogamie sérielle est la conséquence la plus manifeste de cette évolution ; elle a tendance à devenir la forme générale de la pratique conjugale. En effet, l'amour romantique, purifié de tout alliage utilitaire, implique le couple et aussi, l'instabilité du couple dans le temps.

<sup>1</sup> À propos du rapport entre l'égalité domestique et les variables salaire et prestations sociales, voir les analyses socio-économiques de Elizabeth Durbin, « The Vicious Cycle of Welfare : Problems of the Female-headed Household in New York City » et de Shirley B. Johnson, « The Impact of Women's Liberation on Marriage, Divorce and Family Life-style », dans l'ouvrage publié sous la direction de Cynthia B. Lloyd, *Sex, Discrimination, and the Division of Labor*, New York, Columbia University Press, 1975 ; voir aussi, Diana Pearce, « Women, Work and Welfare ; the Feminization of Poverty », dans l'ouvrage dirigé par Karen Wolk Feinstein, *op. cit.* ; pour le Québec, voir Francine Barry, *Travail de la femme au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977.

L'égalité domestique s'étend aussi à la relation parent-enfant, qui a tendance à se dépouiller de toutes les motivations et les attitudes instrumentales traditionnelles. La procréation des enfants est désormais tenue pour un acte gratuit : un choix guidé surtout par des considérations sentimentales. La nature des moyens contraceptifs en usage rend les femmes, objectivement, responsables de ces décisions subjectives. Aussi, la cible du contrôle social de la fécondité n'est plus le couple ; ce contrôle s'exerce directement sur les femmes sans recours à l'autorité et à la responsabilité maritales. C'est l'État qui a le pouvoir de réglementer, dans le cadre de ses politiques démographiques, la diffusion des contraceptifs et la disponibilité des services relatifs à l'avortement. Pouvoir qu'il exerce de concert avec les médecins, les administrateurs des hôpitaux, des services sociaux, etc. Ce pouvoir peut aussi bien interdire la fécondité aux femmes que la leur imposer. En ce qui concerne les enfants, on a déjà évoqué la prise en charge croissante de diverses dimensions de leur existence, par des institutions étatiques ou des institutions privées, subventionnées ou réglementées par l'État : soins aux futures mères, services de garde, scolarisation à multiples paliers, soins de santé physique et mentale, dépistage et traitement de l'anormalité et de la déviance, loisirs, culture... La démarcation du privé et du public commence dès la naissance. La relation parentale organise seulement les composantes privées de la vie des enfants. Elle prend donc une forme amicale et spontanée, se dépouille de son caractère autoritaire et contraignant. La famille monoparentale, corollaire de la monogamie sérielle, accentue ces diverses tendances de l'évolution du rapport parental. Les chefs de famille monoparentale sont, en grande majorité, des femmes. Leur situation rend manifeste le transfert graduel aux femmes de la responsabilité de fait sinon de droit, en ce qui concerne les enfants : responsabilité de leur vie et surtout, de leur insertion dans les réseaux institutionnels. L'État est le sommet du triangle familial basé sur la relation mère-enfant. Figure d'où le père est absent, actuellement ou de manière virtuelle.

### **Réforme et régulation**

C'est l'État qui initie, implante, oriente, réglemente, encadre, directement ou indirectement, les politiques, programmes et services d'éducation, d'accueil, de santé, de garde, de récréation, de réhabilitation et autres, qui sont destinés aux femmes et à leurs enfants. Il est responsable des différentes formes d'aide et de soutien, financier et autres, aux familles monoparentales et aux familles en difficulté, tout comme des mesures sociales concernant la grossesse, la contraception, l'avortement. Il n'est pas besoin de démontrer que les instances responsables de l'établissement, l'orientation et la distribution de ces services et de ces ressources, s'assurent par là, le contrôle des personnes qui y ont recours, notamment les femmes et les enfants. Nombre de ces services et de ces ressources sont nécessaires aux femmes ; dans bien des cas, elles ont lutté pour les obtenir. Il n'en demeure pas moins qu'ils permettent une régulation plus centralisée et plus efficace des agents, dans et par l'État.

À bien des égards, les formes nouvelles de la « domesticité » et de la « conjugalité » sont imposées aussi par les appareils centraux du contrôle. Bien souvent, elles le sont sous couvert de satisfaire les besoins, les demandes et les revendications des femmes. C'est la stratégie qui inspire les politiques, les législations et les interventions relatives au mariage, au divorce, aux droits, obligations et charges réciproques des époux, des parents, des enfants. Ces mesures prescrivent et reproduisent, implicitement ou explicitement, la séparation du privé et du public, de même que le nouveau modèle familial dont le privé est le cadre. Ce modèle, on l'a signalé, implique une « privatisation » extrême des rapports inter-personnels et le confinement de la signification et de l'affectivité dans la cellule familiale. La famille agit comme un mécanisme de compensation du public par le privé. Elle divise et isole les agents – ceux qu'elle ne regroupe pas – de tous les autres, femmes, hommes et enfants. La forme la plus courante de la solitude moderne est sans doute le couple, avec ou sans enfant. La nouvelle « domesticité » entraîne un certain affaiblissement de la solidarité masculine, traditionnellement liée au milieu de travail. Elle entraîne aussi l'affaiblissement de la solidarité féminine, traditionnellement liée au voisinage, même en milieu urbain. Les deux fonctions familiales – de compensation et de confinement – ont pour effet, en particulier, d'accroître l'efficacité du contrôle exercé sur les agents dans l'État et dans les autres appareils qui organisent leur vie publique : leur travail, leurs loisirs, leurs activités civiles, politiques, religieuses et autres.

D'autres éléments constitutifs de la nouvelle « domesticité » paraissent répondre, plus spécifiquement, aux besoins actuels et à venir de l'organisation économique des sociétés capitalistes. Le couple et la famille, même étatisés, demeurent l'unité de consommation de base dans le système économique<sup>1</sup>. Ils sont aussi la cible principale de la publicité : l'analyse des messages publicitaires permet de constater que le bonheur conjugal et familial est encore ce qui « se vend » le mieux<sup>2</sup>... Dans la conjoncture économique actuelle, ce potentiel de consommation est maintenu, voire accru, par le travail salarié des femmes. Dans bien des cas, il est accru aussi par le partage plus égalitaire du travail domestique entre les conjoints, qui réclame une infra-structure mécanisée et l'usage abondant de produits et de services commerciaux. Par ailleurs, l'autonomie relative des adolescents par rapport à la famille est liée à l'organisation d'un marché spécialisé qui crée et satisfait à la fois les besoins et les goûts de ladite sous-culture adolescente.

L'intégration des femmes au travail salarié répond à la demande de main-d'oeuvre. L'État aménage les conditions qui facilitent cette intégration, au rythme

---

<sup>1</sup> À ce sujet, Batya Weinbaum et Amy Bridges, « The Other Side of the Paycheck : Monopoly Capital and the Structure of Consumption », dans Z. R. Eisenstein, *op. cit.*

<sup>2</sup> Cette question, et plus particulièrement l'utilisation de la libération des femmes à des fins particulières, est analysée par Anne-Marie Dardigna, *la Presse « féminine »*, Paris, Maspero, 1978.



que lui imposent les fluctuations de l'économie. Ce phénomène n'est pas nouveau mais il prend une ampleur sans précédent depuis quelques décennies. L'armée de réserve que constitue, depuis des siècles maintenant, la force de travail des femmes « libérées » par la réduction progressive de la production domestique, a fourni au système capitaliste un mécanisme efficace de régulation des flux de main-d'oeuvre. On a souligné que la place des femmes, dans la sphère de la production domestique, a permis d'imposer aux travailleuses, dans la production extradomestiques des conditions pires dans leur ensemble que celles que subissent les travailleurs<sup>1</sup>. La modification des fonctions domestiques des femmes peut entraîner l'amélioration de certaines de leurs conditions de production extradomestique. La reconnaissance du droit des femmes au travail à un salaire égal pour un travail égal, à la sécurité d'emploi, à la maternité sans perte de bénéfices, à la syndicalisation, etc., est difficile à obtenir et fait l'objet de luttes acharnées. Pourtant, la reconnaissance de ces droits n'est pas dysfonctionnelle, à long terme, pour les employeurs, et elle sera acquise avec le temps. On peut cependant prévoir que l'intervention de l'État sera requise pour obtenir et conserver ces droits, ce qui lui donne une prise sur les femmes et sur leur mouvement. Situation comparable à celle du mouvement ouvrier et syndical, que l'État a emprisonné dans une législation permettant de le contrôler, à l'avantage des employeurs, tout en améliorant les conditions de travail dans leur ensemble.

La division sexuelle du travail – la répartition sexuelle des tâches – dans les procès de la production non-domestique, demeure à l'abri des mesures législatives et même, dans bien des cas, à l'abri de la contestation féministe. Or, c'est précisément cette division sexuelle des tâches qui est fonctionnelle et avantageuse, à court et à long terme, pour les employeurs et pour l'économie capitaliste dans son ensemble. D'une part, cette division du travail crée, dans toutes les classes – exploitantes et exploitées, dominantes et dominées –, des professions, métiers et spécialités de femmes, qui sont typiquement des catégories d'emploi inférieures aux autres, moins lucratives, offrant moins de sécurité et de possibilité d'avancement. D'autre part, elle permet d'assigner aux femmes de toutes les classes, dans tous les métiers et professions, dans tous les secteurs de travail et à tous les échelons professionnels, des tâches qui sont définies et conçues comme féminines, implicitement ou explicitement. Ces tâches correspondent habituellement à des fonctions subalternes, qui comportent des conditions pratiques et symboliques désavantageuses. La division sexuelle du travail extradomestique est un mécanisme essentiel de régulation de la force de travail, intrinsèque au système économique. Elle est rendue possible par l'idéologie de la féminité, c'est-à-dire le discours sur les femmes et la structure caractérielle des agents-femmes. Ce sont, pour une bonne part, des décisions et des choix volontaires des agents, engageant leurs attentes, orientations et préférences personnelles, dans le contexte des relations entre les sexes, qui permettent de

---

<sup>1</sup> Pour l'analyse socio-économique de divers aspects du travail salarié des femmes, voir les articles des deux premières sections du recueil de Cynthia B. Lloyd, *op. cit.*



reproduire la situation créée par cette division sexuelle du travail. Par conséquent, la transformation de la féminité peut seule empêcher cette reproduction. Mais la féminité est ancrée ailleurs, dans les places sexuées des procès domestiques.

Les formes nouvelles de la « conjugalité » et de la « domesticité » qu'on a précédemment invoquées, supportent un nouveau modèle de cette féminité : le modèle de la « femme libérée ». Il s'agit, bien entendu, du genre de libération qui convient surtout à l'économie capitaliste et à la politique de l'État. Le principe de cette féminité est l'égalité dans la différence. D'une part, les femmes auraient les mêmes droits, obligations et privilèges que les hommes, dans le mariage, la famille, le travail, la vie sociale et politique en général. D'autre part, leur différence spécifique devrait être conservée et valorisée, voire revalorisée. Cette spécificité réfère à un ensemble de traits physiques, intellectuels et affectifs, qui sont conçus comme des propriétés de la nature féminine. L'étude de la féminité en tant qu'elle structure la personnalité des agents-femmes, relève de la psychologie et de la psycho-sociologie<sup>1</sup>. On se limitera à la mention des principes qui organisent cette féminité, en tant que discours sur les femmes. Ce discours, par définition, n'est jamais adéquat à ce que sont les femmes ; il énonce et prescrit la norme qu'on impose aux femmes. Hétérosexualité, passivité, narcissisme, masochisme et sentimentalité, sont encore les composantes fondamentales du modèle. Mais elles sont redéfinies de manière à s'accorder aux nouveaux caractères qu'édicte aussi le modèle : individualisme, autonomie, force, maîtrise, rationalité.

Nonobstant ses contradictions, le complexe caractériel normatif qui définit la féminité rend psychologiquement possible la relation conjugale et le lien maternel, tels qu'ils sont organisés dans la sphère privée des rapports sociaux, c'est-à-dire par la famille. Celle-ci, on l'a vu, est le cadre des procès fondés sur des places sexuées, en fonction desquelles les agents sont socialement constitués en sexes. Procès en déclin de la traditionnelle production domestique, dont les fonctions sont partagées de manière relativement égalitaire entre les agents ; procès nouveaux de la régulation, soumettant directement les femmes et les enfants à l'État ; procès de la production du sens, dont le récent transfert dans le cadre domestique crée des formes nouvelles d'oppression mutuelle entre les agents. La nouvelle féminité rend psychologiquement possible aussi la division sexuelle des tâches dans la sphère publique des rapports sociaux, c'est-à-dire dans les procès extra-domestiques, dont on a indiqué les nouveaux modes de raccordement aux procès domestiques. Un

---

<sup>1</sup> Pour deux exemples très différents d'étude psychologique de la féminité, voir Elena Gianini Belotti, *Du côté des petites filles*, Paris, Les Éditions des femmes, 1976 et Nancy Chodorow, *The Reproduction of Mothering*, The University of California Press, 1978. On trouvera un bon exemple d'étude psycho-sociologique de la féminité, à partir des valeurs formulées par les femmes, dans l'enquête de Colette Carisse, *les Femmes innovatrices*, Paris, Le Seuil, 1974.

nouveau modèle de la masculinité répond aux conditions actuelles de la production domestique et extra-domestique ; il faudrait l'analyser aussi <sup>1</sup>.

Dans le contexte politique, la féminité et l'objet d'une négociation entre le mouvement des femmes et les appareils qui produisent, diffusent et inculquent l'idéologie : l'État, les media, les appareils de la culture – appareils scolaire, scientifique, religieux et autres. Le modèle de la « femme libérée » reflète l'état actuel du rapport des forces entre les partenaires de cette négociation. Non seulement la nouvelle féminité rend-elle possible les formes « avancées » d'oppression des femmes « libérées », mais encore, est-elle aussi l'élément clé de réversibilité du mouvement d'émancipation des femmes, tel qu'il se produit dans l'État <sup>2</sup>. J'ai déjà remarqué, dans l'introduction, que l'histoire des femmes comporte une succession de progrès et de reculs. À certaines époques, les femmes ont acquis des droits, formels et informels, qu'elles ont perdus par la suite ; elles en ont regagné d'autres, sous des formes différentes, dans des contextes différents et ainsi de suite. Tout changement important de l'organisation économique, sociale et politique, affecte positivement ou négativement les conditions des femmes. Le changement ne s'accomplit souvent qu'en mobilisant, et en utilisant de diverses manières le dynamisme des femmes, qui se nourrit des contradictions de cette organisation. L'idéologie de la féminité reflète les variations, dans le temps et dans l'espace, de cette supposée essence immuable : « l'éternel féminin »... Elle est la toile de fond de ce déplacement fonctionnel qu'on impose périodiquement aux femmes et dont elles vivent, maintenant, le plus récent avatar. À mon sens, l'efficacité du féminisme, à court et à long terme, dépend donc de sa capacité d'empêcher la formation et l'institutionnalisation de nouvelles variantes de « l'éternel féminin », fussent-elles assimilées à la libération des femmes.

### Féminisme et anarchisme

Je pense que le dynamisme des femmes peut être mobilisé et employé pour leur libération si le mouvement féministe s'engage dans la révolution, c'est-à-dire le changement de l'ordre social plutôt que le changement dans l'ordre social. La forme anarchiste d'organisation et de lutte révolutionnaires peut seule permettre l'actualisation du potentiel subversif du féminisme. À sa source, le féminisme remet en question le pouvoir, sous sa forme élémentaire et fondamentale : le contrôle inter-personnel par le jeu de la force et du consentement. La force de cette contestation féministe peut être retournée contre les femmes si, dans leur lutte contre la domination, elles s'allient à des instances du pouvoir, à des appareils du

<sup>1</sup> Certains des éléments sexuels et affectifs de la « nouvelle masculinité » sont exposés « naïvement » dans l'essai de Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut, *le Nouveau Désordre amoureux*, Paris, Le Seuil, 1977.

<sup>2</sup> Sur les conditions actuelles d'un détournement du mouvement féministe, voir l'analyse de Maria A. Macciocchi, « Le post-féminisme », dans l'ouvrage publié sous sa direction, *les Femmes et leurs maîtres*, Paris, Christian Bourgois, 1978 et l'analyse de Julia Kristeva, « La femme, ce n'est jamais ça », dans *Polylogue*, *op. cit.*

contrôle : les partis, les sectes et les églises de toutes sortes, l'État... Par contre, si la lutte des femmes n'est pas entravée et détournée, elle peut se propager aux autres niveaux de la domination et s'étendre aux autres formes du pouvoir.

L'État se présente comme l'interlocuteur privilégié du mouvement féministe moderne, depuis le début de ce mouvement et, en particulier, à l'étape actuelle. S'adressant à l'État, le mouvement des femmes a formulé ses revendications principales dans le langage de l'État. Ainsi, les femmes ont réclamé des droits que l'État peut accorder, des réformes que l'État peut accomplir, des ressources que l'État peut distribuer<sup>1</sup>. On l'a vu, il se montre même capable de garantir les changements qu'il ne peut lui-même réaliser, dans l'ordre du privé : des rapports sexuels et affectifs entre les hommes et les femmes. Comme jadis le mouvement ouvrier, en particulier son aile syndicale, le mouvement féministe est constamment contraint de négocier avec l'État parce que, seul, il semble pouvoir imposer le respect des principes que défend le féminisme aux adversaires directs et immédiats des femmes dans leur lutte : les hommes – maris, pères, concitoyens, collègues, patrons, administrateurs, penseurs...

D'un point de vue sociologique, cette interaction entre le mouvement féministe et l'État est conforme à la logique du système social actuel. En effet, la fonction principale de l'État, dans ce système, est d'enregistrer et de résoudre les tensions et les conflits que suscite la division entre les agents sociaux, notamment celle des classes et celle des sexes. Tout mouvement de contestation, d'un palier à l'autre de sa lutte, est nécessairement renvoyé à l'État et sommé de s'entendre avec lui. En revanche, l'État dispose des ressources nécessaires au contrôle de la contestation. Il peut la réprimer d'une manière plus ou moins violente. Il peut aussi effectuer et déterminer des modifications fonctionnelles du système social qui réduisent ses tensions sans compromettre sa reproduction. L'histoire du mouvement ouvrier, de la lutte des Noirs américains, de la contestation étudiante, illustre abondamment les modes de fonctionnement de la régulation étatique des sociétés capitalistes.

Ainsi, les femmes ont obtenu, de l'État principalement, la reconnaissance de certains droits et l'amélioration de diverses conditions. Dans la plupart des cas, ces victoires des femmes sont aussi des victoires de l'État ; elles ont accru sa capacité de contrôler, dans une certaine mesure, les femmes et leur mouvement. Certaines des institutions que l'État a mises en place, depuis quelques années, ressemblent à s'y méprendre à des mécanismes permanents, intégrés à l'appareil étatique, de

---

<sup>1</sup> À titre d'illustration, trois documents importants et récents dont on pourrait citer de multiples analogues : Caroline Bird and the members and staff of the National Commission on the observance of International Women's Year, *What Women Want, From the Official Report to the President, the Congress and the People of the United States*, (National Women's Conference, Houston, Texas, novembre 1977), New York, Simon and Schuster, 1979 ; *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, rapport du Conseil du Statut de la femme au Gouvernement du Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978 ; *le Programme commun des femmes*. (Choisir), présenté par Gisèle Halimi, Paris, Grasset, 1978.

régulation des femmes et de leurs organisations. Tels sont les divers conseils, bureaux, commissions, dont le mandat est d'étudier les femmes et d'enquêter à leur sujet ; d'entendre et de juger leurs opinions, leurs protestations, leurs revendications ; de préparer, d'élaborer, de présenter des solutions à leurs problèmes et des réponses à leurs questions ; même, dans certains cas, de subventionner des projets féministes et de favoriser leur réalisation. Ces organismes pullulent dans les sociétés où le mouvement féministe a le plus d'impact ; ils ont aussi leurs analogues aux niveaux régional et international. Les femmes y sont associées, en particulier à titre professionnel ; certaines organisations féministes y sont représentées, parfois même certaines figures éminentes du mouvement. Les relations entre les femmes et l'État ne sont pas harmonieuses pour autant ; elles ne l'ont jamais été, au demeurant. Car l'État n'a pas résolu dans le passé – et il n'est pas en voie de résoudre – les contradictions qui nourrissent la révolte et la résistance des femmes. Cependant, il a assuré une écoute au féminisme et il a canalisé le dynamisme des femmes, en émoussant la capacité de subversion du mouvement, c'est-à-dire sa puissance de libération.

Le mouvement féministe a proclamé, comme son principe, que la vie privée est politique. La relation deux fois séculaire, entre les femmes et l'État, qu'on a tenté d'analyser dans ce texte, montre que cette proposition est vraie, à tous égards. Quelle conclusion faut-il en tirer ? Que le privé doit faire irruption sur la scène publique et le public se glisser dans les coulisses du privé ? Rien que de normal, prévisible, contrôlable. Tant que subsiste, dans l'idéologie, la démarcation entre les deux champs : le lieu du désir et de la vie, celui de la contrainte et de l'ordre. La contrainte toujours appelée au secours du désir, le désir placé au service de l'ordre. Puisqu'il s'agit du désir que l'ordre a programmé, de la contrainte que le désir a prévue et, par avance, respectée. Subvertir ce système, serait briser l'axe imaginaire qui constitue le public et le privé comme l'endroit et l'envers de l'existence, dans l'État-famille et la famille-État. Libérer le sens qui, dans ces lieux de solitude et de division, est la monnaie d'échange de la régulation. Entre autres figures du sens à libérer, celle que j'ai dénoncée, la féminité, en montrant que c'est du pouvoir qu'elle procède et que ce sont les femmes qu'elle contraint.

## **Réflexions désordonnant les femmes du pouvoir.**

**Yolande Cohen**

[Retour à la table des matières](#)

Les réflexions et interactions multiples que les mouvements de femmes ont suscitées ces dernières années en arrivent aujourd'hui à une phase critique. L'énergie libérée par l'intense activité des femmes dans les années 70 a contribué à provoquer des changements majeurs dans les comportements des individus. L'aspect radical du mouvement et des revendications présentées a servi de moteur à ce changement : le droit de contrôler son corps et sa fécondité s'est d'abord exprimé sous la forme du slogan « Avortement libre et gratuit ». Depuis, les manifestations grandioses ont cessé et la polémique s'est accrue. On parle désormais de maintenir nos acquis : ces gains immenses, ce progrès formidable que nous avons effectué dans cette période faste des années 70. Aujourd'hui, l'ère de crise économique généralisée nous fait craindre le pire ; le pire c'est déjà peut-être les annonces d'un Reagan contre l'avortement, contre l'E.R.A. ; mais le pire c'est surtout la conviction qu'ont de nombreuses femmes que l'excès des années 70 leur a nui, et qu'il faut maintenant rétablir une certaine harmonie entre les hommes et les femmes. Qui dit harmonie pense compromis : des mouvements dits de femmes appuient la lutte anti-ERA et anti-gay, et on parle d'une large percée des idées conservatrices parmi l'électorat féminin. Qu'est-il advenu de la vague de radicalisme de la décennie précédente ? Qu'est-il advenu du mouvement féministe ? Plutôt que faire de la prospective douteuse sur l'avenir possible du mouvement féministe en l'an 2000, ce que je voudrais aborder dans ce texte, c'est en quoi ce mouvement a représenté et représente encore une force subversive non négligeable. La vision que je développerai ici n'est guère innocente. Elle vise à valoriser les comportements des femmes dans ce qui fait à la fois notre force et notre faiblesse et qui rend notre mouvement profondément ambivalent : je veux parler de notre capacité de procréer et de notre attachement à certaines valeurs qui en découlent. Pourquoi la famille et les sphères dites naturelles ont-elles représenté et représentent encore dans une large mesure, le lieu privilégié non seulement d'activité des femmes mais de la force des femmes ? Comment ce processus s'est-il réalisé au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ? Et que signifie-t-il concrètement en termes de gain ou de perte d'autonomie et d'indépendance pour les femmes ? Je voudrais contester la validité d'une théorie tellement répandue qu'elle marque nos

vies quotidiennement, celle qui fait des femmes d'éternelles opprimées. La réalité de l'oppression des femmes ne fait plus de doute : tout un chacun peut régulièrement la vérifier : le travail ménager non reconnu et les emplois subalternes, la ghettoïsation de certaines branches d'activité, les salaires inférieurs et les conditions de travail dégradants, la double journée de travail sont le lot commun de la plupart d'entre nous. Ce que je conteste, c'est la manière dont une certaine vision du féminisme a réduit le féminisme à une lutte pour l'égalité, un combat uniquement centré contre l'oppression. Or c'est cette tendance qui aujourd'hui triomphe, par la reconnaissance que les pouvoirs publics lui confèrent. Ce que je voudrais rétablir, c'est la place qu'ont tenue les femmes dans l'histoire ; place non négligeable, d'acteurs sociaux aussi conscients et aliénés que les hommes. Or il ne suffit pas de dire que les femmes étaient économiquement et politiquement défavorisées, quand on sait que le partage des tâches leur attribuait une autre sphère d'influence. C'est cette autre sphère, qui relève du social et du culturel, que je voudrais donc découvrir, car c'est là que les femmes sont. Le pourquoi de cette division des tâches et de l'assignation de ces rôles particuliers est encore un problème controversé ; mais je ne tenterai pas ici de résoudre cette question <sup>1</sup>. Mon objectif est plutôt de voir en quoi les femmes ont développé des réseaux de solidarité et des formes d'intervention sociales à partir des lieux où elles se sentaient confortables et à l'aise. Ce qui me conduira éventuellement à valider des types d'action que les femmes ont utilisés et qui ne relèvent pas forcément de la normalité reconnue par la politique.

### **Les années 70 : une situation propice à l'éclosion de mouvements de femmes**

Le mouvement de contestation des années 60-70 a libéré des énergies neuves et explosives. Propulsées à l'avant-scène de la vie politique, les contestataires de tout ordre se voient attribuer les rôles à la fois du berger et du porte-drapeau, du héraut de la société future et du révolutionnaire romantique à la manière du XIX<sup>e</sup> siècle. La tâche est ardue ; l'espérance qui porte cet espoir l'est tout autant. Au-delà de ces images d'Épinal éléments importants de toute symbolique sociale, il reste une réalité autrement complexe : celle d'une transformation radicale des critères et valeurs fondant et légitimant notre société. Les soldats refusent de se battre pour une quelconque cause d'intérêt national <sup>2</sup> ; les étudiants ne se sentent plus particulièrement attirés par l'étude et surtout par l'apprentissage forcé des mécanismes sociaux dans lesquels on veut les intégrer ; les jeunes ne veulent plus ressembler à leurs parents ; le mouvement ouvrier revendique plus haut et plus

---

<sup>1</sup> Cette question de l'origine de l'inégalité entre les sexes a été le mieux documentée par les anthropologues (Mead, Rosaldo, Meillassoux, entre autres).

<sup>2</sup> On évalue à près de 200 000 les déserteurs de l'armée américaine pendant la guerre du Viêt-Nam. L'objection de conscience, démarche individuelle, chantée en son temps par Boris Vian, devient par son étendue une démarche collective aboutissant à un renversement durable de la situation.

fort ; les femmes ne veulent plus rester à la maison, ou travailler, au rabais, ou reproduire plus et plus encore d'enfants. Le système bien huilé de la reproduction sociale semble s'être détraqué. La révolte gronde sans qu'on sache bien ni pourquoi ni comment « tout ça » s'est déclenché. Alors on crie au non-sens, à l'anarchisme, à l'égotisme (la *me-generation* des années 70), à la perte des valeurs essentielles à la reproduction minimale de rapports sociaux cohérents. Car ce qui est précisément en cause durant ces années 70, fastes à bien des égards, c'est l'individu. La révolte/révolution n'a plus pour objet de jeter à terre des systèmes, des États ou des sociétés ; elle vise d'abord à réaliser « ici et maintenant <sup>1</sup> », les désirs d'accomplissement total des individus. La subversion émanerait des individus en ce qu'ils se réapproprieraient le social. Tout est donc à inventer même si des relents d'humanisme chrétien et de libéralisme classique marquent profondément les discours soixante-huitards. L'expérience totalitaire intervenue entre-temps suffirait cependant à rendre toute comparaison abusive, caduque. Il reste néanmoins que « l'imagination au pouvoir » fut le slogan chéri et favori de toute ma génération, et qu'en ce sens les modèles anciens de transformation sociale par la prise d'assaut du pouvoir politique furent bel et bien relégués aux oubliettes. À la place, se profilait cette chaude et chaleureuse coopération spontanée et volontaire d'individus travaillant à créer d'autres conditions de vie, *donc* d'autres conditions d'existence en société – l'un n'allant pas sans l'autre, bien sûr. Cette inversion des priorités est remarquable : en privilégiant les instances culturelles, communautaires et sociales, les mouvements de contestation des années 70 ont délimité un autre champ d'intervention que le champ du politique et contribuent ainsi à le discréditer. Dans la foulée, on discrédite tout ce qui peut ressembler à une politique traditionnelle : les partis et les syndicats de gauche et de droite sont débordés les grèves sauvages font pendant aux happenings ; les mouvements et actions spontanés remplacent l'organisation et la discipline. On veut tout faire à la base, dans une sacro-sainte haine de toute hiérarchie ou manipulation bureaucratique. Une chose restait claire dans ces renversements chaotiques : on faisait comme si le pouvoir n'existait pas ; ou plutôt on contestait toutes les ramifications de ce pouvoir tentaculaire. En aucun cas ne savait-on ou ne voulait-on le remplacer par une autre forme de pouvoir. Seuls les groupuscules et les partis, occupés qu'ils étaient à se tailler une place dans la mouvance, et tirillés par les nécessités du recrutement, ont essayé de récupérer « le mouvement » avec des objectifs politiques et des stratégies appropriées. Invariablement, celles-ci étaient contestées, pratiquement au même titre que tout le reste.

Alors, révolte utopique d'enfants gâtés par une société d'après-guerre en pleine expansion <sup>2</sup> ? Conflit de génération passager <sup>1</sup> ? Archaïsme de l'Université

<sup>1</sup> Selon une expression bien connue des soixante-huitards et que Mitterrand reprend allègrement comme titre de son livre.

<sup>2</sup> Flacks et Feuer voient dans la conjoncture d'abondance survenue après la guerre un des éléments expliquant la possibilité de la révolte étudiante. Richard Flacks : *The Liberated Generation : An Exploration of the Student Protest*. A. M. ORUM ed : *The Seeds of Politics : Youth and Politics in America*, Prentice Hall, 1972.



impériale ? Révolution sexuelle ? Les qualificatifs sont nombreux ; leur multiplication contribue à isoler ces mouvements les uns des autres, et ainsi à masquer les effets globaux de cette décennie sur les sociétés occidentales.

Comment en effet parler d'une révolution qui n'en fut pas une, en termes positifs ? Que reste-t-il de ce changement majeur et dont on ne consigne aujourd'hui rien d'autre que peut-être : dans le meilleur des cas, l'arrêt de la guerre au Viêt-Nam ? Les gouvernements ne sont pas tombés : au contraire ils se sont renforcés et ont même évolué vers la droite. Après le chaos, on veut des régimes et des hommes forts. Les institutions et les partis n'ont ni dé péri, ni éclaté. Est-ce donc pure illusion que de croire et d'écrire que quelque chose a changé en 1970 ? Car, je prétends que ma génération fut au centre d'événements majeurs qui ont durablement marqué notre histoire, et ce qui fonde ma conviction, c'est le changement, tenu certes, mais déjà perceptible, que les héritiers naturels de nos sociétés nous ont fait entrevoir. Les jeunes et les étudiants non seulement refusent de se conformer aux modèles de leurs aînés, mais n'imaginent même pas les remplacer. Autrement dit, ils produisent une sub-culture, bien souvent contre-culturelle mais pas toujours, à laquelle ils se rapportent et se conforment ; mais ils ne tentent pas d'en faire une valeur ou une culture de remplacement. Si elle le devient, comme dans le cas de la musique rock, c'est à leur corps défendant, et parce qu'elle comble un vide impressionnant. Il n'y a pas de volonté délibérée de la part des jeunes de prendre les places des adultes car celles-ci sont dévalorisées. La société adulte aurait plutôt tendance à valoriser les comportements de la jeunesse et à s'identifier à elle <sup>2</sup>. En termes sociologiques donc, la transmission des valeurs et donc le mode de renouvellement du corps social ne se fait plus à partir des modèles déjà élaborés par le groupe adulte. Ceux-ci coexistent avec ceux du *peer-group* (groupe de pairs) adolescent.

C'est cette même reproduction sociale qui est mise en cause par les mouvements de femmes, mais à un autre niveau. Parce que les femmes détiennent le pouvoir de procréer, elles agissent directement sur les flux démographiques et donc sur la survie de nos sociétés – virtuellement en tout cas. Que ces deux couches de la population se retrouvent dans une contestation commune du pouvoir mâle et adulte, me semble suffisamment important pour qu'on en analyse les causes et les effets. Non pas pour voir en eux les nouveaux <sup>3</sup> acteurs ou moteurs de l'histoire et en faire les prochains sauveurs de l'humanité, mais pour définir leur part dans le devenir de notre histoire. C'est dans ce contexte spécifique que j'aborderai l'analyse du mouvement des femmes.

---

<sup>1</sup> EISENSDADT, S. N. *From Generation to Generation : Age Groups and Social Structure*, Collier McMillan, Londres, 1957.

<sup>2</sup> Voir à ce sujet mon article sur les mouvements étudiants dans les années 70. *Le Mouvement Social*, numéro spécial à paraître en 1981.

<sup>3</sup> Bien que je n'aime pas utiliser ce terme « nouveau », galvaudé et ambigu à bien des égards, je n'en vois pas d'autre qui résume autant cette tendance sociologique et philosophique qui prétend, grâce à cette découverte, renouveler la pensée et la praxis sociale.



## Femmes et Politique

Ayant refusé dans leurs slogans de remplacer un pouvoir par un autre, les femmes se sont situées d'emblée en extériorité par rapport au pouvoir politique. Notre manière de nous réapproprier la politique était d'amener la politique sur notre propre terrain. Ainsi quand tous les autres groupes criaient « tout est politique », nous disions « le privé est politique ». C'était notre façon de faire « descendre » la politique de ses hautes sphères ; et de donner à nos moindres actions quotidiennes une envergure politique. En même temps, plus que pour les autres groupes contestataires, les femmes ont été tout au long de leur histoire exclues du politique, elles reproduiront dans leur intervention cette marginalité intrinsèque. De cette constatation, le mouvement féministe conclut traditionnellement à l'oppression des femmes, à leur exclusion des sphères politiques par les mâles qui les occupent et à leur réclusion dans les domaines privés.

Mon hypothèse, telle que j'essaierai de la développer dans cet essai, c'est que les femmes, exclues du pouvoir politique ont tissé une infinité, une multitude de pouvoirs marginaux par lesquels elles s'expriment. Elles donnent un sens autre au privé et au politique. Aujourd'hui, tenter de codifier ou de canaliser cette multitude en l'un, serait une erreur. C'est pourquoi je pense que l'attitude des femmes envers le pouvoir politique est une ruse suprême pour s'en tenir écartées, plutôt qu'une oppression :

- a) les femmes n'ont pas eu/voulu de ce pouvoir politique ;
- b) elles ont développé des réseaux de solidarité au sein d'une mouvance communautaire et familiale de laquelle elles tirent un certain type de pouvoir. Au moment où les groupes sociaux sont à la recherche d'alternatives nouvelles au pouvoir politique dévalorisé, les « pratiques féminines » apparaissent alors comme viables, ou en tout cas comme susceptibles de fonder une autre légitimation de la société. De là, on peut mieux comprendre pourquoi les femmes se sont retrouvées projetées à l'avant-garde d'un mouvement social dont l'ampleur initiale ne laissait aucunement prévoir de tels effets.

C'est autour de ces deux points que je voudrais orienter mes premières réflexions.

### De quoi sommes-nous exclues, au juste ?

L'exclusion des femmes de la politique appelle certes quelques commentaires. Constatation immédiate dès qu'on regarde les gouvernements, les États libéraux et totalitaires, maintenant et par le passé : la présence des femmes y est réduite, sinon totalement inexistante.

Cette représentation semble tenacement ancrée à la réalité : des études dites scientifiques le démontrent <sup>1</sup>. Mais à cela s'ajoute la profonde incapacité que nous avons à nous voir en politique, à nous y définir une place et un rôle. Nous avons ainsi intériorisé ce rejet de la politique dans toutes nos pensées et comportements. La façon dont s'est réalisée cette intériorisation est non moins pernicieuse et tenace. J'aimerais illustrer cet état de fait à l'aide d'expériences marquantes, témoignage de mon vécu de ces deux dernières années. Ayant choisi d'enseigner deux cours sur les Femmes et la Politique, j'aimerais ici présenter quelques-unes des réflexions que ce travail m'a inspirées.

À l'UQAM, le cours fut donné dans le cadre d'une série de cours que le Groupe interdisciplinaire d'étude et de recherche sur la condition des femmes, organise ; six à sept cours sont donnés chaque session dans plusieurs départements. J'étais chargée de celui concernant les Femmes et la Politique. 80 à 90 personnes y ont assisté régulièrement, dont 60 m'ont remis des travaux. C'est à partir de ces travaux, dont les sujets étaient librement choisis, que je tirerai quelques remarques. Les étudiants réguliers de l'UQAM pour moitié, libres pour l'autre moitié, avaient entière latitude pour définir leurs sujets d'étude. Évidemment, l'organisation même du cours leur en suggérait la teneur. Le cours, que j'avais divisé en trois parties, comprenait une première partie qui s'intitulait « Les théories politiques sur et pour les femmes », une deuxième, « quelles voies pour la libération des femmes » et une troisième, « vers une anthropologie du pouvoir des femmes ». Ce qui revenait à dire qu'on voulait couvrir, à partir d'un seul et même cours, l'ensemble de l'existence publique des femmes. Or il nous est très vite apparu que, de fait, nous n'y parvenions pas, et qu'au contraire c'était une connaissance éclatée que nous pouvions faire jaillir. Une connaissance extrêmement partielle qui tentait d'appréhender tour à tour et pêle-mêle les mouvements politiques de femmes dans leurs revendications électorales ou syndicales ; les attitudes gouvernementales et légales par rapport à elles ; les nécessités clairement définies ou non d'organisations autonomes des femmes pour revendiquer ou exiger l'égalité, l'indépendance, bref la reconnaissance pleine et entière de l'individualité féminine. Tout cela se faisant dans la plus grande confusion des termes et des sujets. Des sujets traités par les étudiants, pas un n'abordait le problème des rôles politiques

---

<sup>1</sup> Cet aspect de la question est le plus largement documenté. C'est à partir de cette évidence que la plupart des analyses féministes concluent à l'oppression des femmes (entre autres Helga Novotny) : « *Where the Power Is, Women Are Not* », *Feminist Review*, London, 1980). Pour le Québec, je ne connais que très peu d'études particulières qui illustrent cet état de fait : Christiane Noiseux-Bacave a présenté une communication s'intitulant « Le Recrutement politique des femmes au Québec » (mai 1979) dont la méthodologie autant que l'argumentation laissent à désirer. Francine Fournier a écrit un texte : « Les femmes et la vie politique au Québec », dans M. Lavigne et Y. Pinard, les *Femmes dans la société québécoise*, Boréal Express, 1977, qui résume la situation. Une dizaine de thèses sur les femmes sont recensées en Science Politique au Québec depuis 1929. C'est plutôt les questions légales, juridiques et institutionnelles qui captent l'attention des politicologues.

attribués ou non aux femmes. Rien sur le vote ou les postes gouvernementaux par exemple.

Ce qui revenait le plus souvent, c'est la discussion sur les mouvements politiques de femmes : mixtes ou pas, autonomes par rapport aux organisations traditionnelles ou pas, comités syndicaux de la condition féminine, etc. Sortis de ce champ qu'on ne savait d'ailleurs pas trop comment aborder, l'autre mode de réflexion s'attachait à critiquer les recommandations du conseil du Statut de la femme dans son ouvrage, « *Égalité-Indépendance* ». Le seul travail dans lequel nous nous sommes impliquées de façon massive, c'est dans l'expérience du recueil des récits de vie de femmes. Mais j'y reviendrai plus loin.

Ce qui ressort donc de cette expérience, par ailleurs passionnante, c'est l'incapacité que nous avons de poser les problèmes en termes de politique traditionnelle. Au départ, comme à la fin du cours, la sphère du politique nous restait étrangère ; tout au plus pouvions nous la contester, mais jamais ne l'avons-nous vraiment pénétrée. Cela restait un domaine entièrement, pour ne pas dire exclusivement étranger, autre, sans doute alors masculin.

Deuxième expérience, à l'Université Laval ; ce fut un séminaire de maîtrise qui promettait enfin de faire la lumière sur le même sujet. Fonctionnant en petit groupe de treize personnes, nous vous promettions de dévoiler tous les secrets que les femmes avaient envers la politique. Nous avons donc choisi collectivement d'aborder le problème par le biais des thèmes qui nous paraissaient centraux : corps, famille, travail.

Brièvement, ce qui s'est alors passé c'est qu'on a tout simplement tenté d'interpréter la réalité sociale, en inversant les rapports dominants et en les relisant à la lumière de l'intervention des femmes.

L'avenir de la famille dans les rapports sociaux actuels, l'inégalité dans le travail, l'oppression sexuelle étaient certes des sujets importants à aborder, mais en aucun cas ils ne pouvaient remplacer une analyse centrée sur le pourquoi et le comment de la domination mâle en matière de politique, d'État, de fonctionnement global du corps social.

Que faut-il en conclure ? Doit-on y voir l'incapacité du milieu universitaire à identifier et analyser les problèmes politiques ? Étant très critique par rapport aux milieux universitaires en général, je n'aurais guère hésité à choisir cette explication et à me trouver moi-même un autre sujet de recherche.

Mais le problème me semble bien plus complexe que cela, car cette incapacité de définir l'intervention des femmes dans la politique ne nous est pas spécifique. D'autres que nous partagent cet aveuglement. Des vingt femmes que nous avons rencontrées et interrogées, aucune n'a pu nous dire qu'elle faisait de la politique, ou

même qu'elle y portait un quelconque intérêt. Un mot sur cette troisième expérience.

### **Peut-être sommes-nous seulement exclues de la *Politique* ?**

Dans le cadre d'un projet de recherche que je dirige sur la perception de l'histoire du Québec par les femmes, j'utilise la méthode dite autobiographique qui consiste à établir des récits de vie et à les analyser pour mesurer aussi bien le changement social que les itinéraires individuels pour comprendre mieux le tissu social<sup>1</sup>. Ces entrevues permettent de mesurer l'évolution personnelle et comment elle est vécue puis racontée. À partir d'une vingtaine de récits, ce qui ressort, c'est l'incapacité totale des femmes interrogées à comprendre ou même à entrevoir et à fortiori à s'insérer dans « la politique ». Domaine à priori exclu, dont on perçoit seulement les formes ponctuelles du vote, de la lecture du journal, et des nouvelles à la télévision. Et encore.

Les femmes de 60 ans et plus n'ont pas d'habitude de vote et pour cause : le droit de vote est obtenu tardivement, ici, en 1940 ; et pour leur premier vote, elles s'efforçaient soit de ne « pas annuler le vote de leur mari » en leur demandant pour qui il votait, soit encore de voter comme la famille avait toujours voté (c'est-à-dire comme le père votait), soit de s'abstenir complètement. Il est rare de voir les convictions électorales nettement affirmées, ou si elles le sont, c'est en rapport, contradictoire ou complémentaire, aux hommes. Dans la classe d'âge des femmes entre 35 et 60 ans, il est plus fréquent de trouver les tendances habituelles des rouges et des bleus se démarquer chez les femmes. Mais là, il y aurait tout un travail à faire pour en définir les zones, pourquoi et comment ces habitudes de vote se sont prises. Dans la classe d'âge de 18 à 35 ans, le désintérêt pour le vote est presque total. Chez les jeunes femmes interrogées, elles nous disent presque d'emblée ne pas s'intéresser à la politique. Mais s'il est impossible de conclure à partir de si maigres échantillons, il est important de poser des questions.

Comment se fait-il qu'environ cent personnes, étudiants et moi-même inclus, d'âges et de milieux socio-professionnels différents, aient tant de difficultés à définir leur rôle dans la vie politique ? Pourquoi les femmes, même quand elles ont accès au domaine public, accèdent-elles rarement au pouvoir politique ? Quels rapports entretiennent-elles avec ces monstres que sont le pouvoir, l'autorité, la politique, la violence<sup>2</sup> ? Comment arrivent-elles à établir un *modus vivendi* avec le

---

<sup>1</sup> Ce projet a fait l'objet d'un rapport de recherche au conseil de Recherche en sciences humaines qui m'a octroyé une subvention (nov. 1980), et d'un article résumant la problématique, à paraître dans *Recherches sociographiques* (mars 1981).

<sup>2</sup> Une excellente présentation du problème « *Women and Power* », issue d'un colloque du même nom est publiée par Joan Kelley dans *Feminist Studies*, printemps 1979, vol. V, n° 1, intitulée « The Doubled Vision of Feminist theory : a Postscript to the « Women and Power » Conférence », pp. 216-227. Cf. également deux très bons articles que Berenice A. Carroll, organisatrice de ce même colloque, a produit par ailleurs pour la revue d'études féministes

pouvoir politique duquel elles sont majoritairement exclues, dans leurs vies de tous les jours ? Deux voies au moins peuvent être distinguées, dans le mouvement des femmes actuellement.

La première qu'on qualifie à tort de réformatrice, est celle qui est sortie majoritaire du mouvement féministe des années 60. C'est celle qui revendique l'accession des femmes à l'égalité juridique, sociale, politique. Les femmes ne sont pas des enfants ; elles sont des individus à part entière. *L'Equal Right Amendment* américain et les tentatives similaires partout ailleurs dans le monde occidental, tendent à rectifier les oppressions les plus criantes. Ouverture de tous les postes décisionnels aux femmes, action positive, droits de la personne, ouvertures des ministères ou d'organismes spécialistes de la question de la femme... D'une importance fondamentale, ce mouvement vers l'égalitarisation ou vers l'interchangeabilité des rôles nous est à toutes, bénéfique. Mais on peut dire après quelques années d'expérience que cela est loin de résoudre le problème que les femmes, par leurs revendications, posent à l'ensemble de la société.

### **Et si on n'en voulait pas, de leur politique !**

Car en fait d'interchangeabilité des rôles, on en vient très vite à occuper la place tenue par le pouvoir mâle. Une étude récente faite sur le personnel féminin d'une Université du Nord-est des États-Unis a voulu tester l'attitude des femmes en position de pouvoir ou d'autorité. L'auteur Sharon S. Mayes tire des conclusions qui peuvent nous intéresser <sup>1</sup>. Elle constate d'abord le désarroi dans lequel sont plongés les subordonnés quand c'est une femme qui occupe le poste supérieur. Nous avons tous pu constater la surprise et l'étonnement autour de nous, quand c'est une femme qui dirige. C'est encore aujourd'hui considéré comme un phénomène spécial, loin d'être intégré à la vie quotidienne. Mais pire encore, les femmes-cadres hésitent à changer l'aspect du poste qu'elles occupent et se conforment entièrement au pouvoir qu'elles doivent assumer. C'est ainsi qu'on voit des femmes s'identifier entièrement aux fonctions qu'elles assument, et devenir encore plus tyranniques que les hommes qui occupent les mêmes fonctions. Il semble que le désir d'en faire plus pour montrer aux autres qu'on est compétent amène ces femmes à perdre toute forme d'auto-conscience. Finalement, le poste d'autorité reste un poste de pouvoir, qu'il soit occupé par un homme ou par une femme. Le sexe de celui qui l'occupe n'altère en rien l'oppression qu'il peut produire. Mais l'auteur de cette enquête va plus loin que ces simples constatations. Elle remarque que les femmes, appelons-les cadres ou leaders, apparaissent aux autres comme ayant résolu le conflit famille/carrière. Et c'est cela que je soulignerai. Ces femmes qui ont intégré la sphère du pouvoir public, semblent

---

*Signs* ; « Political Science, Part II : International Politics, Comparative Politics and Feminist Radicals », pp. 449-458. *Signs*, vol. V, n° 3, printemps 1980.

<sup>1</sup> Sharon S. Mayes, « Women in Positions of Authority : a Case Study of Changing Sex Roles », *Signs*, vol. IV, n° 3, printemps 1979, pp. 556-568.

l'avoir fait au détriment de leur famille et pire encore, au détriment de leur sexualité. Elles apparaissent désormais comme des femmes de carrière. C'est la perte des valeurs attachées à l'univers familial, que les autres femmes ne veulent en aucun cas subir. C'est ainsi que Mayes en arrive à expliquer que le pourcentage des femmes au pouvoir décisionnel n'a pas dépassé le 1 % de l'ensemble du personnel dans cette Université. Pour elle, les femmes dans leur grande majorité refusent de remettre en cause ces valeurs qu'elles jugent fondamentales, et préfèrent s'abstenir d'exercer le pouvoir public. Pour elles, pouvoir politique ou public équivaut à une perte de ce qui leur semble être leur identité de femmes, leur pouvoir propre, à savoir celui qu'elles détiennent sur la société à partir de leur famille. On pourrait même aller jusqu'à dire au détriment de leur sexualité : dans le sens où notre sexualité, notre corps, médiatise notre rapport au monde, au corps social.

Cet exemple que j'ai grossièrement schématisé a l'avantage de rendre plus concret le problème que nous nous posons sur le pouvoir. Est-il irrémédiable que la place du pouvoir soit celle de la violence et de l'oppression des autres, et que quiconque l'occupe assume cette fonction ? Les hommes auraient-ils de façon définitive entaché le pouvoir politique de tous ces attributs qui le rendent odieux à l'autre sexe ? Et dans ce cas, quel intérêt avons-nous à lutter pour ce pouvoir ? Si nous sommes condamnées à seulement occuper la place des hommes, que reste-t-il de cette subversion sociale dont le mouvement féministe se dit porter ? Tout cela, ne serait-ce que mots dont nous nous affublons pour prendre tout simplement leur place ? C'est à ce niveau-là du questionnement que je crois la réflexion sur le passé indispensable. Car, si on tente d'expliquer l'histoire de l'humanité en effaçant les femmes des postes et mécanismes décisionnels on aboutit à une histoire tronquée ; celle-là même qui « explique » le nazisme comme un lapsus historique et qui refuse de voir en quoi le nazisme représente effectivement une partie des aspirations du peuple allemand. L'aliénation de cette population ne peut pas justifier l'acceptation d'une telle barbarie. Des éléments infiniment plus subtils que le triptyque oppression/répression/aliénation ne sauraient entièrement résumer, sont en jeu, qu'il nous appartient de mettre en lumière. D'une autre façon, il ne s'agit plus pour les femmes de crier aux démons pour les conjurer. Il ne suffit plus de dire que la famille est le lieu privilégié de notre oppression, pour que la structure familiale vole en éclat ! L'enfantement, et l'enfermement familial qui l'entoure, tient une place prépondérante dans la vie de toutes les femmes, qu'elles s'en libèrent par son refus ou qu'elles s'y complaisent. La persistance de ce problème comme centre de l'ambiguïté des attitudes des femmes, nous oblige à composer avec. C'est à cette investigation que je me livrerai maintenant.

## Femmes et Famille

Il me semble que l'histoire des femmes, dans la famille, telle qu'on peut la découvrir, est riche d'enseignements<sup>1</sup>. Loin d'être absentes des mécanismes décisionnels, les femmes sont intervenues de façon importante dans leur fonctionnement. L'État moderne occidental ne s'est pas trompé, qui constamment a tenté de se concilier ou s'annexer leur appui.

### Nous, au XIX<sup>e</sup> siècle étions les gardiennes du foyer

Ainsi une des activités principales des gouvernants au XIX<sup>e</sup> siècle a-t-elle été de vouloir s'appuyer sur les femmes pour établir et étendre leur contrôle. Jacques Donzelot décrit bien ce processus dans *la Police des familles*<sup>2</sup>. Ainsi les femmes seront-elles le pilier de ces familles bourgeoises, monogamiques, pièces maîtresses de la socialisation souhaitée par un XIX<sup>e</sup> siècle entreprenant. Le moyen utilisé est simple : il suffira que le corps social reconnaisse et valorise ces sphères naturelles que sont la procréation, l'enfantement et l'élevage des enfants et assigne à la femme le rôle de gardien et défenseur de ces valeurs. Cette méthode qui n'est pas propre au XIX<sup>e</sup> siècle occidental, est néanmoins améliorée et sophistiquée. En effet l'État moderne découvre dans la famille l'élément capable à la fois de médiatiser son pouvoir et d'en être le relais, mais aussi d'être la pièce maîtresse cristallisant la liberté des individus contre lui. Or, et sans être manichéiste, le besoin de légitimer son existence et son pouvoir aux yeux du corps social va pousser l'État à chercher à s'annexer la famille. Là, le partage des rôles et la limitation du réseau familial à une cellule monogame devient le moyen privilégié de cette entreprise. La série de juridictions, de législations qui aboutit au contrôle de plus en plus étroit de la famille par l'État, est l'objet de recherches récentes qui documentent fort bien cet aspect de l'histoire sociale<sup>3</sup>. Mais dans ce processus, et c'est ce qui compte pour nous, l'État troque un certain nombre de ses pouvoirs contre d'autres. En l'occurrence, en s'adjudicant l'autorité suprême sur la famille, l'État se fait patriarcal, c'est-à-dire que « l'autorité visible du père lui est conférée et disparaît

<sup>1</sup> L'historiographie de la famille a subi de nombreux changements : on assiste ces vingt dernières années à un regain d'intérêt pour le sujet qu'on aborde différemment depuis l'étude que Philippe Ariès consacre à *l'Enfant et la vie familiale sous l'ancien régime*. Un numéro spécial des *Annales ESC* de 1972 « Famille et Société » résume bien ces nouvelles tendances (juillet-octobre). Mais il nous reste encore beaucoup de chemin à accomplir pour définir la place spécifique qu'occupent les femmes dans la famille, en tant non seulement que mères, épouses, domestiques, maîtresses, etc. mais comme agents historiques à part entière.

<sup>2</sup> Édition de Minuit, Collection Critique, Paris, 1977.

<sup>3</sup> Michel Foucault a initié cette tendance avec son *Histoire de la sexualité, la volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1977. Un peu à contre courant de lui, Michelle Perrot a dirigé un séminaire à Paris VII ainsi qu'un numéro spécial du *Mouvement social* : « Travaux de Femmes », (oct.-déc. 1978) qui contribuent grandement à l'avancement de la réflexion dans ce domaine. Cf. aussi *l'Histoire sans qualités*, collectif. Galilée, Paris, 1979.



donc des instances familiales, laissant à la femme l'entier contrôle des affaires éducatives, juridiques, existentielles<sup>1</sup> ». En fait, en pratiquant cette division du travail au sein de la famille, l'État en vient à valoriser le travail privé, domestique des femmes. Aux hommes les sphères publiques, aux femmes le privé, et chacun est roi dans son domaine au plus grand profit d'une harmonie sociale renouvelée, et d'une justification manchestérienne de l'état libéral. Du point de vue strict des femmes, il n'est guère étonnant de voir à quel point cette situation leur semblait certes avantageuse, mais encore insuffisante. Avantageuse à bien des égards : le sort commun des femmes devenait soudain une source importante de reconnaissance sociale. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'importante activité des femmes dans les œuvres et les mouvements bénévoles à travers tout le XIX<sup>e</sup> siècle et une partie du XX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Il était aisé de promouvoir des valeurs qui leur semblaient si naturelles à réaliser. Les associations hygiénistes mais aussi le très fort mouvement puritain dans le monde anglo-saxon surtout, se sont développés sous la houlette de femmes conscientes de leur nouvelle emprise sur les mœurs et la culture<sup>3</sup>. Même si ce mouvement est très entaché d'idéologie petite-bourgeoise et bourgeoise, il n'empêche qu'il eût une importance capitale dans la vie même des couches ouvrières et paysannes où la femme, maîtresse du foyer est aussi la garante d'une bonne moralité.

Mais le corrélatif de ces nouvelles fonctions, c'est la conscience nette que certaines militantes féministes auront, que cette valorisation sociale ne peut aller sans une égalité politique et économique. Il n'est pas indifférent de savoir qu'aux États-Unis, le mouvement féministe, surtout suffragiste, sera la composante principale du mouvement général pour la réforme de l'État et sa libéralisation<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> J. Donzelot, *ibid.*, p. 100, pp. 33-35, *s.q.* Cette interprétation de Donzelot me semble rapide et pas assez convaincante du point de vue des femmes. Tout en replaçant les femmes dans l'histoire, il les fige dans une histoire très fonctionnelle de la famille. Il reste tributaire d'une vision qui aliène les femmes à leur famille et à l'État. On ne les voit guère actrices de leur propre histoire.

<sup>2</sup> Une étude ponctuelle permet d'entrevoir les contours de cette interprétation : Richard A. Cloward & Frances Fox-Piven, « Hidden Protest : The Channeling of Female Innovation and Resistance », *Signs*, vol. IV, n° 4, été 1979, pp. 651-669.

<sup>3</sup> Voir à ce sujet l'excellente étude de Mary P. Ryan : « The Power of Women's Networks », *Feminist Studies* été 1979. À partir de l'étude de *l'American Female Reform Society*, elle conclut sur deux points qui me semblent importants : a) elle note l'aspect novateur et formateur que les femmes ont joué dans la constitution du système d'associations américain. En développant des formes d'organisation et de coopération qui sont adaptées à leurs besoins, les femmes introduisent une nouvelle forme d'intervention politique ; b) Ryan définit l'intervention de cette société de femmes comme décisive dans la mise sur pied de normes sexuelles régularisant les comportements des jeunes gens et des jeunes filles. L'institution et la défense de ce code moral, très rigide, leur permet d'accéder aux décisions locales. « Le commérage » devient une forme d'intervention sociale. Tel homme irrespectueux envers sa femme devenait l'objet d'une « mauvaise réputation » dans toute la ville et se voyait refuser tout crédit bancaire.

<sup>4</sup> W. Leach, *True Love & Perfect Union*, Basic Books, 1980.



En Europe, le phénomène est quelque peu différent. La revendication du droit de suffrage, mais surtout de l'égalité entre les sexes dans le travail et la rémunération est plus minoritaire. Il s'inscrit de façon plus contingente dans le réaménagement des pouvoirs à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La polarisation intense des rapports de force entre classes ne laissait que peu de marge à la constitution d'un mouvement féministe autonome. C'est pourquoi la législation sociale touchant le travail des femmes et des enfants, intervient dans la foulée d'une revendication ouvrière plus globale. En même temps la réduction des heures de travail des femmes et des enfants et l'interdiction du travail de nuit seront des mesures sociales voulues par l'État qui tient à garder la force de travail intacte, et veut donc la protéger.

Mais l'ensemble de ces besoins concourt au même résultat : les femmes se retrouvent être les gardiennes des sphères privées, affectives. La socialisation accrue des domaines de l'éducation, de l'assistance publique et médicale entraînera la rémunération graduelle des femmes qui performant ces tâches. Parallèlement à la laïcisation de l'État, l'Église et les religieuses perdront le monopole de ces fonctions au profit de l'État. Mais le domaine du privé perd autant de son autonomie : là aussi l'intrusion de l'État dans l'accomplissement des tâches médicales et éducatives « libère » un contingent de femmes désormais prêtes à entrer dans la force de travail. Les femmes seront désormais payées pour accomplir les tâches qu'elles faisaient dans le privé pour leur famille. Apparaissent alors ces métiers purement féminins que sont ceux d'institutrices, de gardes-malades, de ménagères domestiques<sup>1</sup>. Dans le même temps où l'État concède cette sphère d'intervention aux femmes – tout en la dévalorisant dans l'échelle sociale –, les femmes perdent de leur influence au sein de la famille. Ce processus double reste encore peu problématique dans la mesure où, pour les femmes, cette socialisation de leur rôle ne signifie pas une rupture profonde avec l'image qu'elles se font d'elles-mêmes. En effet, elles justifieront leur entrée sur le marché du travail comme le prolongement pur et simple de leur activité privée.

### **Mais que feront-elles de leur liberté ?**

Le conflit carrière-famille se posera avec acuité avec le XX<sup>e</sup> siècle. Le travail des femmes en usines ou dans les services va être mal vu. Ces femmes aux allures garçonnières, ces veuves aux jupes courtes, ces midinettes dévergondées feront la « une » des journaux, même les plus progressistes. On déplore une telle décadence. Pour les uns, patrons et gouvernants, les femmes sont une source inépuisable d'emplois sous-qualifiés, donc sous-payés, compressibles, qui plus est – puisqu'il est bien connu que les femmes doivent entrer et sortir du marché du travail selon les besoins du profit. Pour les autres, syndicats et partis ouvriers, l'entrée des femmes dans le monde du travail signifie toutes sortes d'ennuis. Depuis les

---

<sup>1</sup> On connaît de mieux en mieux ces métiers. Cf., Anne Martin-Fugier, *les Bonnes*, Michelle Perrot, déjà citée, et Alain Corbin, *les Filles de nocces*.

« voleuses d'emploi » aux « briseuses de grèves » les femmes seront traitées de tous les noms.

Ces conditions de vie nouvelles vont entraîner plusieurs types de réactions auxquels la société européenne répondra différemment. Les cas les plus extrêmes sont ici intéressants à examiner. L'Italie fasciste et l'Allemagne nazie seront les prototypes exagérés mais néanmoins bien réels d'un certain type de politique. En réponse à la décadence et à la liberté des mœurs, l'État totalitaire va promouvoir l'image idéale de la Femme-Mère capable de régénérer la nation et lui redonner grandeur et puissance. Les Odes que Mussolini et Hitler diffusent abondamment et qui glorifient cette Femme Salvatrice ne trompent guère. L'entreprise est d'envergure : il s'agit de réhabiliter le rôle naturel de la femme/reine du foyer et procréatrice de beaucoup d'enfants comme *nécessaire* à la survie et à l'expansion de la Nation. Ce discours n'est pas un simple fait de propagande démagogique, même s'il est aussi cela. Il s'appuie sur ce sentiment que les femmes ont d'avoir perdu tout ou partie de leur raison d'exister. Ce qu'elles savent faire le mieux n'est pas reconnu comme productif et valable par la société. Cette entrée dans le monde public s'accompagne de surcroît d'une perte d'autorité dans la famille : le contrôle des enfants leur échappe et le réseau étroit des relations parentales se distend. C'est sur ce mécontentement que l'État totalitaire voudra construire sa politique pour s'allier les femmes. Il leur proposera la *reconnaissance politique* en échange de leur appui. Il reconnaîtra la contribution fondamentale que les femmes font à la société en procréant, et définira que sans elles, la Nation n'est rien. Pour la première fois dans l'histoire des sociétés industrielles modernes, le rôle naturel des femmes est valorisé politiquement. L'entreprise, mythique par bien des aspects, fut convaincante. Des milliers de femmes enrôlées dans des ligues de femmes nazies, dans des associations de fermières, de paysannes etc., joueront un rôle important dans l'entreprise de régénération nationale. De fait, leur rôle politique et leur implication sociale dépassaient largement les sphères qui leur étaient assignées. Les « 3K » (Cuisine, Enfants, Église) étaient la traduction symbolique du rôle mythique imparti aux femmes <sup>1</sup>. Les travaux récents sur cette partie si dramatique de l'histoire européenne ne concluent ni à un boom de la natalité, ni à une recrudescence de la religiosité, ni même à un enfermement des femmes dans leur foyer <sup>2</sup>. À part les cas exemplaires de ces femmes qui ont obtenu une médaille du Führer pour avoir accouché de 4 enfants ou plus – elles seront 3 millions en 1932 – , on ne peut guère conclure à l'adoption de ce modèle par l'ensemble des femmes. Au contraire, les femmes sont largement intégrées à la production industrielle et

<sup>1</sup> Renate Bridenthal et Claudia Koonz : « Beyond Kinder, Küche, Kirche, Weimar Women in Politics & Work. », in Berenice Carroll ed., *Liberating Women's History*, Univ. of Illinois Press, Chicago, 1976, pp. 301-329.

<sup>2</sup> M. A. Macchiochi dans *Éléments d'analyse du fascisme*, Coll. 10/18, Paris, 1976 et *les Femmes et leurs maîtres*, Ch. Bourgeois, Paris, 1978. Les chiffres indiquent même une baisse de la natalité en Italie. Le taux de natalité de 27,5 pour 1 000 habitants en 1927 tombe à 23,5 en 1939.

agricole<sup>1</sup>. Bénéficiant de conditions économiques particulières – l'autarcie en matière d'approvisionnement par exemple –, les femmes participent de plain-pied à l'évolution de la société allemande. C'est aussi une femme, Leni Riefenstahl, qui, dans le domaine du cinéma, expérimentera cette extraordinaire fusion de la technique et du message politique. L'ordre totalitaire a réussi, mieux que n'importe quel autre régime bourgeois démocratique, à intégrer les facultés féminines à ses propres besoins. Que cette « aventure » se solde par un génocide démoniaque ne doit pas nous faire sous-estimer ces aspects de la société totalitaire. On ne peut s'empêcher de se demander comment le peuple allemand est entré dans cette mystification. Pourquoi les femmes ont-elles été attirées – ou en tout cas sont-elles restées silencieuses – devant ce qu'on sait avoir été le fascisme ? Je n'ai pas l'ambition de répondre à des questions d'une telle ampleur. Néanmoins, je me permettrai d'avancer certaines hypothèses. Sans vouloir donner l'ensemble des éléments illustrant l'histoire des régimes totalitaires, il est un point qui me semble déterminant. L'extrême instabilité de la société libérale, sur laquelle les mécanismes parlementaires et démocratiques n'ont plus aucune prise, a engendré un remaniement considérable des rôles et des places des individus dans l'ordre social. Les tentatives que certains groupes sociaux, surtout socialistes et communistes, essaient de générer, subissent échecs sur échecs et ce, de 1918 à 1928 au moins. L'alternative totalitaire se présente justement comme la fin du chaos, le retour à la grandeur et à la stabilité. Le modèle des 3K que Hitler et ses propagandistes vont chercher dans le passé allemand correspond à cet ordre nouveau qu'ils préconisent. Même si la situation des femmes n'est plus du tout adaptée à ce slogan, l'idée qu'il évoque représente néanmoins une garantie d'équilibre. Aucun des protagonistes d'Hitler, des libéraux aux communistes en passant par les sociaux et chrétiens démocrates, ne s'étaient vraiment souciés de trouver et de donner une place aux femmes, ni dans leur programme, ni dans leur action<sup>2</sup>. Les quelques féministes des années 20 désiraient surtout rendre le vote des femmes – octroyé en Allemagne en 1918 en même temps que la constitution de Weimar – plus effectif. L'obtention de postes de pouvoir était pour elles l'objectif majeur pour promouvoir le changement. Dès lors, l'identification des femmes au régime totalitaire va se faire sur la base de la garantie de reconnaissance qu'elles croyaient y trouver. Fondamentalement, ce qui était à

<sup>1</sup> En Italie les femmes constituent une part non négligeable de la main-d'œuvre industrielle, sous qualifiée et payée moitié moins que les hommes par décret du Duce (75,6 % de l'industrie textile, 50 % de l'industrie du papier, 49,8 % de l'industrie du cuir). En Allemagne le phénomène du travail des femmes est encore plus net puisque entre 1933 et 1945, la population active féminine double. À noter cependant que cette inclusion dans le marché du travail est limitative puisque toutes les professions libérales leur sont interdites. La dévalorisation de leur travail est ici absolument convaincante.

<sup>2</sup> Je n'oublie pas les femmes socialistes allemandes même si je réduis leur existence à une simple note. Clara Zetkin et Rosa Luxemburg pour ne citer que les plus connues ont été aux avant-postes d'un combat authentiquement révolutionnaire. La Conférence internationale des femmes socialistes qui, en mars 1915, proclame la lutte des femmes pour la paix s'est, bien avant les conférences de Zimmerwald et Kienthal, opposée à la guerre. Mais là encore, le résultat de ce militantisme fut en grande partie canalisé dans la mouvance socialiste plus que féministe.

l'œuvre dans cette opération, c'est la capacité qu'a eu le régime totalitaire de s'appuyer sur l'extrême ambivalence des femmes en ce qui a trait à leur reproduction. Elles préféreront se réfugier dans la croyance en un mythe, plutôt que d'affronter ce qui leur apparaît comme la dislocation ultime de leur raison d'être et d'exister : leurs enfants et leurs familles. L'industrialisation rapide de l'Allemagne et de l'Italie et la destruction graduelle d'une société rurale qui assurait une certaine pérennité aux institutions et aux individus, a permis au fascisme de s'installer. Les femmes ont cru, en adhérant au fascisme, faire reculer et même arrêter cette machine destructive des valeurs et d'harmonie qu'est la société industrielle. Le modèle qu'elles avaient à leur disposition, c'est celui des 3K. Hitler saura s'en servir pour asservir les femmes.

Il aura fallu une guerre et l'intervention de puissances étrangères pour que les régimes nazi et fasciste soient expulsés.

### **Alors, liberté dans la contingence ?**

Il a fallu l'extension de la contraception à des couches de plus en plus larges de la population féminine, pour que les questions de la reproduction et de la famille nous forcent à changer nos références et nos modèles de vie.

Ce phénomène majeur dans nos vies de femmes et dans l'histoire des sociétés occidentales, qu'est la contraception, consacre notre statut social. L'ambivalence est ici totale. D'une part, on a l'État libéral qui emprunte aux régimes totalitaires ses formes d'intervention sur le corps social ; qui ne peut plus se permettre de laisser « la nature », c'est-à-dire les individus dans leur intimité, régler les flux de population. Au nom de toute la société, l'État pourvoyeur du travail et du bien-être des individus se doit également de contrôler le rythme de son développement, donc de leur reproduction. Le *Welfare State*, préparé de bien des façons par les revendications ouvrières et voulu par la conjoncture, s'installe. En même temps que l'État garantit la santé et le patrimoine des individus, il s'arroge le contrôle de toutes leurs fonctions privées. La contraception est une des pièces maîtresses de ce dispositif<sup>1</sup>. En même temps qu'il « libère » les femmes des corvées de l'enfantement involontaire et des grossesses successives, il les asservit par une nuée de contraintes dont la médicalisation de leur corps n'est pas le moindre aspect. Il n'est donc pas étonnant de voir l'essentiel des revendications du mouvement féministe se cristalliser autour du corps des femmes. Le droit de contrôler son corps, donc sa propre fécondité, sera le credo de la deuxième

---

<sup>1</sup> La démographie historique est un des outils susceptibles d'éclairer ces problèmes. Angus McLaren a réalisé une synthèse importante « Contraception and the Working Classes : The Social Ideology of the English Birth Control Movement in its Early Years », *Comparative Studies in Society and History*, 1976. Voir également les travaux de William Langer. Pour le Québec, malgré les recherches importantes du Laboratoire de démographie de l'université de Montréal, peu d'études multidisciplinaires ont utilisé ce matériel, riche à bien des égards. Voir *la Fin de la revanche des berceaux* de E. Adamcyck & J. Henripin.

génération de femmes qui expérimente les bienfaits de la contraception. En même temps ce discours est double : il dit d'une part vouloir enlever à l'État le contrôle du corps des femmes pour se l'approprier, tandis que d'autre part il donne les femmes comme aliénées et opprimées, donc incapables de négocier ce droit sans précisément passer par la protection de l'État : la demande d'être considérées comme des égales en résume la tendance. En ce sens, le mouvement de libération des femmes est étroitement contingent à la conjoncture dans lequel il émerge. Réfractant cette contradiction dans l'action et la quotidienneté des femmes, le mouvement féministe tentera dès lors de définir une sphère *autonome* et *indépendante* de l'État. En quoi il est contingent et comment peut-on définir cette autre sphère, c'est ce que j'essaierai ici de développer.

### **Femmes et Pouvoirs**

Significatif à plus d'un titre, ce qu'on a appelé un peu vite d'ailleurs, le « phénomène des Yvettes », résumera mon propos. « Phénomène » pour les journalistes, mouvement social pour celles qui l'ont vécu, rassemblement politique pour ceux et celles qui ont voulu l'utiliser, cette manifestation des femmes à la veille du Référendum québécois <sup>1</sup> illustre les nombreux problèmes auxquels nous faisons face aujourd'hui. Sans entrer dans l'analyse intrinsèque de ce mouvement, étudié par ailleurs <sup>2</sup>, j'aborderai ici ce qu'il dévoile de notre histoire, et en quoi cet événement réfracte aussi bien nos ambivalences que les tâches qui nous reviennent.

#### **Quand Yvette s'en mêle ...**

Voilà un mouvement qui naît de ce qui fut considéré, par quelque 70 000 femmes impliquées dans la protestation, comme une insulte à leur statut de femmes. Le ministre responsable de la Condition féminine au Québec, dans une fougue pré-référendaire, traite les femmes qui ne sont pas de son bord, d'Yvettes. Pour notre ministre, emportée par son combat pour l'égalité entre les sexes, toutes les femmes qui restent chez elles sont perdues pour la cause des femmes (l'Égalité) et pour celle de leur nation, le Québec (l'Indépendance) <sup>3</sup>.

Avant d'avoir des implications politiques, cette déclaration correspond à une démarche historique importante. Elle cristallise un cheminement dont le point de rupture se fait dans les années 60. Jusque-là, ce qui domine la vie des femmes du Québec encore rural, c'est l'influence du clergé, relayée dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle par celle de l'État. La famille, lieu de procréation intense, est le

<sup>1</sup> Référendum qui s'est tenu en mai 1980, le rassemblement des Yvettes au Forum étant le 7 avril 1980.

<sup>2</sup> Cf. l'article de R. Dandurand et E. Tardy.

<sup>3</sup> Pour reprendre le titre « Égalité-Indépendance », des recommandations faites par le conseil du Statut de la femme au gouvernement péquiste.

domaine des femmes. Domaine résolument valorisé, puisque c'est là que se joue ultimement la survie de la nation canadienne française. Les femmes canadiennes-françaises seront donc les piliers essentiels d'un nationalisme catholique fervent. Au-delà des discours, qui surtout sous Duplessis ressembleront quelque peu aux exhortations d'un Mussolini, il reste une réalité autrement complexe. Les femmes canadiennes françaises, telles que j'ai pu les entrevoir en dépouillant certains de leurs journaux<sup>1</sup>, ont intériorisé ce discours, d'une façon qui leur est bien propre. Dans le contexte spécifique d'un nationalisme minoritaire et opprimé, les femmes ont tenu une place centrale dans son maintien et son développement.

Non seulement comme celles qui assuraient la pérennité de la nation, par la procréation et la transmission du patrimoine culturel, mais aussi, et ce n'est pas négligeable, par la constitution de réseaux de solidarité (leur opposition à la conscription par exemple) et la rétention de valeurs émotives et économiques dans la trame sociale. Ainsi ces femmes seront-elles fort conscientes du rôle actif qu'elles jouent dans la constitution et le maintien de la nation. Leur place est fort bien définie : « La politique » avec un grand *P* ne les intéresse pas et elles ne verront guère l'utilité d'aller voter une fois tous les quatre ans quand on peut dans son foyer « quotidiennement influencer l'avenir de son pays<sup>2</sup> ». Hormis le mouvement minoritaire des suffragettes les femmes canadiennes françaises entérinaient dans leur grande majorité la division sexuelle des rôles, pratiquaient leurs droits à la différence et en tiraient une valorisation sociale, sinon politique<sup>3</sup> ». Avec l'affluence économique d'après-guerre, une restructuration décisive a lieu : la rationalisation de la société s'impose. L'État prend la place d'une religion et d'un clergé contestés, et prend en charge celle du père absent et de la mère travailleuse aussi. Les mécanismes de la consommation matérielle et de la société rationnelle fournissent les substituts aux mythes, aux émotions, aux symboles sociaux. Dès lors le nouveau credo du nationalisme québécois, c'est la viabilité économique : si nous utilisons notre immense territoire et nos énergies naturelles, nous pourrions non seulement survivre mais encore faire établir notre indépendance totale, complète. C'est en termes de chiffres, de statistiques, de technicité, de compétence que se calculent nos droits à l'existence. Le problème de la survie de la population francophone, jusque-là entre les mains des femmes et de l'Église, ne se posera plus dans les mêmes termes. Les problèmes de fécondité et de reproduction sociale sont remplacés par des problèmes de constitution rationnelle d'une nation francophone. Pour le Québec, il s'agira désormais d'étendre la francophonie – loi 101 et partielle francisation des allophones – et de contrôler son immigration. Les femmes québécoises viennent de perdre une partie

<sup>1</sup> *La Garde-malade Canadienne-Française, la Bonne Fermière, la Revue Moderne*, ont été dépouillées intégralement (1919-1965) dans le cadre de ma recherche « Les Femmes dans l'histoire ».

<sup>2</sup> Cet argument est avancé de façon très explicite à plusieurs reprises par les rédactrices de la *Revue Moderne* et repris sous d'autres formes par les deux autres revues, aussi opposées au droit du suffrage pour les femmes. (*Revue Moderne*, n° 2, 1920 p. 56 – n° 6, 1933 ; n° 6, 1935).

<sup>3</sup> De là à dire que la société québécoise était pour autant matriarcale, je ne le crois pas.



importante, qui légitimait en grande partie leur situation. Désormais la justification de leur existence n'est pas le foyer et les enfants, mais le travail et la rentabilité économique. En ce sens, le Mouvement de libération des femmes est, à bien des égards, l'écho de cette nouvelle condition des femmes : il faut corriger l'oppression criante des femmes en leur octroyant l'égalité politique que leur travail économique rend indispensable. Comment alors s'étonner que la place des femmes ne soit plus à la maison ? Il est tout à fait évident que ce qui fondait leur pouvoir dans la société s'effondre et n'a plus lieu d'être. L'institutionnalisation foudroyante que cette revendication a rencontrée s'explique donc aussi bien par l'importance du mouvement des femmes, que par la reconnaissance de l'égalité des individus que l'État libéral entérine. Le ministre responsable de la Condition féminine défendra donc cette position : que l'égalité économique des Québécoises est la condition de leur indépendance et donc, par voie de conséquence de l'indépendance du Québec. c.q.f.d. Mais ce discours, bizarrement, provoque l'effet exactement inverse chez les intéressées. Les Yvettes revendiquent à leur tour la reconnaissance de leur statut. Il leur suffira de rappeler que pendant des dizaines d'années, on n'a cessé de leur dire qu'elles étaient l'indispensable bastion du Canada français *parce qu'elles* procréaient et s'occupaient du foyer. Elles n'accepteront pas de voir leur rôle devenir méprisable, digne des manuels scolaires sexistes, se faire dire d'aller travailler à obtenir l'égalité de salaire et d'embauche avec les hommes pour que la Nation québécoise soit viable et forte.

Car pour ces milliers de femmes de plus de 20 ans, qui ne sont pas nées dans cet idéal égalitaire, la perte est totale. Non seulement elles ont perdu, avec l'usage de la contraception, leur rôle primordial de « reine du foyer », avec l'urbanisation elles ne jouissent plus du bénéfice de la famille étendue et du réseau communautaire, lieu de toutes ces solidarités et du contrôle qu'elles pouvaient exercer<sup>1</sup> ; elles ne bénéficient pas encore de ce statut d'égalité puisqu'elles sont confinées à des travaux « féminins », donc peu valorisés socialement et économiquement. En fait, elles n'ont plus de place dans l'édifice social que celle d'une « utopie » égalitaire que le ministre de la Condition féminine leur fait miroiter. Alors, comme c'est de l'avenir de la nation qu'il s'agit, et que le rôle qu'elles ont assumé dans le combat pour qu'elle existe n'a pas été inutile, elles continueront à le jouer. La seule façon qui a réussi est celle qu'elles connaissent le mieux : celle de la différence entre les sexes. La réponse des femmes sera : on est bien chez nous et on y restera : c'est-à-dire la famille est le centre des valeurs sur lesquelles on peut influencer. Comment s'étonner que dans une période où aucun modèle de remplacement n'a vraiment fait ses preuves, un retour à l'ancien modèle ne s'effectue pas ? Que ce soit les forces politiques traditionnelles qui récupèrent

<sup>1</sup> Il serait hâtif et faux de conclure à la disparition totale de ce modèle. Les résistances et accommodements à l'urbanisation sont nombreux et variés. D'autres modes d'adaptation, maintiennent encore vigoureuses des solidarités entre femmes. Qui n'a pas fait garder ses enfants par sa belle-mère, sa mère, ses copines, ses voisines, etc. ? Je veux ici simplement souligner que ces réseaux familiaux ne sont plus donnés naturellement : il nous faut les créer par nos besoins.

immédiatement ce mouvement pour ses propres fins politicardes, il est guère plus étonnant. Et de fait, les Yvettes annoncent la victoire de ce courant. Mais plutôt que de condamner ce mouvement comme réactionnaire, il importe pour nous d'être vigilantes et de ne pas « jeter l'enfant avec l'eau du bain <sup>1</sup>. L'enfant dans la métaphore étant en l'occurrence la fonction reproductrice des femmes et les conséquences sociales que cela entraîne. Je ne pense pas que le mouvement féministe pour l'égalité puisse faire l'économie d'une réflexion profonde à ce sujet. Jusque-là préoccupé par le statut économique des femmes, ce mouvement a canalisé les énergies des femmes dans un combat certes important, mais de nature réformiste. Je n'ai rien contre les réformes, surtout si elles contribuent, comme c'est leur but, à améliorer notre sort. Il me semble, qu'en l'occurrence, le mouvement pour l'égalité nous a réduites à une sorte d'appendice mercantiliste de l'État. Or, en l'absence d'une stratégie *englobant* la complexité de notre existence et la dualité de nos exigences, il n'est d'autre voie que celle du retour aux vieux modèles. Contribuent à les renforcer, les menaces de cataclysme qu'on brandit maintenant contre nous : notre société incapable d'assurer son renouvellement démographique, ira à sa perte si nous ne reprenons pas nos rôles d'épouses fidèles et de mères. D'où la résurgence perceptible de la famille monogamique, patriarcale, oppressive mais stable, religieuse et croyante mais morale. L'entreprise est encore timide et assortie de toutes sortes d'avantages subsidiaires. Dans le contexte d'une crise profonde du modèle occidental, d'une conjoncture où les comportements marginaux se multiplient comme autant d'expériences individuelles sans pour autant que se dessine un nouveau modèle de vie, la place des femmes reste encore à définir. D'où l'urgence de se donner les moyens de la combler au mieux de nos désirs, et non de leurs volontés.

### **Devons-nous nous retrouver seules face à l'État ?**

Le pôle qui aujourd'hui mobilise l'enthousiasme et qui peut tenir lieu de renouveau, c'est le pôle des individus en quête de la réappropriation de leurs droits. Les droits de l'Homme, dira Claude Lefort <sup>2</sup> établissent les contours de la société civile en opposition à l'État centralisateur. Ainsi la société civile se définit-elle aujourd'hui en opposition au politique. Ce qui n'empêche pas son action d'être éminemment politique. Simplement une nouvelle sensibilité émerge-t-elle confusément des mouvements sociaux qui forcera peut-être l'État à adopter d'autres attitudes, d'autres méthodes de gouvernement.

Si la revendication des droits de l'Homme occupe une place de choix dans la remise en cause de l'État totalitaire <sup>3</sup> et dans l'établissement de nouveaux rapports de force entre les individus et l'État, l'exigence que les femmes posent à l'ensemble de la société pour être reconnues me semble aussi, si ce n'est plus, fondamental.

---

<sup>1</sup> Conférence « L'État et les droits de l'Homme » (CIEE, nov. 80).

<sup>2</sup> Pour C. Lefort, Soljenitsyne est l'exemple parfait de cette remise en cause.

<sup>3</sup> Pascal Bruchner et Alain Finkieltraut : *le Nouveau Désordre amoureux*.



D'où l'importance pour nous de développer le pôle de la différence, car c'est celui de la subversion, de la non-assimilation à ce qui est. La reconnaissance de ce qui fonde la spécificité des femmes, y compris leur ambivalence, est nécessaire à une stratégie victorieuse.

C'est au niveau du quotidien, de l'anthropologique, que les femmes sont fortes. C'est au niveau de ces multiples pouvoirs que les femmes remettent constamment en cause, qu'elles sont un enjeu politique formidable dans les sociétés actuelles. Et il me semble bien que les mouvements de femmes, consciemment ou non, le savent bien. Je m'explique. Quand les femmes exigent le contrôle de leur corps et donc de leur sexualité, elles ébranlent toutes les lois établies du contrôle social sur les individus. Que ce soit par la demande désormais généralisée à tous les pays occidentaux du droit à l'avortement ou par le contrôle de leur propre natalité par la contraception, les femmes abattent les barrières qui séparaient corps social et corps humain, puisque leur propre natalité est ce qu'on appelle la démographie des sociétés. Cette confusion des genres que les femmes par leurs prétentions totalisent, remet en cause l'ordre social établi. En commençant par le corps médical, en passant par l'institution religieuse et en arrivant au corps civil par excellence, l'État, tous les corps constitués se trouvent obligés de méditer sur le corps féminin. Certains disent avec beaucoup d'à-propos que c'est la jouissance – extase féminine <sup>1</sup> – qui éclate dans le corps social et lui saute aux yeux en même temps qu'elle fait tout sauter. En mélangeant sexualité, travail, reproduction (à la fois d'enfants et de plus-value) les femmes font éclater ce qui a été soigneusement érigé comme l'ordre naturel que nos sociétés prétendent suivre. Voilà que désormais le désordre s'oppose à l'ordre.

Or les implications politiques du désordre sont nombreuses et fâcheuses. On fera tout pour canaliser ce qui peut devenir un véritable raz de marée. Imaginez que tout le monde fasse ce qu'il veut de son corps, et c'en est fait du travail, de la discipline, de la société occidentale ! Alors, heureusement pour elle, il y a des garde-fous. Ce sont précisément ceux du partage du pouvoir. Si on assigne aux femmes un lieu de pouvoir et un seul, cela jouera comme soupape de sécurité. Ce lieu a été et est encore la famille. Lieu dans lequel toutes les stratégies peuvent se jouer et se déjouer sans que les interférences politiques ne soient directement ressenties dans l'arène politique.

Mais avec le temps cette sphère du pouvoir féminin devient de plus en plus étriquée. D'abord la famille se resserre et donc les réseaux d'influence diminuent. Il y a moins de monde à orienter, à dominer. De plus cette place en tant que telle est dévaluée de tout pouvoir décisionnel. Tout au plus y garde-t-on le pouvoir de consommer. Donc il faut trouver d'autres lieux à octroyer aux femmes. Dépendant des moyens, on aura souvent recours aux fonctions auxquelles le pouvoir est

---

<sup>1</sup> Cf. à ce propos l'ouvrage essentiel à la compréhension de la révolution française : F. Furet et J. Ozouf : *Lire et Écrire*, Éd. de Minuit, Paris, 1978.

inhérent, c'est-à-dire où les femmes seront tenues de prendre la même attitude que les hommes pour exercer la fonction. C'est la tendance actuelle. Avec la meilleure volonté du monde et les meilleures intentions, les femmes au pouvoir politique se voient contraintes tout au mieux d'aménager des espaces vivables ; mais elles ne peuvent rien changer fondamentalement aux rapports existants, tout au plus les dénonceront-elles. Dans la plupart des cas elles s'y accommoderont et reporteront, comme tout le monde, sur le changement global de la société la tâche du changement radical des rôles sexuels.

Mais il me semble que conjointement à cette attitude et sans l'exclure, il est des façons multiples de faire échec au pouvoir oppresseur. C'est qu'en refusant de se voir imposer une place, un lieu d'où notre revendication pourrait être entendue, nous contraignons l'ensemble du corps social à se définir par rapport à ce que nous voulons, demandons, exigeons. La panoplie des revendications est impressionnante. On n'a pas fini d'en faire la liste. Elles touchent tous les domaines de la vie publique et privée sans distinction, et par là contredisent une des formes d'oppression les plus vicieuses du pouvoir politique : la sectorisation de la vie des individus en catégories fonctionnelles.

Parce que nous n'avons pas un programme politique unique et univoque qui nous promet l'émancipation de l'humanité si on le suit à la lettre, nous ouvrons la voie à une subversion sociale infiniment plus totale. Parce que nous ne parlons pas uniquement du lieu du politique, nous pouvons aussi ébranler la politique.

### **En guise de conclusion**

Ainsi nous en sommes aujourd'hui à une étape ultérieure du mouvement. Après avoir dit combien le privé était politique, après avoir pratiqué une certaine politisation dans nos vies, nous en sommes aujourd'hui à nous demander s'il ne nous faudra pas ériger notre privé en politique. En ce sens cette démarche serait plutôt l'inverse de celle qu'on a bien voulu suivre pendant la deuxième moitié des années 70. Politique d'être où nous n'étions pas, pratique de l'occupation des postes de commande desquels nous avons été exclues. Cette stratégie ayant été amorcée avec plus ou moins de succès, il nous reste désormais à tenter la féminisation de la société en l'obligeant à considérer ce que nous sommes, là où nous sommes. Et c'est là que les problèmes surgissent avec le plus d'acuité. Car, qui dit féminisation de la société, pense valeurs féminines : on a vu comment ces valeurs féminines étaient et sont à la source de notre comportement duel. Valeurs féminines auxquelles on nous renvoie comme les seuls lieux où nous puissions être ; valeurs féminines, moyens de notre oppression. Mais aussi valeurs féminines potentiellement subversives parce que tellement antinomiques de l'ordre établi en dehors de nous. Comment savoir quand nous faisons des enfants, les nourrissons, les éduquons, si c'est pour servir la société ou pour s'en démarquer et peut-être la changer ?

Ainsi, même si les femmes se rient de la politique de « l'État patriarcal », elles se retrouvent obligées de négocier chacune de leurs démarches avec lui. Le pôle de la société civile en arrive inévitablement à la confrontation avec l'État. Et on a beau vouloir ignorer sa politique, la critiquer et se placer ailleurs, on ne peut pas toujours différer l'affrontement. C'est pourquoi je ne pense pas qu'il y ait de repli possible dans l'une quelconque de nos sphères, que ce soit la famille, la communauté écologique ou même le féminisme de la différence.

Ces sphères, même si elles représentent les attaches les plus solides que nous avons pu tisser pour accrocher notre existence au corps social, sont traversées de toutes les contradictions et des mêmes ambivalences que le reste de la société. En ce sens, nos valeurs travaillent ces lieux, surtout la famille, de façon privilégiée ; et on peut souvent se méprendre sur les résultats. Ainsi les Yvettes ont cru au pouvoir qu'elles pouvaient avoir en défendant les valeurs féminines. Mais leur manifestation ne s'est pas contentée d'être pour la défense de la famille et de leur rôle de mère ; elle fut aussi celle d'un parti même récupérateur, et celle d'un parti qui n'est pas exactement le plus progressiste. Les Yvettes se trompent quand elles pensent pouvoir arrêter la machine infernale de l'égalité entre les sexes. Elles se trompent quand elles pensent pouvoir revenir au *statu quo ante*, si elles le pensent. Il me semble utopique, et dans ce cas régressif, de croire qu'il nous suffirait de faire notre mea culpa pour reprendre nos places et nos rôles « d'avant ». Les compromis possibles sont ceux qu'on va retourner contre nous. Les valeurs masculines et féminines ont changé et c'est ce qu'il nous faut admettre. Les fondements de la famille et de la société patriarcales sont fortement ébranlés. Les tentatives pour colmater les brèches les plus béantes ne peuvent qu'être pathétiques. Par contre, les tentatives qui fusent de toutes parts pour nous proposer un modèle auquel nous conformer, risquent fort de combler aussi un vide. C'est pourquoi il me paraît urgent de définir nos propres priorités et d'esquisser par nos désirs l'accomplissement d'un autre mode de vie. Peu important pour l'instant les contradictions qu'il peut engendrer. Il est vain de croire qu'il puisse exister des changements radicaux qui se fassent en l'espace d'une révolution. La révolution, quand elle existe, ne fait qu'assimiler des processus antérieurs dans le corps social<sup>1</sup>. La contradiction, l'ambivalence dans laquelle nous nous trouvons ne peuvent guère se résoudre totalement sans engendrer d'autres nœuds. Ce qui importe, à notre échelle, c'est de faire en sorte que l'évolution/changement qui s'effectue se fasse à notre avantage et dans la pleine reconnaissance de notre existence. L'essentiel est d'imprimer dans la vérité des rapports sociaux, nos valeurs. C'est pourquoi, contrairement à Touraine qui cherche à identifier des nouveaux acteurs sociaux, j'opterai pour une autre voie. Celle qui permet aux femmes, indépendamment des positions sociales qu'elles occupent, de se constituer en un môle, épars mais néanmoins présent, dans la société civile. Car, comment

---

<sup>1</sup> Un groupe éco-féministe s'est créé à Montréal en ce mois d'octobre. Nous avons eu l'occasion de discuter des propositions avec une des instigatrices du mouvement, étudiante dans mon cours : Histoire des femmes dans le monde occidental. UQAM, automne 1980.

faire des femmes une classe sociale ou même une entité homogène, alors que visiblement on ne peut guère définir leur place dans la production économique de cette manière. Nous sommes, par contre, entrées dans un mouvement de contestation qui illustre bien les capacités de changement que nous pouvons véhiculer.

Aujourd'hui un mouvement me semble l'héritier de ce changement : je veux parler de l'éco-féminisme. Non que ce mouvement doive englober et annihiler toutes les autres activités des femmes (femmes battues, viol, garderies, etc.). Je ne crois pas même que les féministes impliquées dans cette régénération, veuillent être hégémoniques. Cette tendance actuelle de notre engagement me semble surtout illustrer de façon particulièrement significative mes propos. Au Québec, ce mouvement, bien qu'existant, est encore très peu connu et s'articule beaucoup sur celui de nos voisins américains<sup>1</sup>. Car c'est effectivement aux États-Unis que le mouvement est peut-être le plus prospère. Le nombre de centrales nucléaires explique en partie ce phénomène ; la vitalité de la recherche d'alternatives féministes à la société occidentale contribue aussi à expliquer l'importance que ce mouvement a prise. Mais de quoi s'agit-il au juste ? De la combinaison heureuse des deux mouvements rescapés des années 70 et arrivés plus ou moins entiers en 1980 ? Est-ce uniquement la composante féminine du mouvement écologique que l'éco-féminisme s'adjoint ? Ce qui compte, c'est l'importance que les femmes ont prise dans la lutte anti-nucléaire<sup>2</sup> et la manière dont elles veulent intégrer cette lutte à un projet de société plus global. Ainsi, au-delà des peurs d'accident nucléaire catastrophique, l'existence même de centrales nucléaires fonctionnant correctement pose le problème, résiduel pour la société mâle, d'une technologie menaçant constamment la vie humaine. Les femmes se sentent particulièrement touchées : aussi bien dans leur corps – risques de cancer plus grands –, dans leur maternité – le fœtus est particulièrement sensible aux radiations –, que dans leurs valeurs en tant que créatrices de vie. Dorothy Nelkin, dans un ouvrage en préparation, démontre clairement ces problèmes et les réactions que cette pratique nouvelle du nucléaire suscite. Ce qui ressort, c'est la relation que les femmes établissent entre la vie protectrice de la nature dont elles se disent porteuses, et la société patriarcale, oppressive, dénaturée et porteuse de la mort qu'elles combattent. En assignant aux femmes la tâche de développer un environnement, un monde où l'on puisse vivre, les éco-féministes n'ont pas peur de s'appuyer sur ces valeurs féminines, tant contestées. Elles réalisent en fait une jonction qui me semble capitale : celle de promouvoir nos valeurs comme fondant une démarche collective dans la perspective d'une autre société. Alors si ce n'est pas tout à fait un programme, c'est certainement un début. En s'attaquant à cette fine fleur de la

---

<sup>1</sup> Un sondage Harris effectué en avril 1979 après l'accident de Three Mile Island indique que 63 % des femmes (pour 30 % d'hommes) étaient opposées ou hésitantes à propos de la construction d'autres centrales nucléaires aux États-Unis, cité par D. Nelkin.

<sup>2</sup> Dorothy Nelkin : « *Nuclear Power as a Feminist Issue* », communication à l'auteur. octobre 1980.

technologie occidentale, les éco-féministes identifient une cible de choix ; leur combat au contraire touche tout le monde. En ce sens la portée de leur mouvement excède largement leur petit nombre.

Il reste qu'en l'absence d'un mouvement social global ascendant, il est tentant de vouloir faire de ce petit groupe de militantes, l'avant-garde salvatrice de l'humanité en déclin. Bien qu'éminemment politique, puisqu'il remet en cause l'ensemble des politiques énergétiques et stratégiques de nos sociétés industrielles, ce mouvement ne peut cependant guère nous émanciper de notre propre *reflex-action*. Un combat quotidien pour valoriser notre façon d'être, notre manière de voir, s'impose. Combat qui définit les contours d'une politique subversive, dénonciatrice des tabous et des préjugés de tous ordres. Entreprise qui n'envisage pas de normaliser les rapports entre les sexes et donc les rapports sociaux suivant des règles et des codes figés d'avance (c'est le cas de cette nouvelle science sexologique avec ses manuels d'éducation sexuelle). Quotidienneté tranquille qui subrepticement entrevoit une trame sociale dans laquelle les conflits ne sont pas établis par le pouvoir d'un sexe sur l'autre, où le confinement de l'un n'est pas requis pour la survie de l'autre.

Affirmer notre individualité relève d'un geste politique encore plus radical que ne le laisse entrevoir cette placide description. Car en fait, ce que cette revendication met en cause, c'est la trame même des rapports sociaux. La famille ne peut guère survivre à l'exigence qu'un de ses membres a, d'être indépendant, libre et égal. Le vieux modèle de la famille patriarcale s'écroule sous la pression de tels comportements, alors, même s'il est aussitôt remplacé par la fixation de règles plus souples par l'État – mariage et union libre, familles mono-parentales, etc. nous nous devons d'être vigilantes. Car, s'il est important pour nous d'avoir inscrit dans la politique des rapports sociaux une certaine présence féminine, il devient nécessaire de veiller à ce que nos désirs ne deviennent pas nos chaînes. Laisser libre cours à notre créativité, sans l'aliéner aux rapports établis, constitue pour un temps notre force, et peut-être notre propre politique.

#### **Note de l'auteur :**

Je remercie M. B. Talion, N. Laurin-Frenette, Andrée Yanacopoulo et J.-M. Piotte d'avoir bien voulu me lire et mettre un peu d'ordre dans ce texte. Je dois aussi aux étudiantes de notre cours Histoire de la Condition des Femmes (HIS 2322, automne 1980, UQAM) ma gratitude pour avoir suivi les circonvolutions nombreuses de ma pensée avec tant de bonne volonté, de patience et d'enthousiasme.